

Autoroute Toulouse - Castres

Etude d'impact du projet autoroutier sur l'agriculture

Etude préalable sur l'économie agricole et mesures de
compensation collective

De Verfeil à Castres

Commandée par la DREAL Occitanie

Réalisée par Amélie URBAIN-BAJEUX (Tarn)
et Jacqueline BESSETTES (Haute-Garonne)

**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
TARN

Siège Social

96 rue des agriculteurs
BP 89
81003 ALBI Cedex
Tél : 05 63 48 83 83
Fax : 05 63 48 83 09
Email :
accueil@tarn.chambagri.fr

**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
HAUTE-GARONNE

Siège Social

61 allée de Brienne
BP 7044
31069 TOULOUSE CEDEX 7
Tél. : 05 61 10 42 50
Fax : 05 61 23 45 98
Email :
accueil@agriculture31.com

Octobre 2017

TERRES d'AVENIR

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| 1. Présentation générale du projet..... | 4 |
| 1.1. Présentation et objet de l'opération..... | 4 |
| 1.2. Opération A680 – Gragnague/Verfeil..... | 5 |
| 1.3. Opération Verfeil/Castres..... | 7 |
| 2. Analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné..... | 11 |
| 2.1. Délimitation du territoire concerné..... | 11 |
| a) Les communes traversées par le projet autoroutier..... | 11 |
| b) La production agricole..... | 12 |
| c) Prise en compte des opérateurs amont-aval..... | 16 |
| d) Critères géographiques..... | 18 |
| e) Les projets de développement des territoires de SCOT..... | 19 |
| f) Synthèse et périmètre retenu..... | 19 |
| 2.2. Dynamique économique agricole du secteur, de la production primaire à la première transformation / commercialisation..... | 23 |
| a) Un territoire très agricole..... | 23 |
| b) Des sols aux potentialités moyennes à élevées..... | 24 |
| c) Evolution de l'agriculture 2000 – 2010..... | 25 |
| d) Tension sur le marché du foncier agricole..... | 26 |
| e) Une prédominance des grandes cultures..... | 27 |
| f) Des exploitations diversifiées mais orientées majoritairement en système « grandes cultures »..... | 30 |
| g) L'élevage..... | 32 |
| h) Les produits sous signe de qualité..... | 34 |
| i) Approche filière amont-aval..... | 35 |
| j) Du champs à l'assiette..... | 39 |
| k) Synthèse..... | 39 |
| 3. Analyse des incidences du projet sur l'économie agricole..... | 41 |
| 3.1. Effets positifs du projet sur l'économie agricole du territoire..... | 41 |
| 3.2. Effets négatifs du projet sur l'économie agricole du territoire..... | 41 |
| 3.3. Evaluation de l'impact sur l'emploi..... | 50 |
| 3.4. Identification des autres projets connus, potentiellement concernés par la compensation agricole collective..... | 50 |
| 3.5. Evaluation financière globale des impacts sur l'économie agricole..... | 51 |
| 4. Mise en œuvre de la séquence ERC par le porteur de projet..... | 54 |
| 4.1. Mesures d'évitement..... | 54 |
| a) Choix des fuseaux..... | 55 |
| b) Choix de la bande de DUP et du tracé de référence..... | 56 |
| 4.2. Mesures de réduction..... | 57 |
| 4.3. Mesures de compensation individuelle, sous forme d'indemnisations..... | 59 |
| 4.4. Bénéfices des procédures d'aménagement foncier..... | 59 |
| 5. Proposition de mesures de compensation collective et modalités de mise en œuvre..... | 60 |
| 5.1. Pistes de réflexion..... | 60 |
| a) Sécuriser l'accès à l'eau..... | 60 |
| b) Développer des productions spécialisées..... | 61 |
| c) S'approvisionner localement..... | 61 |
| d) Améliorer les techniques et moyens de production..... | 62 |
| e) Structurer des projets collectifs..... | 62 |
| 5.2. Fonds de compensation collective..... | 63 |
| a) Estimation de l'investissement nécessaire pour la reconstitution du potentiel économique agricole..... | 63 |
| b) Montant du fonds..... | 63 |
| c) Propositions de modalités de mise en œuvre..... | 64 |
| 6. Traitement des réserves de la commission d'enquête..... | 65 |
| Conclusion..... | 67 |

Le projet de réalisation d'une 2x2 voies à caractéristique autoroutière entre Castres et Toulouse a fait l'objet d'une **décision ministérielle du 8 mars 1994**. Il a été confirmé par le Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (CIADT) du 18 décembre 2003 en tant que grande liaison d'aménagement du territoire permettant de relier la métropole toulousaine au bassin économique de Castres-Mazamet.

Deux sections à 2x2 voies ont été réalisées entre 1994 et 2008 :

- la déviation de Soual (3.5 km), mise en service en 2000,
- la déviation de Puylaurens (6.8 km), mise en service en 2008.

La Commission Nationale de Débat Public a organisé d'**octobre 2009 à janvier 2010**, le débat public sur « l'achèvement de la mise à deux fois deux voies de la liaison Castres-Toulouse par mise en concession autoroutière ».

Le bilan du débat a conduit à la **décision ministérielle du 25 juin 2010** (cf. annexe 1) engageant la poursuite et l'achèvement de la liaison entre Castres et Toulouse à 2x2 voies par une mise en concession autoroutière. Cette décision étant motivée par la nécessité :

- D'améliorer les déplacements :
 - Temps de transports : le statut autoroutier permet une vitesse de référence de 130 km/h. À l'horizon 2024, le gain de temps attendu est de l'ordre de 35 minutes sur le trajet Toulouse Castres en empruntant l'A68, l'A680 puis la liaison autoroutière entre Verfeil et Castres.
 - Sécurité routière : l'autoroute constitue l'infrastructure routière la plus sûre.
- D'améliorer l'attractivité du Sud du Tarn et le développement du territoire :
 - Désenclavement du bassin industriel castrais,
 - Meilleur accès aux équipements de la métropole toulousaine,
 - Contribution à la structuration de l'aire métropolitaine et au développement des villes moyennes en étoile autour de Toulouse.

La décision ministérielle précise que la modernisation des lignes ferroviaires prévues par le Plan Rail à l'échelle régionale ne permettra pas de répondre aux objectifs recherchés par l'aménagement de la RN 126.

L'article 3 de cette même décision précise que :

"Les études devront aussi permettre de justifier et de préciser les caractéristiques du projet au regard de son intérêt pour les territoires concernés et de ses effets potentiels, et notamment :

... - les modalités de préservation des activités agricoles visant à minimiser les impacts du projet tant en termes de prélèvement que d'effets de coupure et d'effets connexes"...

De 2011 à 2012, les études comparatives de tracé ont été réalisées.

En juin 2013, le projet est classé prioritaire par la Commission " Mobilité 21".

Le **22 avril 2014**, la poursuite des études dans le cadre d'une mise en concession a été confirmée par décision ministérielle.

Par **arrêté en date du 31 juillet 2014**, le Préfet de Région a acté le tracé de référence et le positionnement des échangeurs et annoncé la poursuite des études et de la concertation sur les itinéraires de substitution et les demandes d'échangeurs supplémentaires.

En **décembre 2016 et janvier 2017**, s'est tenue l'**enquête publique** en vue de la Déclaration d'Utilité Publique du projet.

En **mars 2017**, le projet a reçu un **avis favorable de la commission d'enquête assorti de trois réserves** :

- Limiter l'impact du projet sur la commune de Verfeil (aménagement de l'échangeur et de la traversée de la commune).
- Réalisation d'un échangeur au niveau de la région de Maurens-Scopont, Cambon-les-Lavaur, Vendine.
- Révision de l'aménagement de l'itinéraire de substitution afin de lui rendre des conditions de confort et de sécurité au moins égales à celles actuellement offertes par la RN 126, en particulier à hauteur des communes de Soual et de Puylaurens.

Les prises de décisions sur la DUP de l'ouvrage (arrêté préfectoral et décision du Conseil d'Etat) doivent intervenir **courant 2018**.

Le choix du concessionnaire et le démarrage des travaux sont prévus en 2020, la durée des travaux est estimée à 4.5 ans.

Le **coût total du projet** est estimé à 457 M€ HT (données extraites du dossier d'enquête publique) :

- Le coût prévisionnel de l'opération d'élargissement de l'A680 sous maîtrise d'ouvrage ASF (valeur février 2015) est de 68 M€ HT.
- Le coût prévisionnel de l'opération Verfeil Castres (valeur février 2015) est de 389 M€ HT soit un ratio de 9,3 M€ HT/km.

Le futur concessionnaire qui aura en charge la construction, l'exploitation et l'entretien de l'infrastructure entre Verfeil et Castres, pourra solliciter auprès de la puissance publique une subvention d'équilibre si les recettes prévisionnelles (péage) ne permettent pas de couvrir les dépenses.

Les estimations des recettes et de la subvention d'équilibre sont les suivantes :

- Les coûts de péage (valeur 2010) : 10 cts € HT / km pour les VL, 30 cts € HT / km pour les PL.
- La subvention d'équilibre (valeur 2015) : 230 M€ intégrant une provision de 10 M€ en vue du traitement des réserves de la commission d'enquête, financés à 50% par l'Etat et à 50% par les collectivités locales.

L'Etat s'est engagé, dans le dossier d'enquête publique, à **réaliser une étude préalable** permettant de **définir la nécessité d'éventuelles compensations collectives agricoles**, prévue à l'article L 112-1-3 du code rural et de la pêche maritime, bien que le projet ne soit pas soumis réglementairement à cette disposition.

La présente étude agricole est réalisée dans un contexte particulier. Le concessionnaire qui sera le maître d'ouvrage final n'est pas encore connu. Ce dernier pourra affiner le tracé (à l'intérieur du périmètre de DUP) et devra mener des études de détails complémentaires avant le début des travaux (dossiers au titre de la Police de l'Eau et de la protection des milieux naturels (CNP)). Les conclusions de ces études permettront de préciser les impacts définitifs, y compris l'effet des mesures de compensations environnementales sur l'agriculture, et les mesures compensatoires agricoles.

1. Présentation générale du projet

Rappel art D 112-1-19 du Code Rural :

« L'étude préalable comprend :

1° Une description du projet ».

1.1. Présentation et objet de l'opération

Nota : les données qui suivent sont extraites du Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (Pièce E : Etude d'impact, chapitre 2).

La future liaison autoroutière Castres-Toulouse représente un **linéaire de 62 km** entre le demi échangeur de Gragnague sur l'A68 en Haute-Garonne et la rocade Est de Castres dans le Tarn.

Le projet comprend deux opérations soumises simultanément à enquête publique en vue d'une Déclaration d'Utilité Publique :

- L'**opération A680** qui prévoit l'élargissement à 2x2 voies de la bretelle A680 entre Gragnague et Verfeil,
- L'**opération Verfeil-Castres** qui prévoit la création d'une voie nouvelle à 2x2 voies entre Verfeil et Castres.



Source : Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique - Pièce E0 : Atlas Cartographique 1a

La présente étude est réalisée en **utilisant les conclusions de l'étude agricole précédente** (automne 2014 et actualisée en novembre 2015) qui a servi à la constitution du dossier présenté à l'enquête publique. Le périmètre du projet, défini en lien avec la DREAL, correspond à :

- la **bande de DUP**. Celle-ci est d'une largeur totale, variant de 150 à 300 m, à l'intérieur de laquelle le tracé de référence est susceptible de subir quelques évolutions. La bande de DUP initialement délimitée en juillet 2014 a été redessinée en octobre 2014 puis en novembre 2015.
- le tracé de référence. Il correspond à une bande d'environ 110 mètres de large, son épaisseur varie à certains endroits pour tenir compte des contraintes de réalisation de l'ouvrage (déblais, remblais, rétablissements routiers, zones d'échanges, ...). Il est dissocié en 2 périmètres :
 - l'un permet de mesurer les impacts de l'emprise définitive du projet autoroutier (15 mètres autour des emprises en terre du projet autoroutier et 5 mètres autour des rétablissements, soit 50 m de largeur – largeur indiquée comme ordre de grandeur - du tracé autoroutier + 30 mètres autour = 80 m),
 - l'autre correspond aux **emprises temporaires** nécessaires pendant la durée des travaux (30 mètres autour des emprises en terre du projet autoroutier et 10 mètres autour des rétablissements, soit 30 mètres au-delà des emprises définitives).

1.2. Opération A680 – Gragnague/Verfeil

Cette opération comprend :

- l'élargissement à 2x2 voies de la bretelle A680 existante (mise en service en novembre 1996). Les travaux d'élargissement sont prévus au Nord de la voie actuelle,
- la création d'un échangeur à Verfeil.

Cette opération représente une **distance de 8,4 km** depuis le raccordement avec l'A68 par un demi-échangeur, situé en lisière de la commune de Castelsmaurou, jusqu'à l'intersection des RD20 et RD112 à l'entrée de la commune de Verfeil.

Elle traverse cinq communes de Haute-Garonne : Castelsmaurou, Gragnague, Saint-Marcel-Paulel, Bonrepos-Riquet et Verfeil.

L'A680 actuellement en service est une 2x1 voie de 7 m de large à double sens sur laquelle la vitesse maximale autorisée est de 90 km/h.

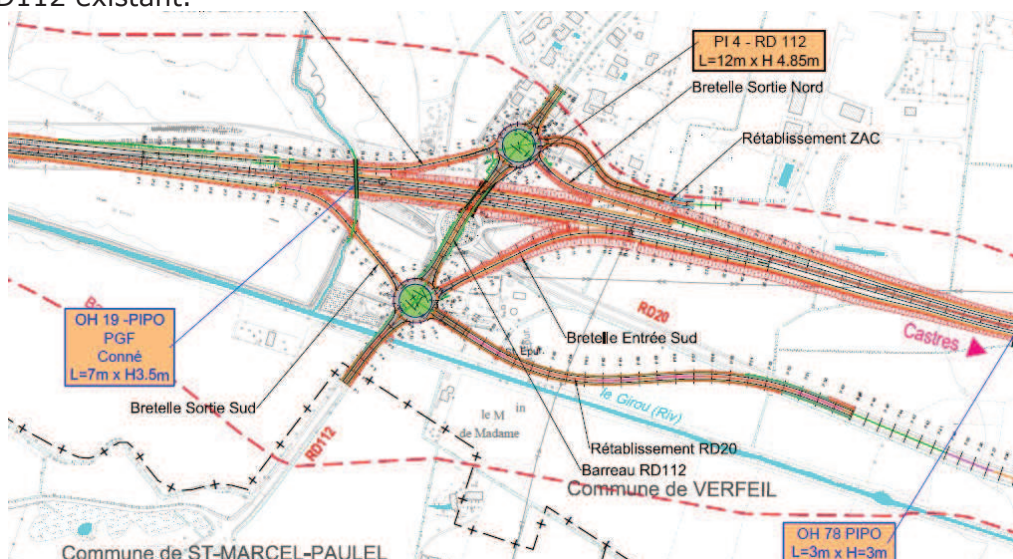
Lors de la réalisation de la voie, les acquisitions foncières ont intégré des emprises nécessaires à la mise à 2x2 voies avec bassins multifonctions et le système d'échange actuel (demi échangeur de Gragnague).

Les aménagements fonciers agricoles ont été réalisés lors de la création de la bretelle.

Aujourd'hui, des adaptations et acquisitions supplémentaires sont nécessaires pour le passage à une vitesse maximale de 130 km, la mise à 2x2 voies et la création du diffuseur de Verfeil.

Le projet prévoit :

- le maintien de l'échangeur de Gragnague dans sa configuration actuelle (1/2 échangeur),
- l'élargissement de la voie côté Nord,
- la création d'un échangeur à Verfeil composé de deux demi-diffuseurs de type losange avec sortie depuis Castres en boucle, franchissement de la RD112 en place et réutilisation du giratoire A680/RD112 existant.



Source : Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique - Pièce E : Etude d'Impact, chap. 2

L'emprise du projet intègre la voie actuelle et les espaces au Nord, elle représente une bande d'environ 50 m de large, elle s'élargit sur la commune de Verfeil pour intégrer les espaces nécessaires à la réalisation de l'échangeur.

La superficie totale de l'**emprise définitive** représente **55 ha**, dont **0.1 ha** de surfaces agricoles.

La superficie totale des **emprises temporaires** représente **19 ha**, dont **1 ha** de surfaces agricoles.

La société Autoroutes du Sud de la France (ASF), déjà concessionnaire de la bretelle A680 (décret du 7 février 1992), sera maître d'ouvrage de cette opération.

Ce projet doit faire l'objet d'un **arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique** conformément à l'article R.121-2 du Code de l'expropriation, **au plus tard le 23 janvier 2018**.

1.3. Opération Verfeil/Castres

a) Principales caractéristiques de l'opération

Cette opération comprend :

- La réalisation d'une section neuve à 2x2 voies entre Verfeil et Puylaurens,
- La création d'une aire de repos unilatérale bidirectionnelle située à mi-parcours de l'itinéraire sur la commune de Cambon-Les-Lavaur,
- La modification de l'échangeur existant de Puylaurens,
- La réalisation d'un barreau de contournement à l'Ouest du village de Puylaurens, qui permettra aux poids-lourds qui viendraient rejoindre l'échangeur de Puylaurens au Sud du village, de ne pas traverser le centre-ville, interdit aux poids-lourds,
- La réalisation d'une section neuve à 2x2 voies entre Puylaurens et Soual puis entre Soual et Castres (15 km environ),
- La création de 2 échangeurs : échangeur de Soual Est et échangeur de Castres/Saint Palais,
- La réalisation de gares de péage sur les communes de Verfeil et Castres et au niveau des échangeurs de Puylaurens et Soual.

L'opération Verfeil-Castres intègre les déviations existantes de Puylaurens (6,8 km) et de Soual (3,5 km).

La liaison représente une distance d'**environ 54 km**, elle est située dans les départements de la Haute-Garonne et du Tarn, et traverse 21 communes : Verfeil, Francarville, Vendine (département de la Haute-Garonne), Teulat, Montcabrier, Bannières, Villeneuve-Les-Lavaur, Maurens-Scopont, Cambon-Lès-Lavaur, Cuq-Toulza, Algans, Lacroisille, Appelle, Puylaurens, Saint-Germain-Des-Prés, Soual, Cambounet Sur-Le-Sor, Viviers-Les-Montagnes, Saïx, Castres (département du Tarn).

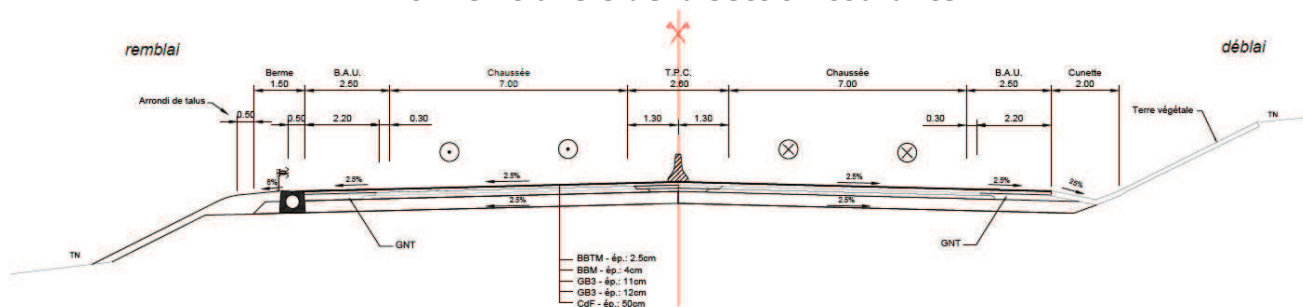
b) Caractéristiques techniques de l'ouvrage

Le profil en long (remblais et déblais par rapport au terrain naturel) a été principalement calé en fonction des contraintes topographiques, hydrauliques (zone inondable du Girou) et de franchissement des voies de communication, en respectant les conditions minimales de visibilité, notamment à l'approche des points singuliers.

Le profil en travers type section courante (type autoroutier à 2x2 voies) pris en compte dans les études préalables comporte :

- 1 terre-plein central de 2,60 m (2 bandes dérasées de 1,0 m et un séparateur béton),
- 2 chaussées de 7,0 m (2 x 3,5 m),
- 2 bandes d'arrêt d'urgence de 2,5 m de largeur,
- 1 berme de 1 m en remblai (variable dans certains cas d'aménagements spécifiques tels que les écrans acoustiques, une cunette de 2,0 m en déblai intégrant la berme).

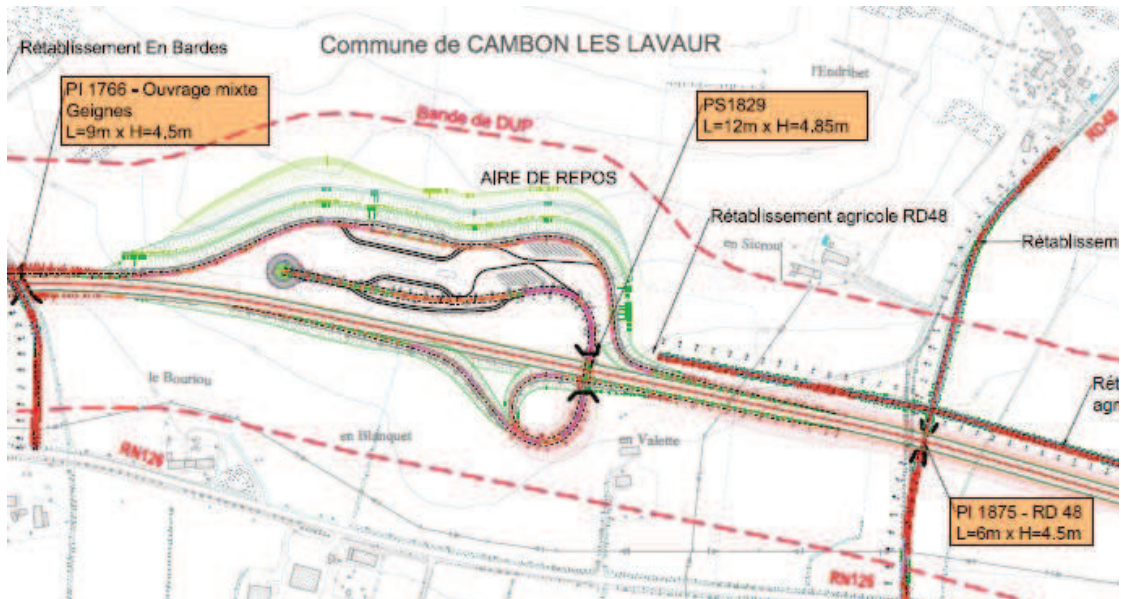
Profil en travers de la section courante



Source : Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique - Pièce E : Etude d'Impact, chap. 2

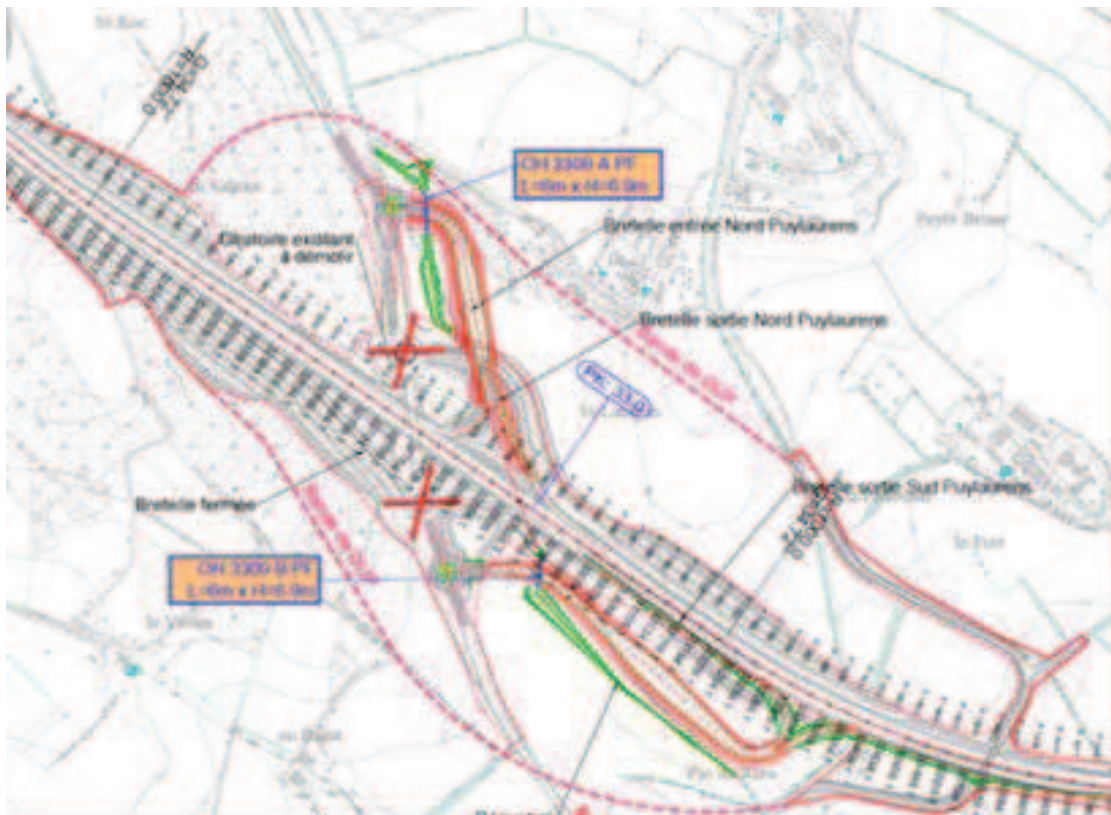
c) Aire de repos et échangeurs

Aire de repos unilatérale bidirectionnelle sur la commune de Cambon-Les-Lavaur



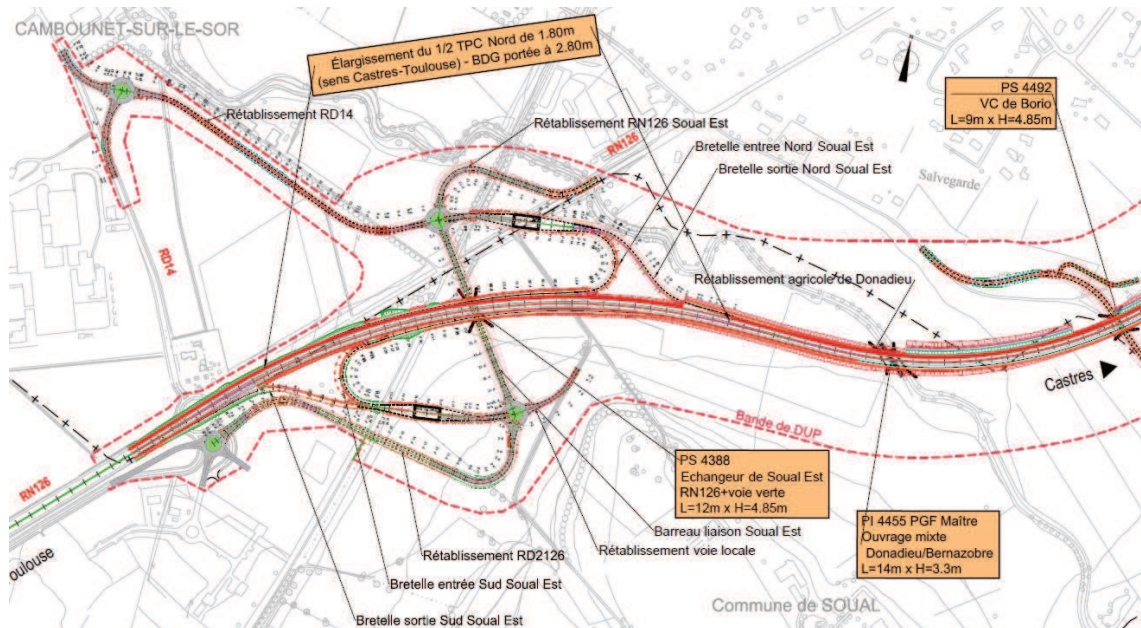
Source : Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique - Pièce E : Etude d'Impact, chap. 2

Modification de l'échangeur de Puylaurens



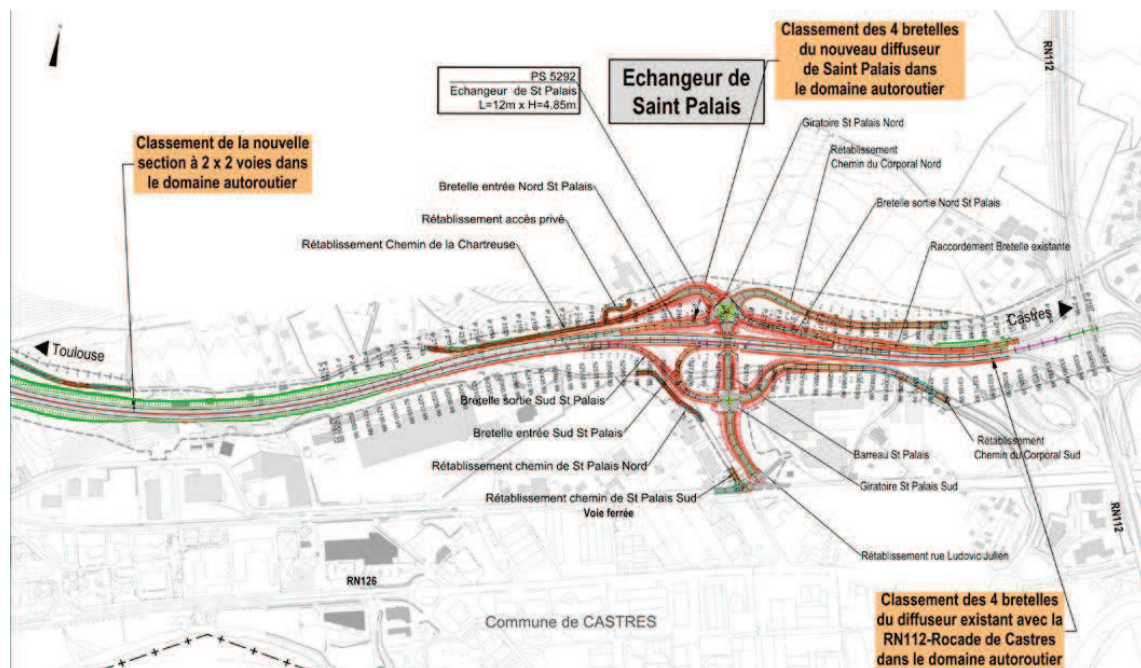
Source : Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique - Pièce E : Etude d'Impact, chap. 2

Echangeur de Soual



Source : Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique - Pièce E : Etude d'Impact, chap. 2

Echangeur de Castres Saint-Palais



Source : Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique - Pièce E : Etude d'Impact, chap. 2

d) Synthèse

La création de **l'infrastructure va nécessiter l'acquisition de nouvelles emprises sur une distance d'environ 46 km**. Les déviations existantes de Puylaurens et Soual, qui représentent un linéaire routier de 10 km, ne nécessitent pas d'emprise supplémentaire.

La superficie totale de **l'emprise définitive** représente **420 ha**, dont **316 ha** de surfaces agricoles.

La superficie totale des **emprises temporaires** représente **120 ha**, dont **95 ha** de surfaces agricoles.

A l'issue des travaux, les emprises temporaires pourront être rétrocédées par le futur concessionnaire.

Cette opération doit faire l'objet d'une **Déclaration d'Utilité Publique par décret du Conseil d'État, au plus tard le 23 juillet 2018**.

Lorsque la DUP sera prononcée, elle fera l'objet d'un appel d'offre de concession, qui sera conduit par l'Etat.

La présente étude porte sur l'évaluation de l'impact sur l'économie agricole des 316 ha de surface de production agricole inclus dans le périmètre du projet de liaison autoroutière Castres-Toulouse depuis l'échangeur de Verfeil jusqu'à l'échangeur de Castres Saint-Palais.

L'opération A680 impacte l'espace agricole sur 0.1 ha dans son emprise définitive. Cet impact a été qualifié de mineur, en conséquence, cette partie du projet n'est pas intégrée dans la présente étude.

2. Analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné

Rappel art. D 112-1-19 du Code Rural :

« L'étude préalable comprend :

1° [...] et la délimitation du territoire concerné ;

2° Une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné. Elle porte sur la production agricole primaire, la première transformation et la commercialisation par les exploitants agricoles et justifie le périmètre retenu ».

2.1. Délimitation du territoire concerné

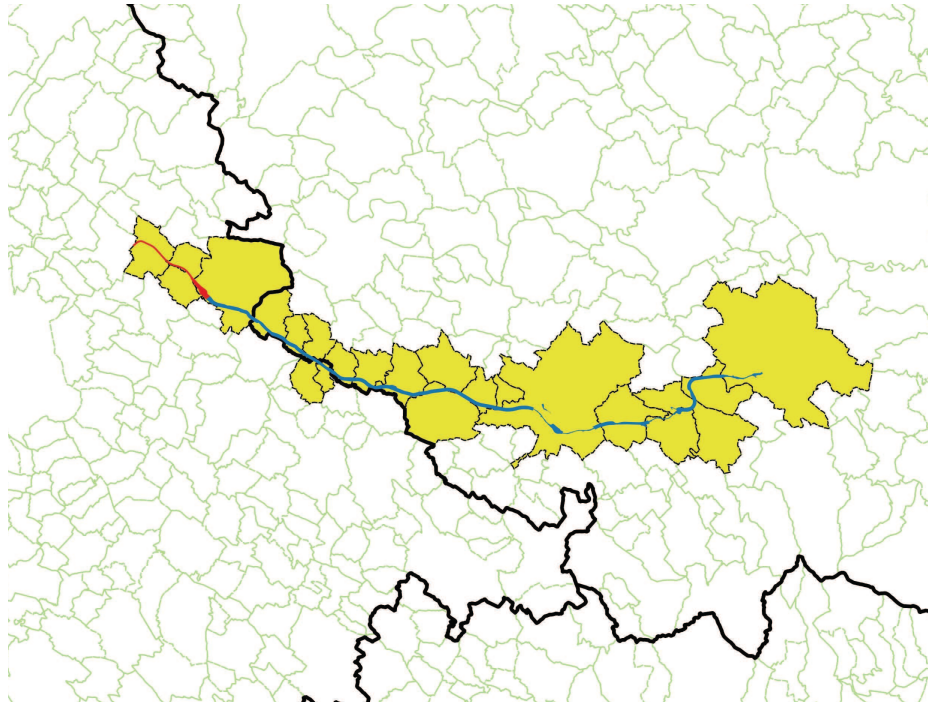
Afin de déterminer le périmètre agricole sur lequel le projet d'infrastructure aura un impact, plusieurs critères ont été identifiés et analysés.

Le croisement de ces critères a permis, in fine, de délimiter le territoire concerné par le projet.

a) Les communes traversées par le projet autoroutier

Le premier périmètre impacté est constitué des communes concernées par les emprises du projet.

La carte ci-dessous représente les communes traversées par le tracé de référence Verfeil-Castres (en bleu sur la carte).

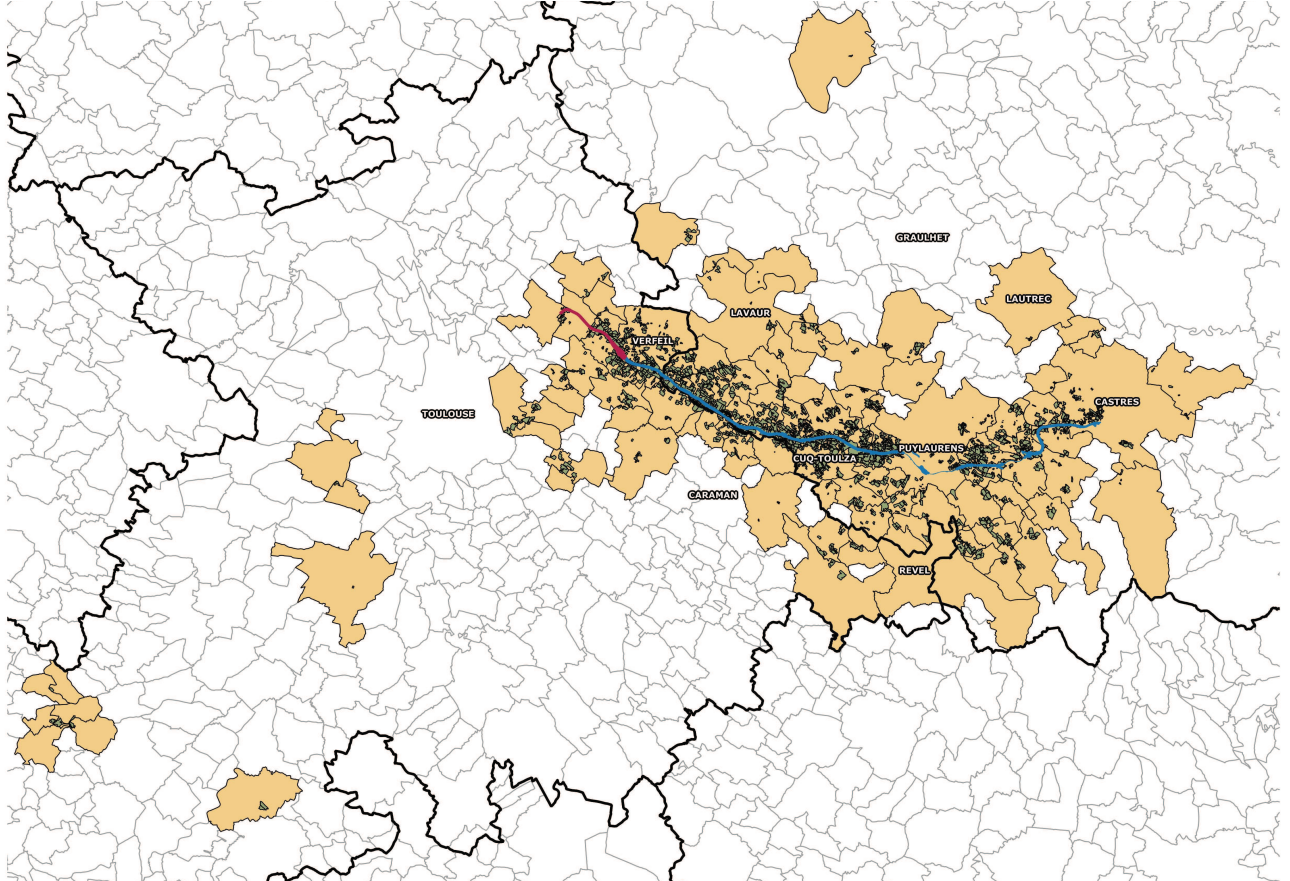


b) La production agricole

Les exploitations impactées par les emprises du projet

Les exploitations qui travaillent du foncier inclus dans l'emprise définitive verront leur surface agricole diminuée. Cela aura des répercussions sur la globalité de ces entreprises agricoles.

La carte suivante localise l'ensemble des parcelles travaillées par ces exploitations et les communes correspondantes (*en beige*).



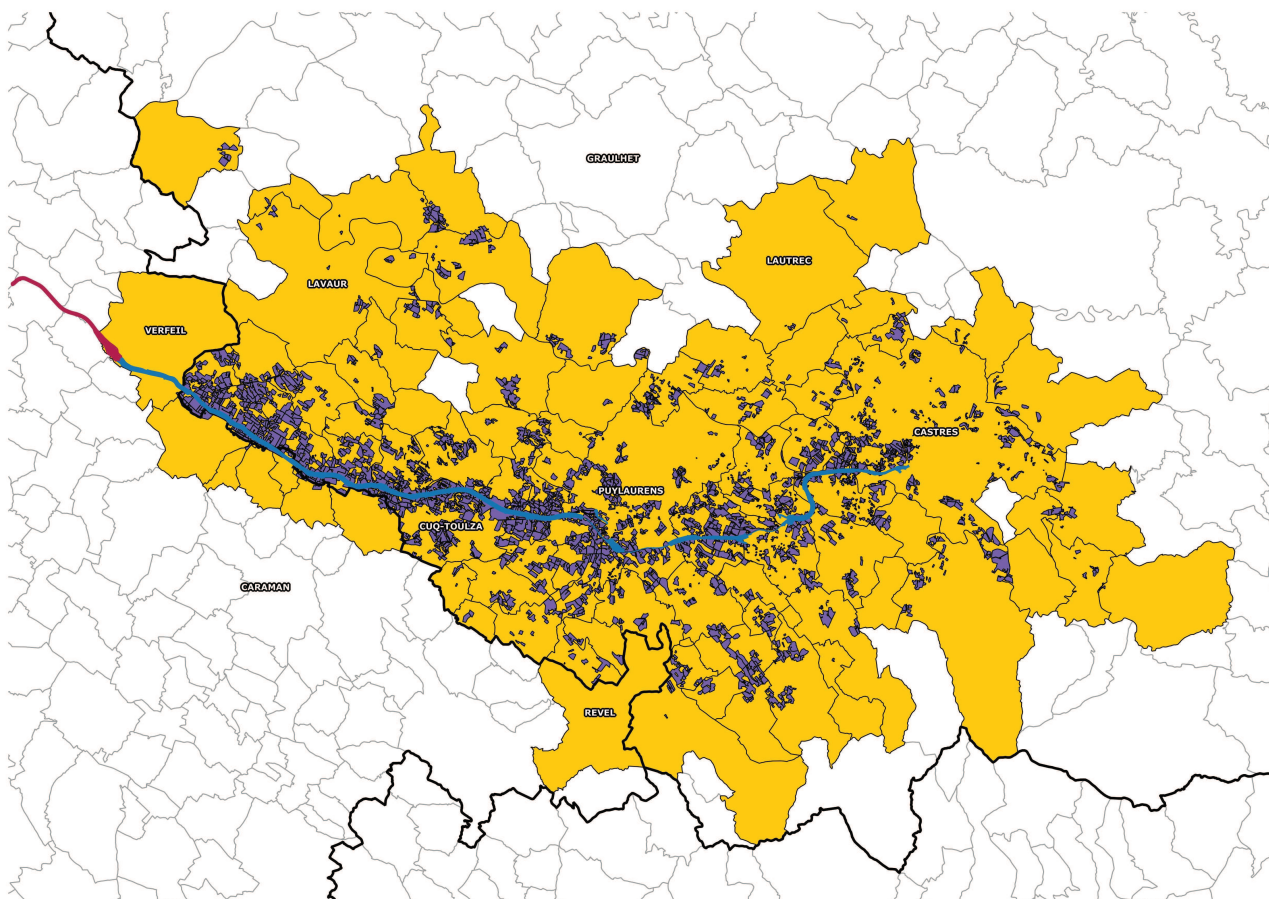


Les exploitations impactées indirectement par le projet

Le passage de l'autoroute coupera un certain nombre de dessertes routières dans le sens « Nord/Sud ». Les rétablissements routiers prévus (*cf. mesures de réduction des préjudices individuels aux exploitants agricoles*) ne se situeront pas systématiquement en lieu et place de l'ensemble des chemins empruntés par les engins agricoles à ce jour.

Les exploitations ayant leur parcellaire situé de part et d'autres de l'infrastructure seront impactées alors même qu'elles n'ont pas de foncier dans l'emprise. Le temps nécessaire pour accéder aux parcelles avec les engins agricoles sera allongé.

La carte ci-dessous localise l'ensemble des parcelles travaillées par ces exploitations et les communes correspondantes (*en orange*).



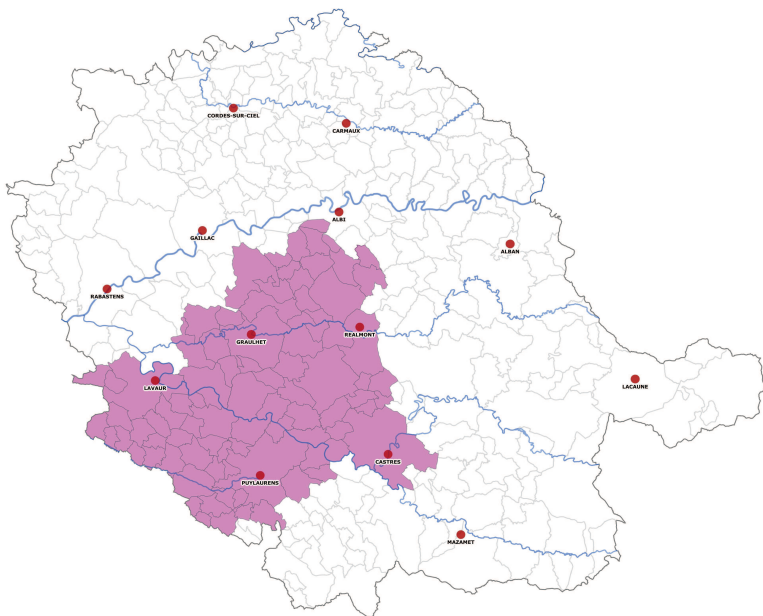
L'aire géographique de production d'Ail Rose de Lautrec

Le projet traverse des communes faisant partie de l'aire de production d'Ail Rose de Lautrec sous Label Rouge et signe officiel de qualité reconnu par l'Europe : l'Indication Géographique Protégée.

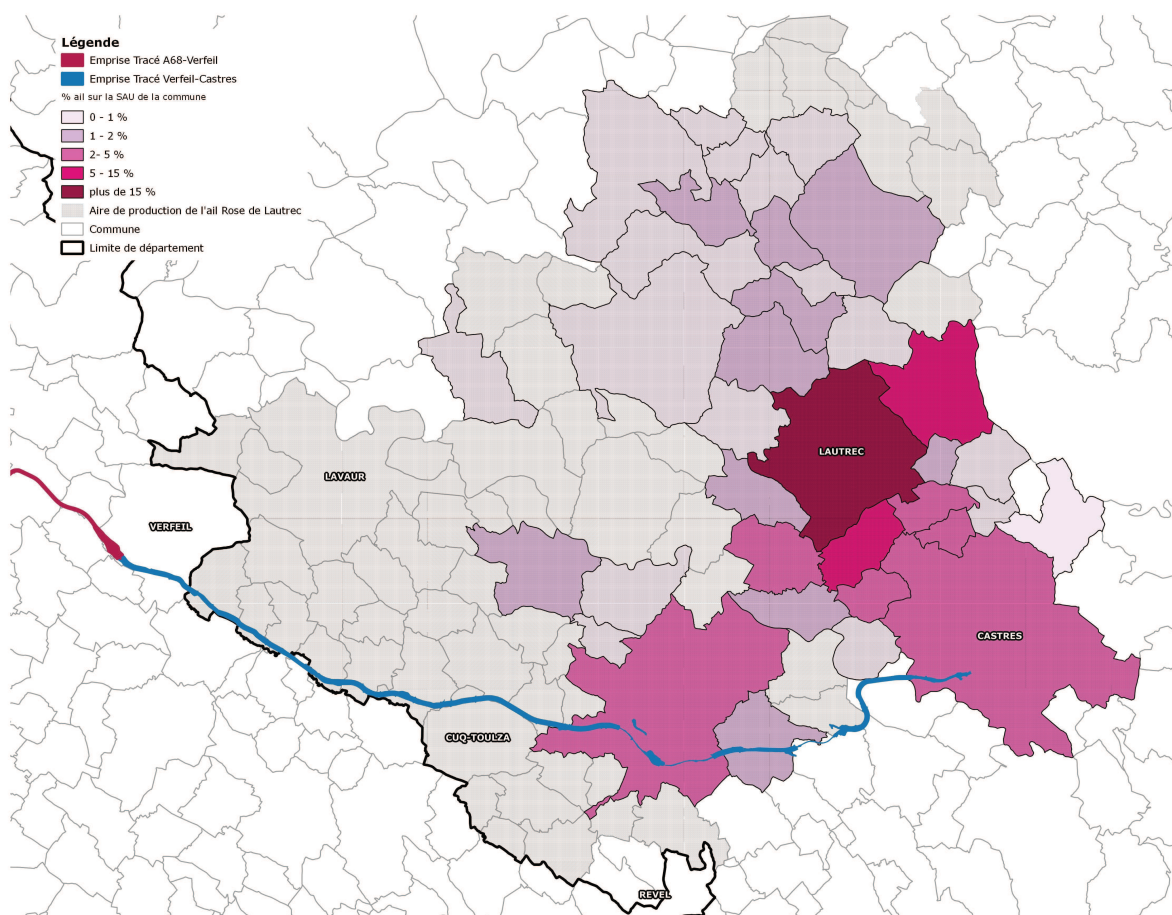
La carte ci-contre représente les communes de l'aire de production d'Ail Rose sous Indication Géographique Protégée.

Parmi les exploitations impactées directement, six produisent de l'Ail Rose Label.

Par ailleurs, les secteurs du Puylaurentais et Graulhet/ Lautrec sont des zones de production de semences d'Ail Rose.



Près de 400 ha d'Ail Rose LR/IGP sont cultivés chaque année. La carte suivante indique la répartition des surfaces en Ail Rose LR/IGP en pourcentage par commune.



Bien que la production d'Ail Rose Label soit réalisée majoritairement autour de Lautrec et dans une moindre mesure sur la zone traversée par l'autoroute, il est important de prendre en compte cette filière. Ce produit phare du Tarn connaît depuis quelques années des problèmes de conservation après récolte, devenus très impactants pour la filière en 2017. Celle-ci réfléchit aux mesures qui permettraient d'assainir les sols, vecteurs des micro-organismes en cause. Parmi les pistes figure la conduite de la culture de l'ail dans des zones moins productives aujourd'hui.

La production semencière

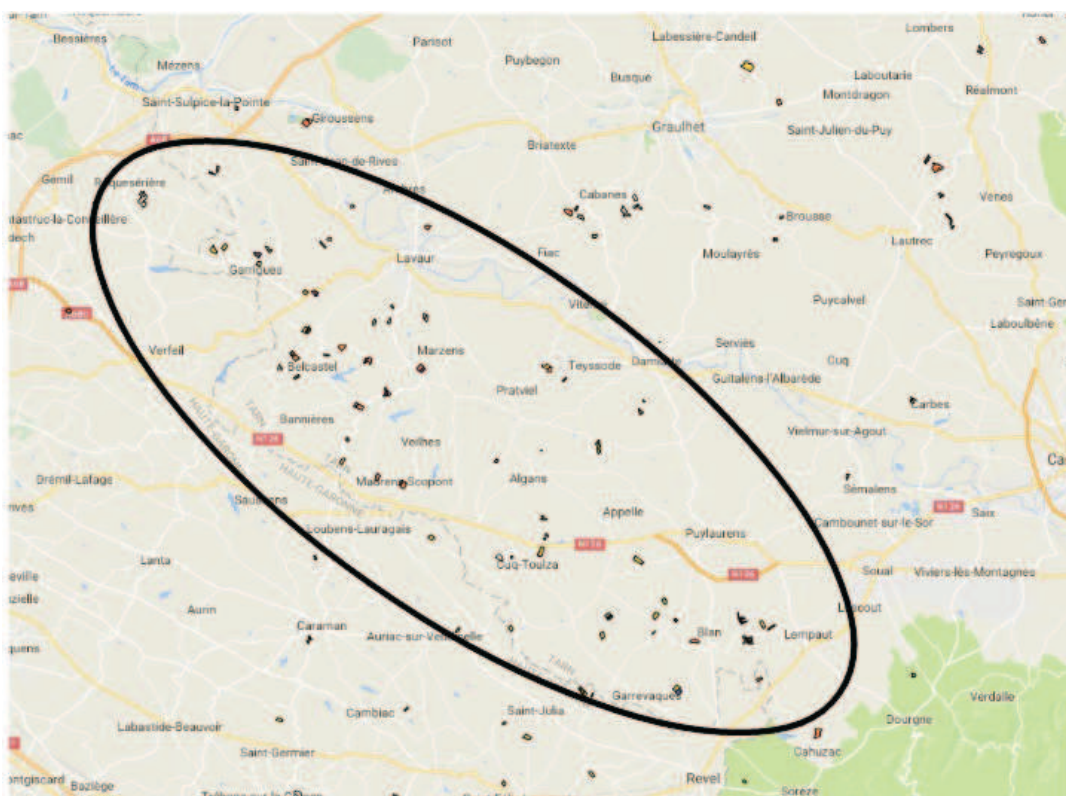
Le projet impacte des surfaces dédiées à cette production.

Le Lauragais est reconnu pour la production de semences de fourrages, légumes et céréales, oléo-protéagineux. La partie tarnaise regroupe 60% de la production de fourragères du département, 50% des semences potagères, 36% des surfaces de semences de colza et tournesol et 20% des semences de maïs.

Outre les besoins en technicité, ressource en eau..., les agriculteurs multiplicateurs de semences doivent disposer de parcelles suffisamment éloignées les unes des autres afin de garantir un niveau de pureté exigé par les établissements semenciers. Ainsi toutes les parcelles agricoles ne sont pas propices à cette production spécifique à forte valeur ajoutée pour le territoire.

Le projet autoroutier, en supprimant des surfaces en semences, aura un impact global sur la zone de production puisqu'il sera nécessaire de reporter cette culture sur d'autres surfaces présentant des caractéristiques similaires.

La carte ci-dessous permet de visualiser les parcelles cultivées en 2017 en semences potagères. On retient une zone plus dense de production autour de Verfeil – Revel – Puy-laurens – Lavaur.

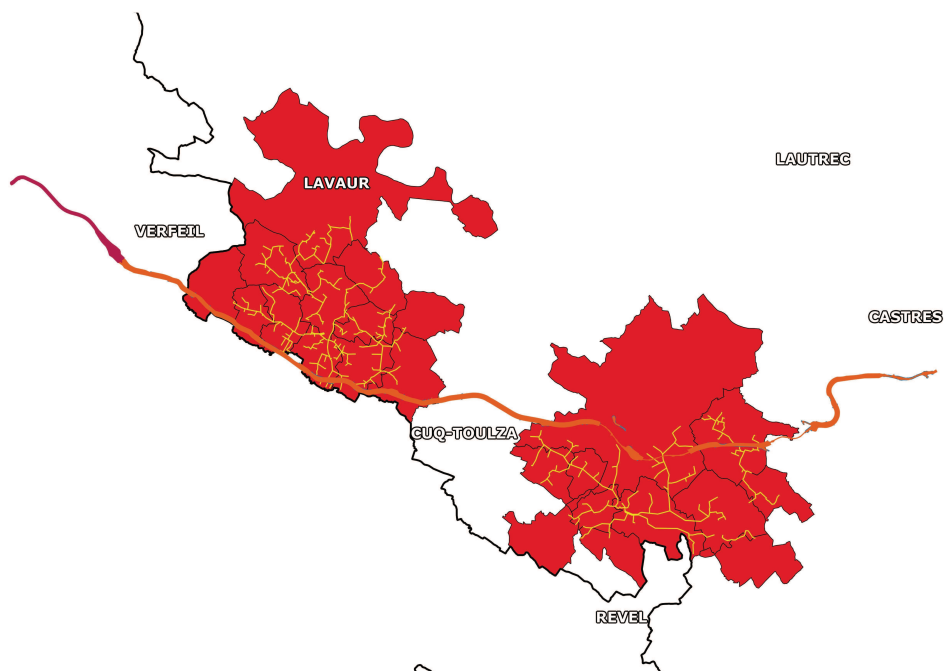


Le périmètre des infrastructures collectives d'irrigation

L'irrigation est une technique développée sur le secteur impacté par le projet. De nombreuses surfaces sont irrigables via des infrastructures privées et/ou grâce aux réseaux collectifs des Associations Syndicales Autorisées (ASA).

Le projet coupe les réseaux de deux ASA et du parcellaire irrigable. Le risque est que les parcelles résiduelles devenues plus petites ne puissent plus être irrigables (inadéquation avec le matériel, ...) impactant ainsi la viabilité des structures collectives d'irrigation.

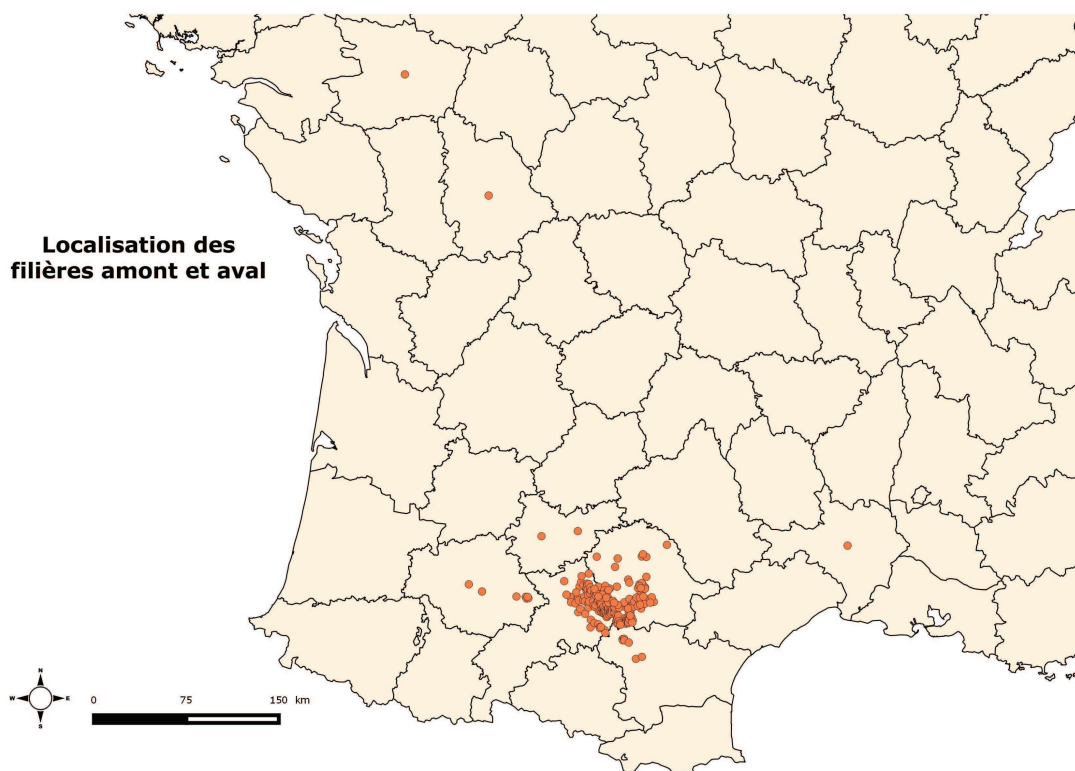
La carte ci-après a été réalisée afin de prendre en compte l'ensemble des communes du périmètre des ASA.



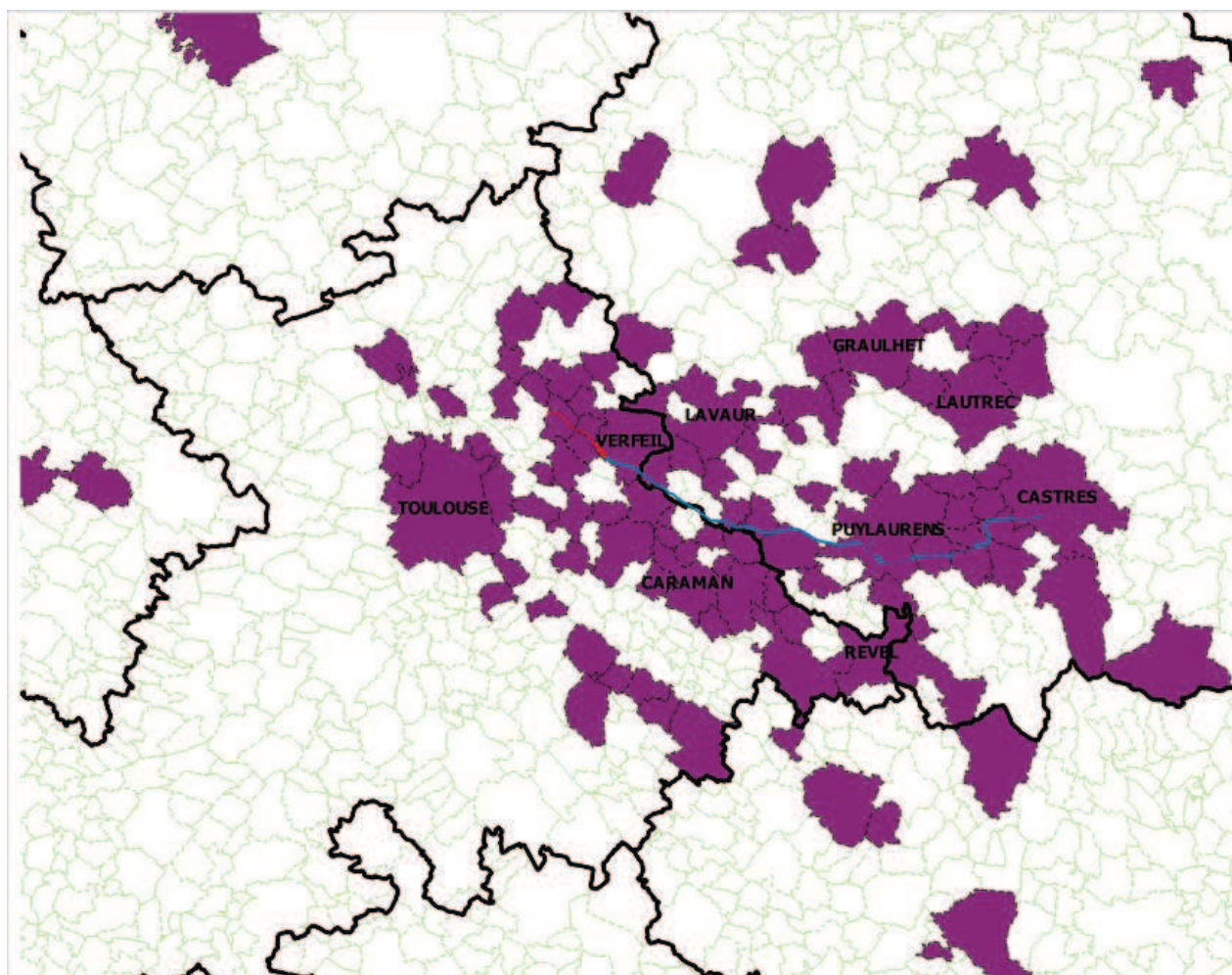
c) Prise en compte des opérateurs amont-aval

Avec l'appui d'agriculteurs, des conseillers des Chambres d'Agriculture, des partenaires parmi lesquels la Chambre de Commerce et d'Industrie, la FDCUMA81, le Syndicat de Défense de l'Ail Rose de Lautrec, la coopérative ARTERRIS, ont été identifiés et ont localisé les principales entreprises qui travaillent avec les agriculteurs impactés par le projet autoroutier : fournisseurs (matériel, semences, intrants, fuel, vétérinaire, ...), ASA d'irrigation, CUMA, entreprises de travaux agricoles, négociants, coopératives, abattoirs, structures de transformation et de commercialisation, entreprises de conseil et ingénierie. Près de 250 ont été recensées.

Selon les filières, les agriculteurs travaillent avec des entreprises pouvant être basées en dehors des départements du Tarn et de la Haute-Garonne (*cf. points orange sur la carte ci-dessous*).



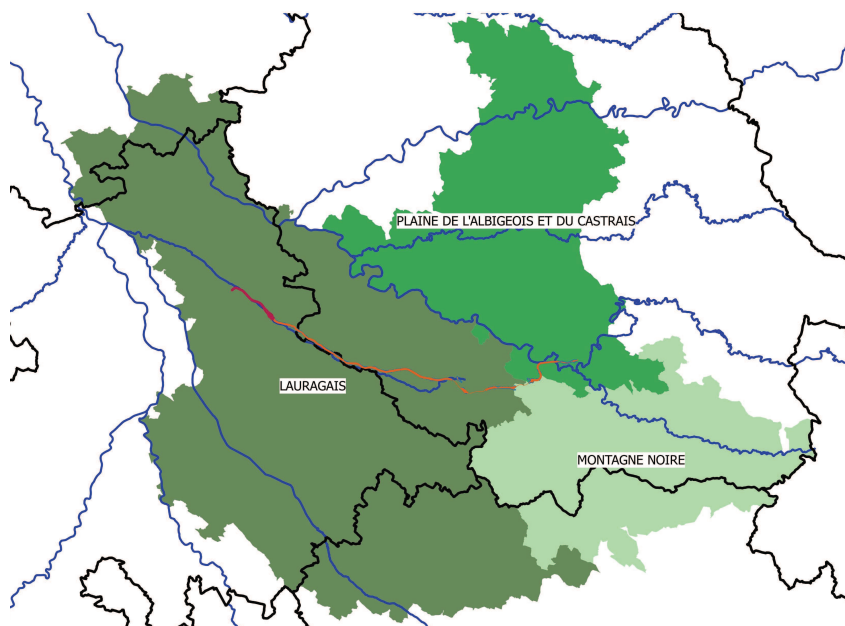
La carte montre les communes (en violet) où sont localisés les sièges sociaux ou antennes de ces entreprises. Bien que certains opérateurs aient leur siège hors de la Haute-Garonne et du Tarn, voire même en dehors de la région Occitanie, la majorité est située à l'intérieur du secteur Toulouse – Castelnaudary – Castres – Graulhet.



d) Critères géographiques

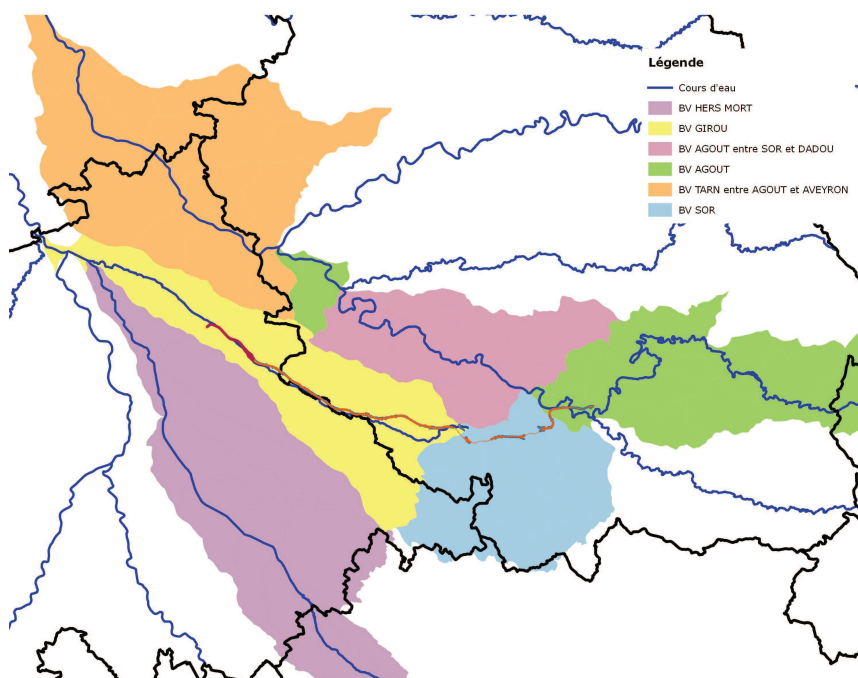
Plusieurs cartes ont été réalisées.

La carte des **Régions Agricoles** est issue d'une classification datant de 1946. Les Régions Agricoles sont des entités géographiques homogènes en terme de type d'agriculture présente. Bien que les mutations technologiques et économiques aient pu faire évoluer ce découpage, ces régions agricoles mettent toutefois en avant le lien entre le relief et les systèmes de productions en place. Le projet (en rouge sur la carte) est situé principalement en territoire Lauragais.



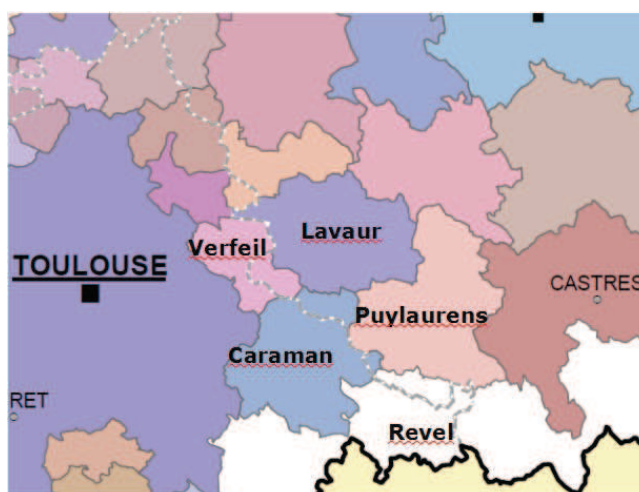
L'étude du périmètre à définir a conduit à visualiser les **bassins versants**.

L'infrastructure traverse principalement le bassin versant du Girou, ainsi que le Sor et l'Agout.



Pour appréhender le fonctionnement territorial, le découpage du secteur par bassin de vie a été regardé. Le **bassin de vie** prend en compte la capacité d'attraction des équipements et services (publics et privés : transport, enseignement, santé, action sociale) de la ville principale.

La carte ci-contre met en avant 6 bassins de vie : Verfeil, Lavar, Puylaurens, Castres, Revel et Caraman.



e) Les projets de développement des territoires de SCOT

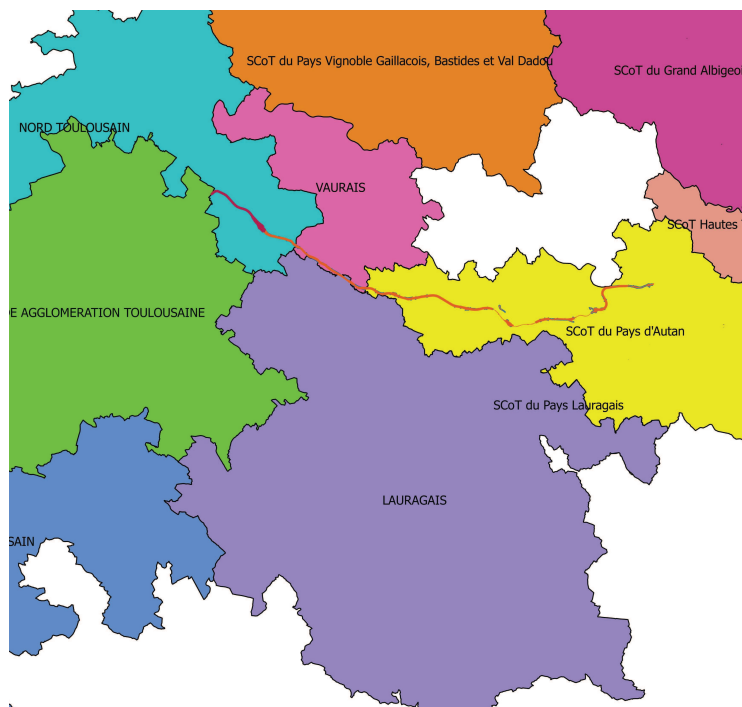
La création d'une concession autoroutière ayant pour objectif de dynamiser la liaison Toulouse-Castres, les territoires prévoient dans leur SCOT l'impact de l'autoroute en terme de développement du résidentiel et des activités économiques.

Ce développement a des répercussions sur la consommation de foncier agricole.

Le projet impacte 4 territoires de SCOT :

- Nord Toulousain (Verfeil, Grenade...)
- Vaurais (Lavaur, St-Sulpice)
- Autan Cocagne (Puylaurens, Castres, Mazamet)
- Lauragais (Revel, Caraman, Villefranche de Lauragais, Castelnaudary)

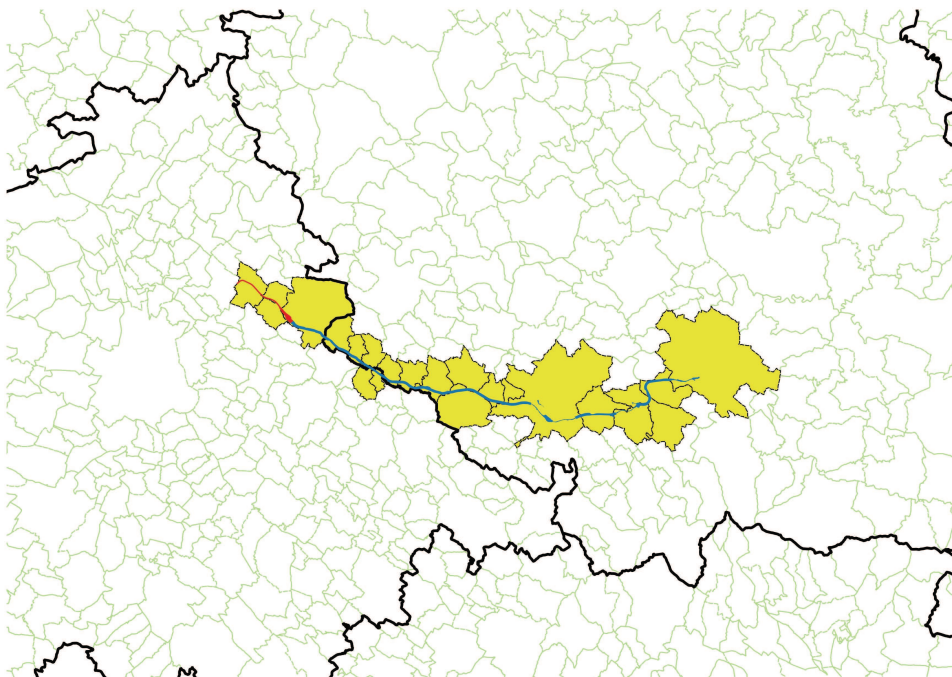
La Communauté de communes du Pays d'Agout – Lautrécois n'est pas régie par un SCOT.



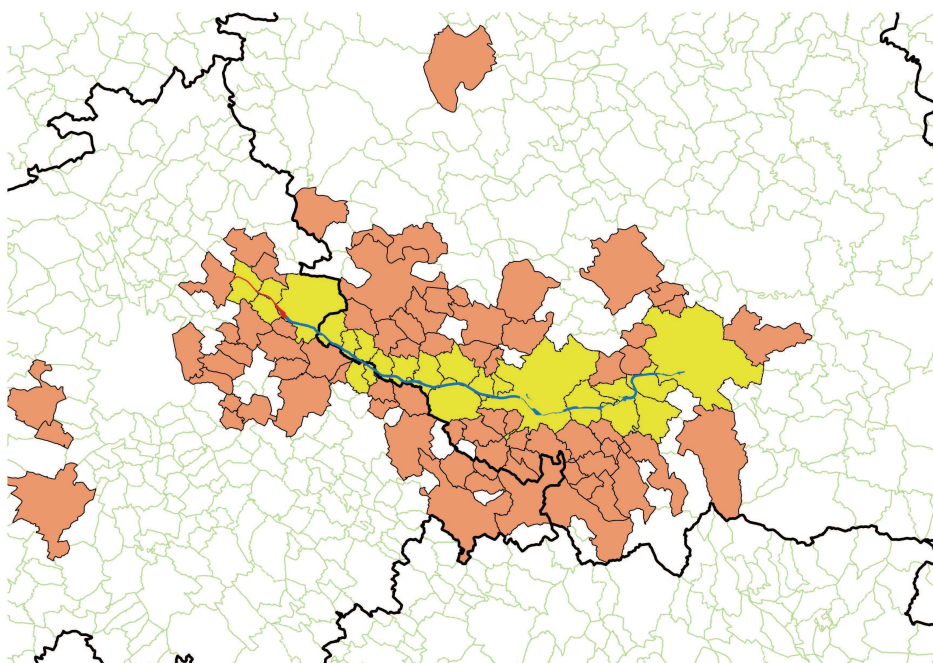
f) Synthèse et périmètre retenu

Après examen, 5 critères ont été jugés pertinents pour définir le périmètre de l'étude.

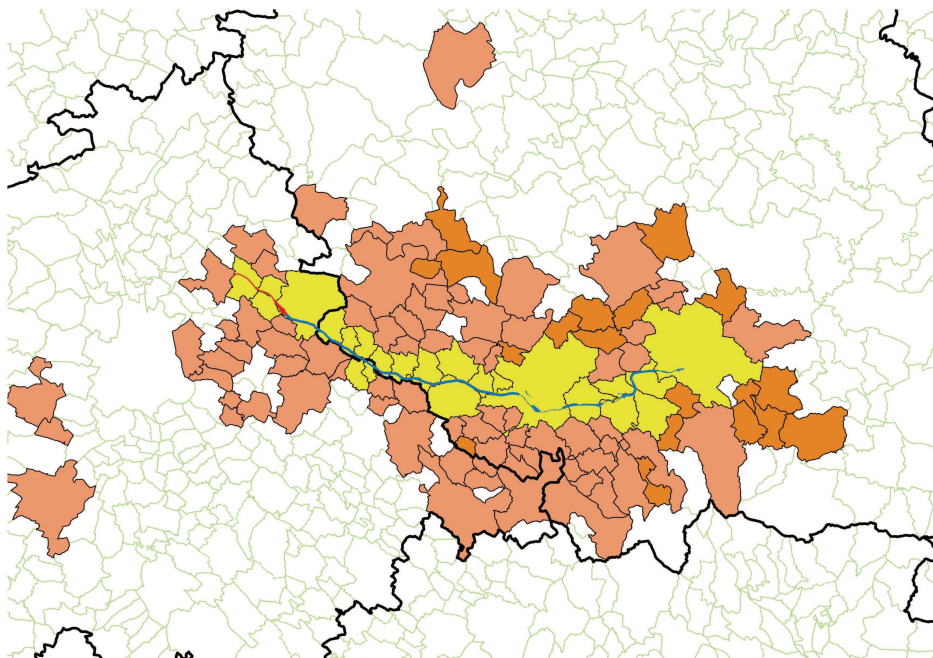
Le périmètre de l'étude comprend tout d'abord les **communes traversées par le projet** auxquelles ont été ajoutées ...



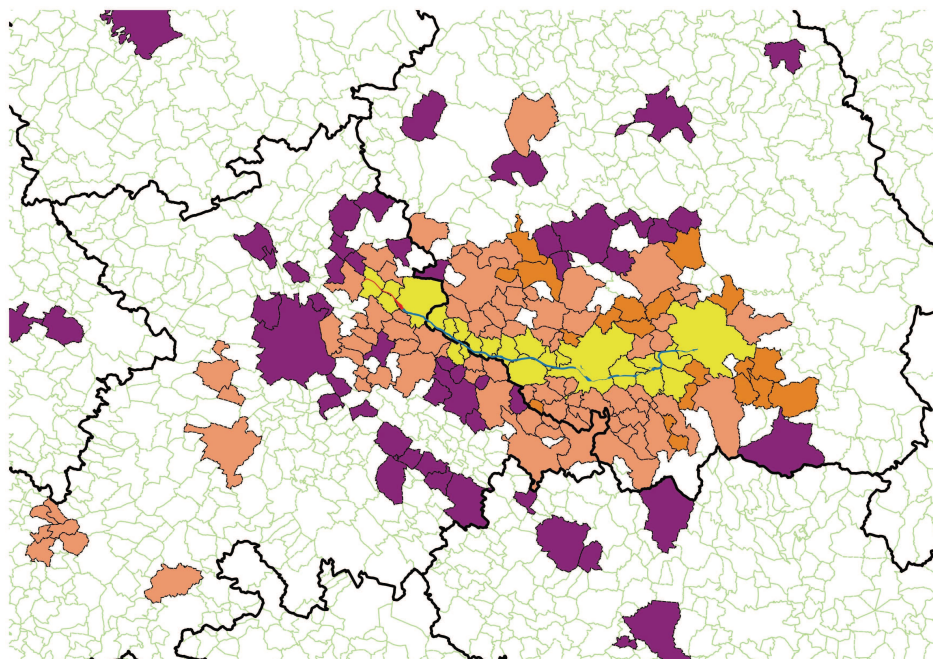
... les communes associées
au **parcellaire total des
exploitations impactées
directement** par les
emprises du projet



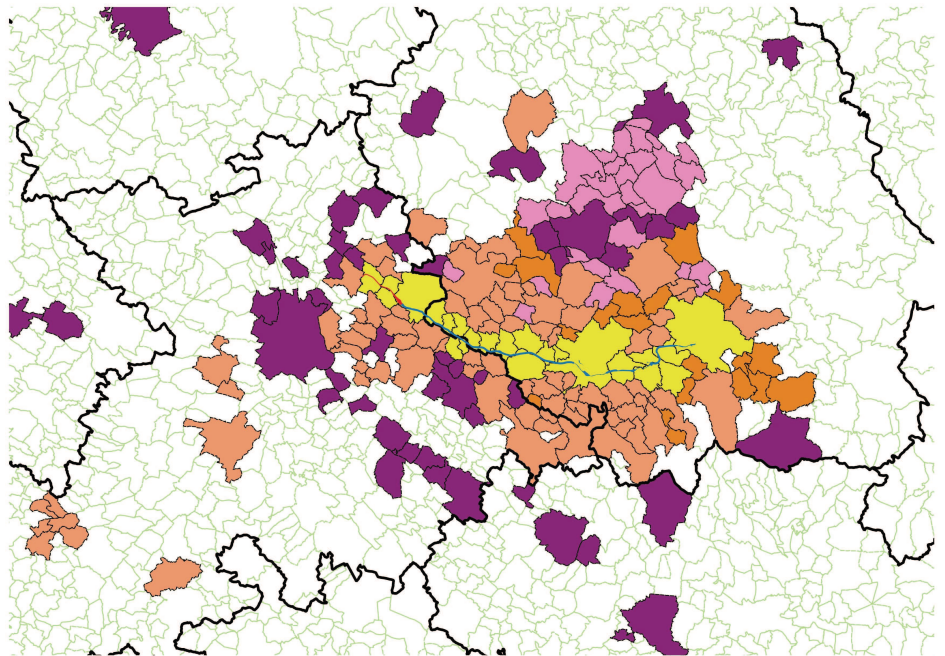
... les communes associées
au **parcellaire total des
exploitations impactées
indirectement** (perturba-
tion de la circulation
nord/sud)



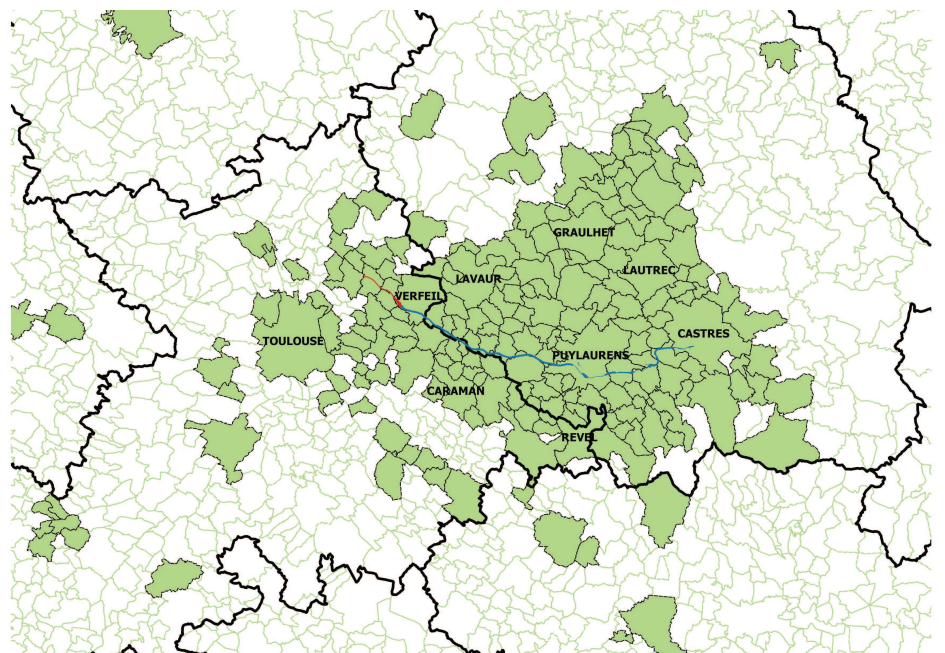
... les communes où sont
localisés les sièges sociaux
ou antennes des
**entreprises de l'amont
et de l'aval**



... les communes faisant partie de l'aire géographique de production **IGP de l'Ail Rose de Lautrec**

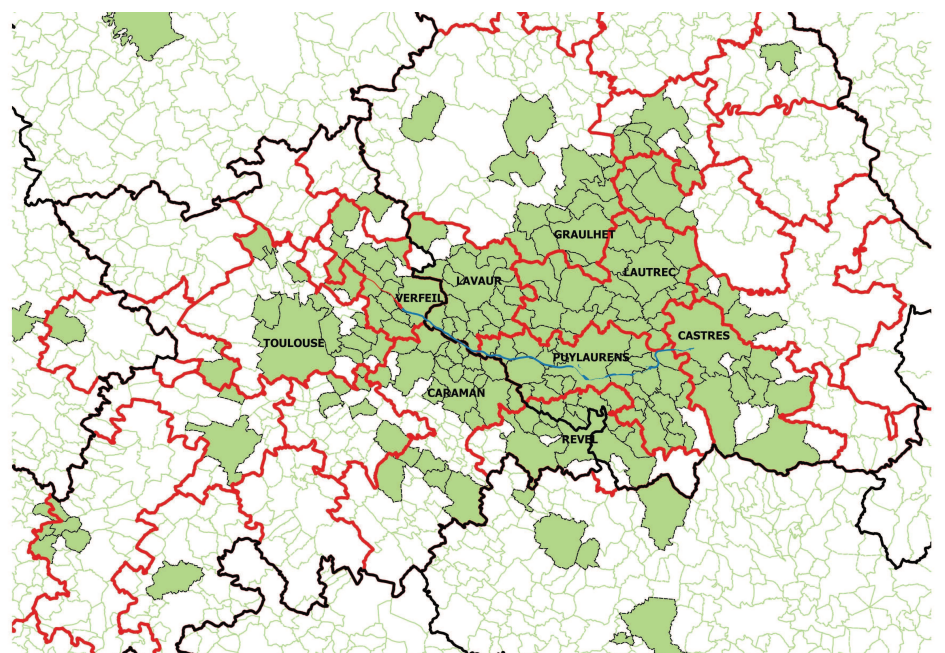


Le croisement de ces critères aboutit à la carte ci-contre.



Au vu de l'éclatement des communes, il a été jugé pertinent de retenir un **périmètre plus recentré** autour du projet auto-routier tout en tenant compte des **intercommunalités**.

Le périmètre délimité constituera le territoire prioritaire de mise en œuvre de mesures de compensation collective agricole. Compte tenu des évolutions des compétences transférées aux intercommunalités depuis la loi NOTRE, en particulier la compétence économique, et de l'implication des élus dans le développement territorial, une articulation entre le périmètre de l'étude et celui des EPCI (contour rouge sur la carte ci-contre) a été recherchée.



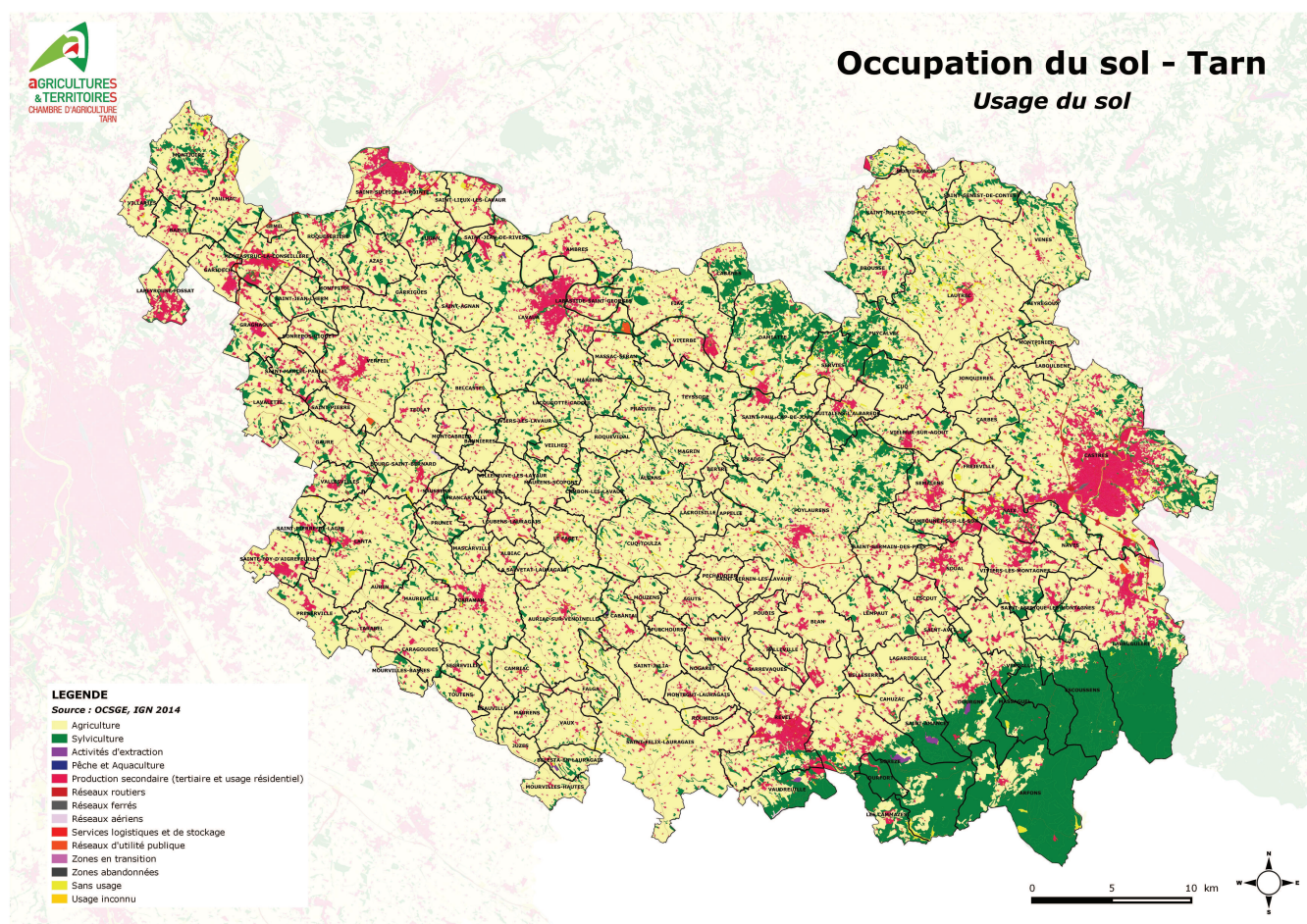
Le périmètre retenu regroupe **148 communes** correspondant à :

- la totalité des Communautés de communes (périmètre en vigueur au 1^{er} janvier 2017) de Tarn Agout, Lautrécois et Pays d'Agout, Sor et Agout, Coteaux du Girou,
- l'ancien périmètre de la Communauté de communes des Terres du Lauragais,
- la Communauté de communes Lauragais-Revel-Sorézois, à l'exception de la commune audoise,
- trois communes de la Communauté d'Agglomération : Castres, Navès et Labruguière.



2.2. Dynamique économique agricole du secteur, de la production primaire à la première transformation / commercialisation

a) Un territoire très agricole

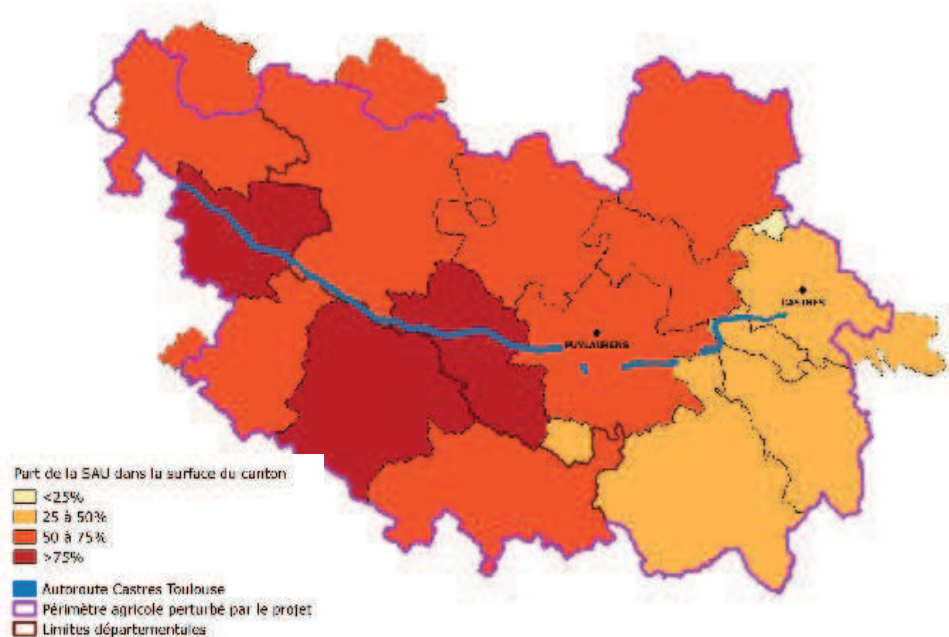


Les espaces agricoles (~ **135 000 ha**) occupent une place prépondérante avec **63% du territoire**. Le poids de l'agriculture est important sur le territoire, il est supérieur au taux national de 51%.

Les espaces boisés ponctuent le territoire. Leur présence est marquée au Sud du graulhétien et au Sud-Est.

Sur l'Ouest, l'agriculture représente globalement 70% du territoire avec une pointe à 91% sur le canton de Cuq Toulza.

Dans la partie Est, la part de la SAU diminue à mesure que l'on s'approche de la forêt (montagne noire) et de la zone périurbaine castraise (~ 40% sur les cantons de Dourgne, Labruguière et Castres).



b) Des sols aux potentialités moyennes à élevées

Le territoire se situe quasi-exclusivement sur le **Bassin Aquitain** (bassin de la Garonne). L'extrémité Sud (Montagne Noire) est en Bordure Sud-Ouest du Massif Central (zone de Piémont).

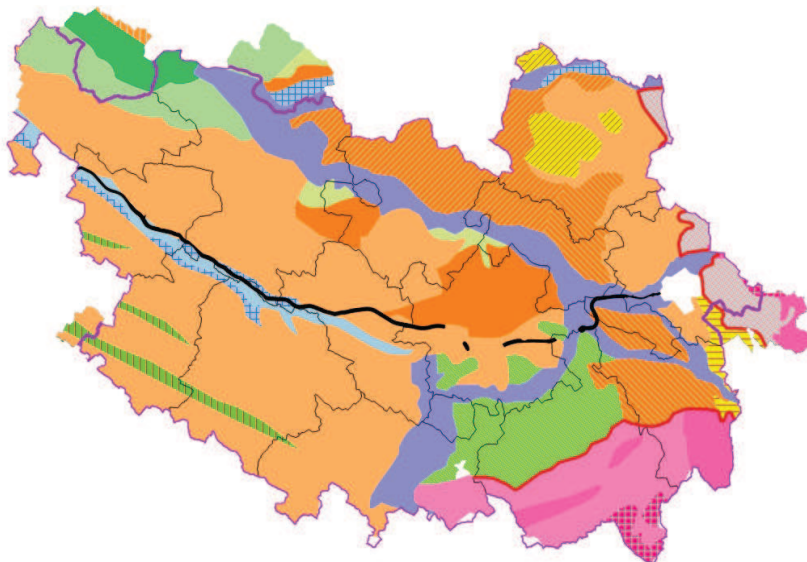
Le Bassin Aquitain comprend ici des plaines d'alluvions issues des dépôts sédimentaires des rivières, et également des coteaux provenant des dépôts sédimentaires du tertiaire.

➤ **Les sols de plaines** (vallées du Tarn - en vert, de l'Agout, du Girou, Dadou, Sor et Thoré - en bleu) sont en majorité limoneux, parfois argileux. Les potentialités de ces sols sont **bonnes à très bonnes**. Ce sont des sols faciles à travailler, avec une tendance à la battance. Ce sont des sols profonds, qui résistent relativement bien à la sécheresse. Avec l'**irrigation**, la potentialité de ces sols devient **très élevée**. Les excès d'eau en hiver sont souvent nuls à modérés. Les faibles pentes facilitent les travaux agricoles et augmentent ainsi la potentialité de ces sols.



➤ Les **sols des terrasses** sont également faciles à travailler. Ils ont une forte tendance à la battance, et une faible réserve en eau, ce qui les rend sensibles à la sécheresse. Les précipitations hivernales entraînent un excès d'eau dans les terrasses anciennes. Les potentialités naturelles sont **faibles** mais avec l'irrigation et le drainage, elles deviennent **très élevées**. Les pentes faibles facilitent le travail du sol, augmentant fortement la potentialité de ces sols.

➤ Sur les **coteaux**, les sols sont argileux, calcaires, peu à moyennement profonds et bien drainés naturellement. Ils ont des potentialités **moyennes à bonnes**. Sur les pentes faibles et les bas de pente, les sols sont plus profonds et moins caillouteux. En pente moyenne, les sols sont hétérogènes, moyennement profonds, avec des potentialités moyennes. En haut des coteaux, et sur les versants à pentes fortes, les sols sont souvent superficiels. Les risques d'érosion sont modérés à importants en fonction des pentes, avec l'érosion hydrique et l'érosion par le travail du sol.



LEGENDE

■ Tracé de l'autoroute

□ Cantons

■ Périmètre agricole perturbé par le projet

■ Séparation Massif Central et Bassin Aquitain

Les types de sols

■ Vallée du Tarn : basses plaines d'alluvions récentes

■ Vallée du Tarn : terrasses planes d'alluvions anciennes

■ Vallée du Tarn : hautes terrasses anciennes découpées

■ Vallées secondaires : basses plaines d'alluvions récentes

■ Vallée de l'Agout : basses plaines d'alluvions récentes non calcaires

■ Vallées secondaires : terrasses d'alluvions anciennes

■ Vallées secondaires : petites vallées à basses plaines et terrasses

■ Dépression de Revel : basses plaines, terrasses et coteaux hétérogènes

■ Coteaux argilo-calcaires : peu accidentés sur marnes dominantes

■ Coteaux argilo-calcaires : accidentés sur marnes avec bancs calcaires

■ Coteaux argilo-calcaires : sur marnes et calcaires

■ Coteaux et substrats hétérogènes : peu accidentés sur marnes et alluvions

■ Coteaux sur substrats hétérogènes : moy. accidentés sur marnes et argiles

■ Coteaux sur substrats hétérogènes : sur marnes et dépôts caillouteux

■ Plateaux sur calcaires tendres (tertiaire)

■ Coteaux et plateaux à argiles à graviers

■ Zone de Piémont : plateaux et collines sur schistes et assimilés (Ségala)

■ Zone d'altitude : hautes collines et monts sur schistes

■ Zone d'altitude : hautes collines sur gneiss et migmatites

■ Zone d'altitude : hautes collines et monts sur granites

□ Non renseigné (villes ou autre)

➤ Les sols des **plateaux sur calcaires** (Sud de Castres) tendres sont souvent caillouteux, superficiels calcaires ou moyennement profonds. Ils sont assez faciles à travailler, bien structurés et portants. Ils souffrent rapidement de la sécheresse. Leurs potentialités sont **moyennes à bonnes** en fonction de la profondeur du sol.

c) Evolution de l'agriculture 2000 – 2010

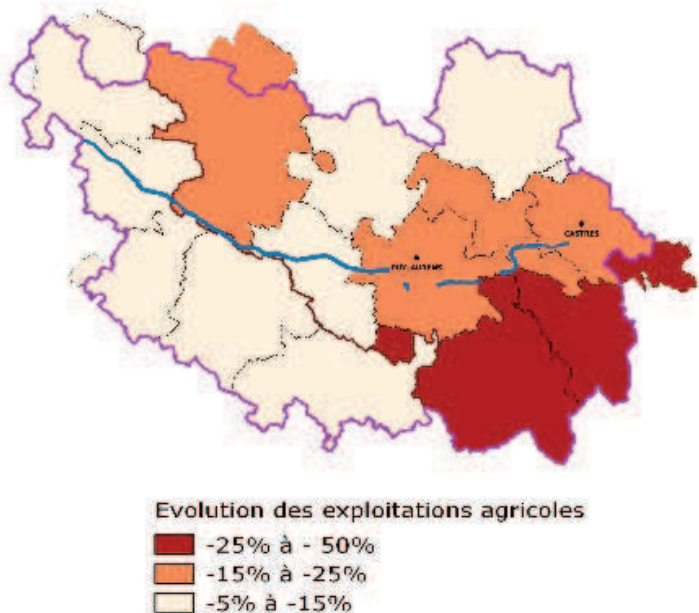
D'après les données des Recensements Agricoles de 2000 et 2010, l'**agriculture** de ce territoire **a mieux résisté** qu'ailleurs en Midi-Pyrénées. Dans l'ensemble, la zone étudiée est plus dynamique que la moyenne de Midi-Pyrénées.

Nombre d'exploitations

Sur le territoire, environ **2 500 exploitations** agricoles sont présentes en 2010.

En ce qui concerne l'évolution 2000-2010, on observe une **diminution de 17%** des exploitations agricoles (disparition de 500 entreprises) contre - 21% à l'échelle de la région Midi-Pyrénées.

L'Ouest est moins impacté par la diminution du nombre d'exploitations que la moyenne de Midi-Pyrénées. Cette zone correspond à la zone céréalière qui est plus dynamique que la moyenne régionale, puisqu'elle a perdu deux fois moins de structures (environ - 10% dans cette zone contre - 21% en Midi-Pyrénées).



Surface agricole

En ce qui concerne la SAU de la zone d'étude, elle a **diminué de - 3,5%** entre 2000 et 2010, ce qui correspond sensiblement à la diminution observée à l'échelle de la région Midi- Pyrénées qui est de - 3%. En valeur, ce sont 5 000 ha qui ont perdu leur vocation agricole. Cela équivaut à un tiers de la surface totale des cantons de Puylaurens ou Caraman.

Main d'œuvre agricole

L'évolution moyenne du nombre d'unité de travail annuel (UTA¹) en Midi-Pyrénées est de - 25% entre 2000 et 2010. Sur la zone d'étude, la baisse de la main d'œuvre salariée est moins importante (- 15%) que celle observée au niveau de la région. Il n'y a pas de corrélation entre l'évolution du nombre d'exploitations agricoles et de la main d'œuvre dans les exploitations. En effet, une forte diminution dans un canton du nombre d'entreprises ne signifie pas nécessairement une baisse d'emplois dans les mêmes proportions.

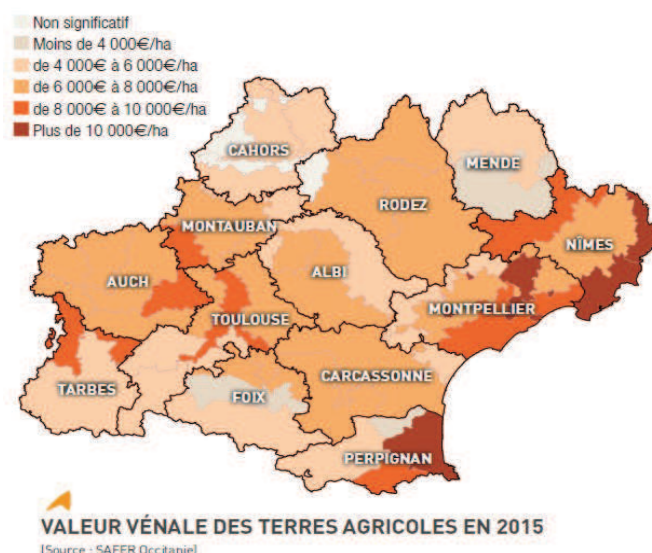
Ceci est expliqué par le fait que certaines exploitations s'agrandissent et font donc appel à de la main d'œuvre salariée pour faire face à une charge de travail plus importante (pas de nouvelle création d'entreprises dans ce cas). Certaines exploitations se regroupent (création de GAEC ou d'EARL par exemple), on peut alors observer une diminution du nombre d'exploitations agricoles sans diminution du nombre d'UTA.

Le nombre d'UTA se maintient à **1,2 emplois par exploitation**.

1 UTA : mesure en équivalent temps complet du volume de travail fourni par les chefs d'exploitations et coexploitants, les personnes de la famille, les salariés permanents, les salariés saisonniers et par les entreprises de travaux agricoles intervenant sur l'exploitation. C'est une mesure du travail fourni par la main d'œuvre.

d) Tension sur le marché du foncier agricole

La carte issue de la publication Agri'Scopie® édition 2017 montre que l'Est haut-garonnais, le Sud du Tarn et l'Ouest audois appartiennent à la même tranche (entre 6 000 € et 8 000 € par hectare, valeur 2015).



Un barème indicatif de la **valeur vénale moyenne des terres agricoles et des prairies naturelles** est publié chaque année par arrêté du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. Les prix retenus sont ceux des parcelles, ou exploitations, non bâties et destinées à conserver leur vocation agricole. Ils s'appliquent aux terres libres de tout bail ou dont le bail est résilié dans l'acte de vente, d'une superficie supérieure ou égale à 70 ares.

Ce barème permet d'avoir une vision indicative des prix pratiqués lors des transactions effectuées dans chaque petite région agricole.

La valeur dominante correspond au prix le plus souvent pratiqué tel qu'il a été constaté ou estimé. Les valeurs maximum et minimum (ou moyenne des prix hauts et moyenne des prix bas selon les tableaux) correspondent respectivement aux prix pratiqués pour les terres les plus chères et les moins chères, compte tenu des conditions locales du marché.

Prix des terres agricoles en Haute-Garonne en 2016 :

Valeur vénale moyenne des terres labourables et des prairies naturelles de plus de 70 ares, libres à la vente

| Petites Régions Agricoles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | VALEURS 2016 | | |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|---------|---------|
| | | | | | | | Dominante | Minimum | Maximum |
| Coteaux du Gers | 5 740 | 5 960 | 6 230 | 7 190 | 7 880 | 8 200 | 7 690 | 2 800 | 11 280 |
| Coteaux de Gascogne et Volvestre | 4 500 | 4 720 | 4 850 | 5 100 | 5 150 | 5 410 | 5 840 | 2 280 | 8 920 |
| Vallées | 5 970 | 6 990 | 7 560 | 7 940 | 7 550 | 8 500 | 9 550 | 3 360 | NS |
| Lauragais | 7 280 | 7 590 | 7 700 | 8 040 | 8 590 | 9 330 | 9 800 | 3 350 | 15 510 |
| Rivière et Pyrénées Centrales | 3 620 | 3 770 | 3 920 | 4 140 | 4 290 | 4 320 | 4 670 | 1 850 | 8 490 |

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, arrêté du 24 août 2017.

Prix des terres agricoles dans le Tarn en 2016 :

Valeur vénale moyenne des terres labourables et des prairies naturelles de plus de 70 ares, libres à la vente

| Petites Régions Agricoles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | VALEURS 2016 | | |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|---------|---------|
| | | | | | | | Dominante | Minimum | Maximum |
| Gallacois | 4 770 | 4 780 | 4 760 | 5 870 | 6 520 | 6 660 | 6 160 | 2 790 | 11 220 |
| Tarn Croissant Nord Est | 4 700 | 4 310 | 4 270 | 4 640 | 5 050 | 5 040 | 5 160 | 1 850 | 10 750 |
| Tarn Centre Sud | 5 640 | 6 040 | 6 040 | 6 210 | 6 750 | 7 310 | 7 730 | 2 500 | 12 840 |

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, arrêté du 24 août 2017.

L'analyse de l'évolution des prix depuis 2010 sur les petites régions agricoles de la Haute-Garonne et du Tarn auxquelles appartient le territoire (*en bleu dans les tableaux*) montre une **évolution constante des prix**. Ces deux régions agricoles sont les secteurs sur lesquels les prix sont des plus élevés pour chaque département.

Depuis 2010, la valeur vénale a progressé de :

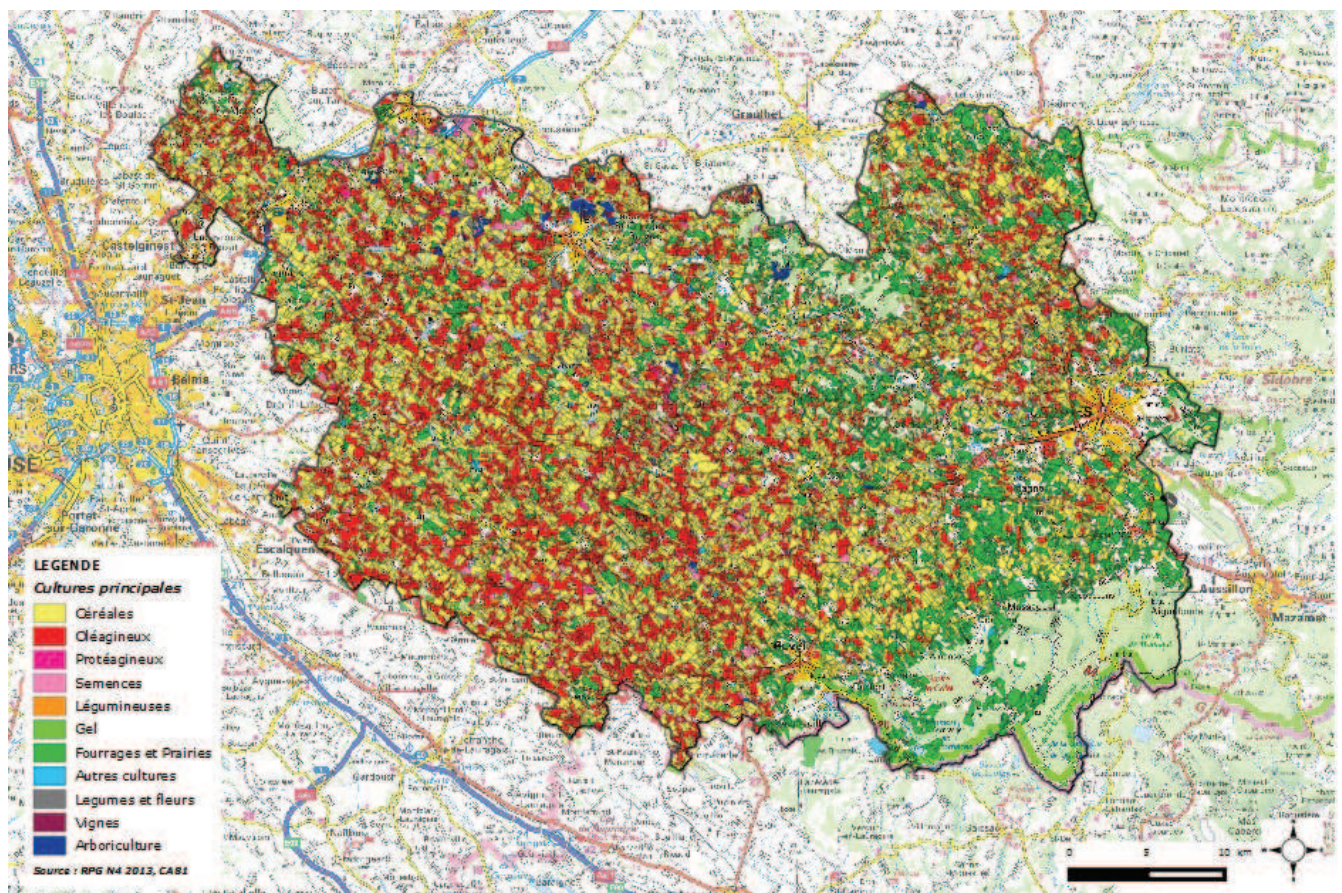
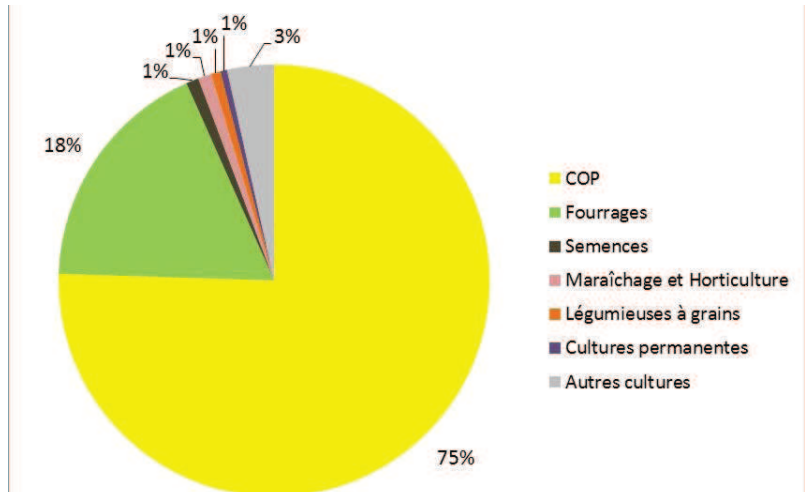
- 34 % pour la région Lauragais,
- 37 % pour la région Tarn Centre Sud.

Ces données traduisent une **forte tension sur le foncier agricole**. Il en résulte une rareté du foncier disponible pour l'exploitation agricole et des difficultés d'accès à ce foncier par les agriculteurs (installation et besoins de développement) du fait de la hausse continue des prix.

e) Une prédominance des grandes cultures

L'occupation du sol est marquée par la production céréalière.

Les **¾ de la SAU** sont dédiés aux céréales, oléoprotéagineux (COP) et sont situés majoritairement à l'Ouest d'un axe « Graulhet/ Revel ». La production fourragère (prairies et cultures fourragères) représente 18%.



La production céréalière et fourragère

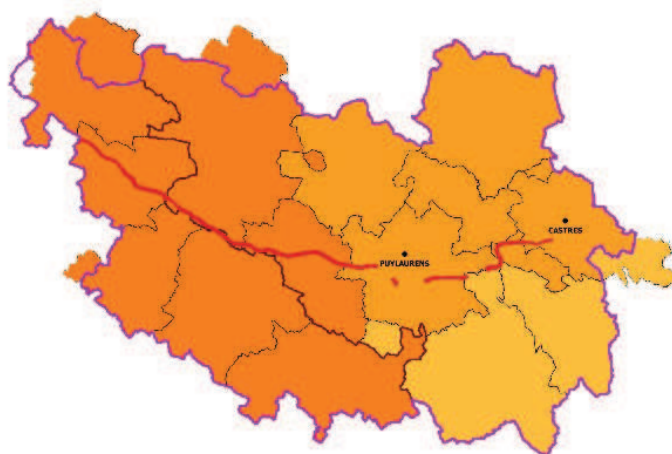
Le territoire est caractérisé par un gradient de présence de grandes cultures dans la SAU de plus en plus important à mesure que l'on va vers l'Ouest. Les **grandes cultures, semences et légumineuses à grains** couvrent plus de **105 000 ha**.

Dans la partie Ouest, les terres sont dédiées aux grandes cultures avec plus de 75 % de la SAU. Les céréales et oléoprotéagineux sont ici destinés à la vente, soit à des coopératives agricoles soit en négoce. Les terres de la partie Est sont, quant à elles, plutôt dédiées aux surfaces en herbe (prairies naturelles et prairies temporaires) de part les caractéristiques des sols présents sur la zone.

Les **24 000 ha de surfaces fourragères** (cultures et prairies) témoignent d'une forte activité d'élevage, la part des céréales dans cette zone est destinée en partie à l'alimentation animale et donc à l'autonomie alimentaire des troupeaux.

La moitié de l'assolement du périmètre (*source PAC 2013*) est composée de cinq cultures : tournesol, blé tendre, maïs, orge et colza. Dans de moindres proportions, sont cultivés le blé dur, des semences (fourragères, potagères ou COP), du soja, des protéagineux (pois, féverole...) et des légumineuses à grains (lentilles, pois chiche).

Ces cultures sont destinées, après transformation, à l'alimentation humaine (meunerie, semoulerie, huiles) ou animale.



Part de la SAU cantonale consacrée aux grandes cultures

25% - 50%
50% - 75%
>75%

Autoroute Castres Toulouse
Périmètre agricole perturbé par le projet
Limites départementales

| culture | surface (en ha) | en % de la SAU totale |
|----------------------|--------------------|--------------------------|
| Tournesol | 30 200 | 22% |
| Blé tendre | 21 300 | 16% |
| Prairies temporaires | 13 100 | 10% |
| Prairies permanentes | 9 900 | 7% |
| Maïs | 6 600 | 5% |
| Orge | 6 000 | 4% |
| Colza | 5 400 | 4% |

L'irrigation

L'irrigation est un **facteur important de l'économie agricole locale**, car elle assure la stabilité des rendements et la qualité des productions notamment en grandes cultures, face au caractère irrégulier du climat régional et à la nature de certains sols. De plus, l'irrigation permet aux agriculteurs de développer des cultures à haute valeur ajoutée (semences, maraîchage, etc...) et contribue ainsi à la sécurisation du revenu des exploitations. L'irrigation, en augmentant le potentiel des parcelles, permet également le maintien de structures de taille moyenne.

Les semences

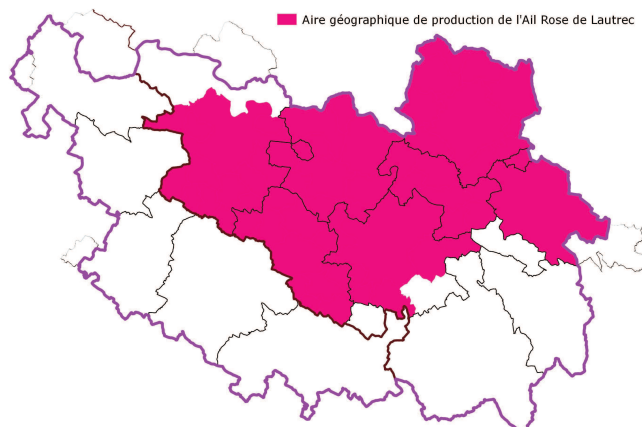
La production semencière est une **caractéristique majeure sur ce secteur** ; elle apporte une plus-value importante (*cf. chapitre précédent*). Les semences sont cultivées dans la partie Ouest du territoire, correspondant à la zone des grandes cultures. Il s'agit essentiellement de semences potagères et fourragères, mais également de maïs semences. Ceux-ci nécessitent l'irrigation des parcelles pour le bon développement de la culture et la sécurisation de la production.

La production légumière

La production de légumes (environ **1 000 ha**) se divise en deux catégories, d'une part les **légumes de pleins champs** comme l'ail, le melon ou encore la pomme de terre et le **maraîchage sous serre**.

Les légumes de plein champs sont principalement situés sur la partie Ouest du territoire, là où le sol est propice au développement des légumes mais également où l'irrigation est possible.

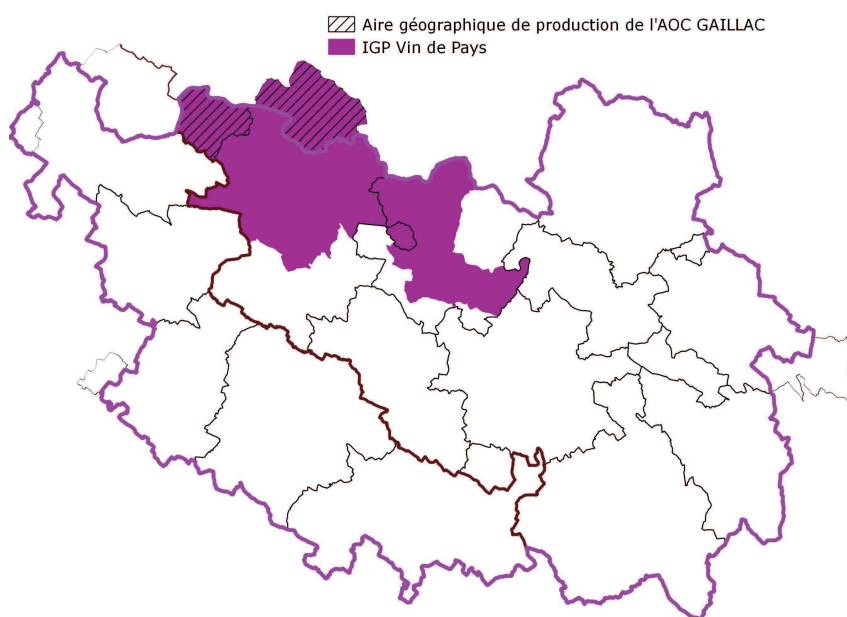
La **production d'ail rose de Lautrec** bénéficie d'un Label Rouge depuis 1966 et d'une Indication d'Origine Géographique protégée depuis 1996. L'aire de production de l'Ail Rose de Lautrec s'étend sur 88 communes mais près de 65% des surfaces se situent sur la commune de Lautrec, au centre du département. En 2016, la filière comptait 162 producteurs, pour près de 400 ha de surfaces certifiables implantées et un volume commercialisé de plus de 650 tonnes. Six ateliers de conditionnement (dont une coopérative), tous présents sur la commune de Lautrec, sont également habilités par le Syndicat de l'Ail Rose de Lautrec. Sa commercialisation s'effectue aussi bien en filière courte que longue : vente à la ferme ou par correspondance, sur les foires et marchés, dans les épiceries fines mais aussi en grandes et moyennes surfaces. Si la production d'Ail Rose de Lautrec est principalement destinée au marché français, une petite partie de la production est également exportée (Italie, Allemagne, Suisse, Belgique...).



La viticulture

Sur le territoire, la production de vin est faiblement représentée, avec **près de 200 ha**, dont les $\frac{3}{4}$ sur le canton de Lavaur.

La production viticole est peu valorisée en Signe de Qualité. Seulement une frange au Nord de la zone d'étude est concernée par l'AOC Gaillac et par l'IGP Vin de Pays.



L'arboriculture

L'arboriculture comprend les vergers produisant des fruits à noyaux, à pépins et fruits à coque. Elle représente un peu plus de **400 hectares** sur le secteur, dont les $\frac{3}{4}$ sont des pommiers situés sur le canton de Lavaur.

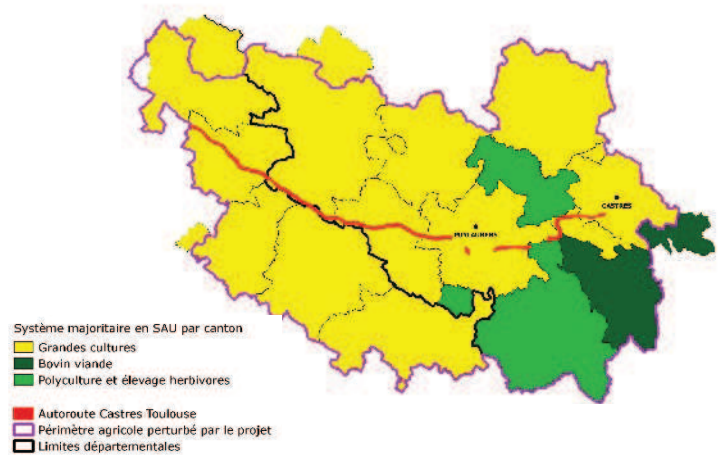
f) Des exploitations diversifiées mais orientées majoritairement en système « grandes cultures »

Parmi les 2 500 exploitations dénombrées sur le périmètre (SAU moyenne de 55 ha), **1 800 exploitations** sont classées « **professionnelles**² ». Celles-ci ont en moyenne 73 ha de SAU. Les structures sont plus grandes que la moyenne des exploitations tarnaises (63 ha).

Les systèmes d'exploitation ont été cartographiés par canton grâce à la typologie Inosys³.

Dans la partie Ouest, les exploitations sont spécialisées en **grandes cultures**. La **polyculture élevage** et l'**élevage** sont les systèmes d'exploitation majoritaires à l'Est.

Ces observations sont corrélées avec les potentialités des sols, avec à l'ouest les plaines du Lauragais et à l'est la Montagne Noire.

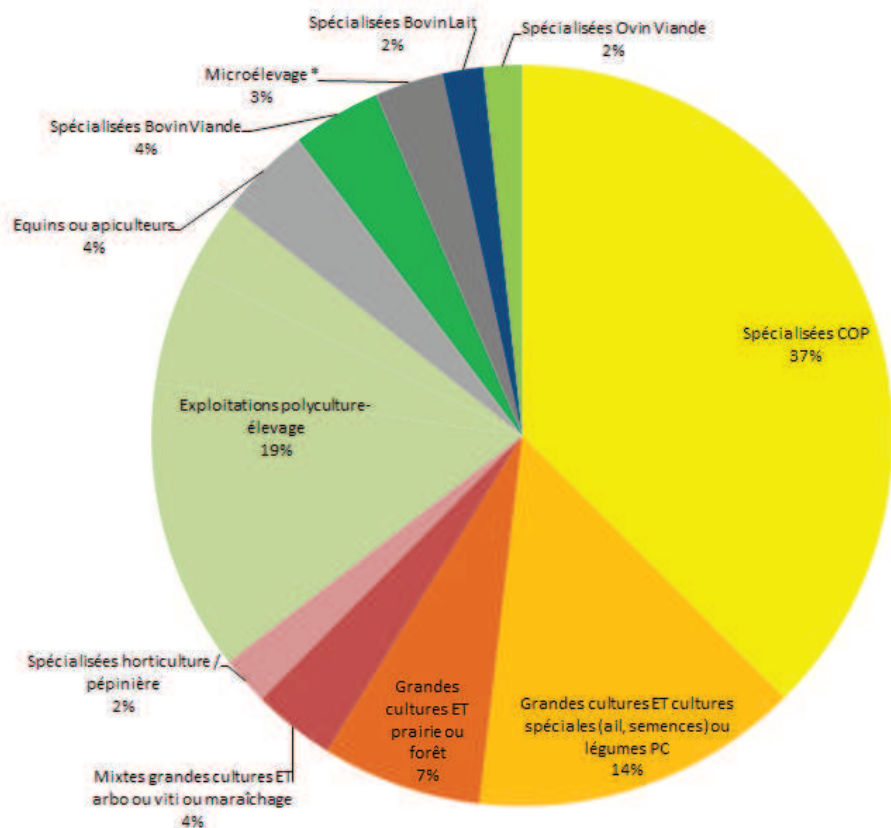


Les exploitations professionnelles sont orientées pour près des 2/3 en production végétale, ~ 20% en polyculture-élevage et 17% en système élevage.

| | Part du Nb EA | Part de la SAU |
|---------------------------------|---------------|----------------|
| Orientation Végétale | 62% | 68% |
| Orientation Polyculture-élevage | 21% | 25% |
| Orientation Elevage | 17% | 7% |

Les exploitations sont diversifiées tant en termes de structures que de productions, à l'image du graphique et du tableau ci-dessous.

Répartition, en nombre d'exploitations, des 11 systèmes principaux de production



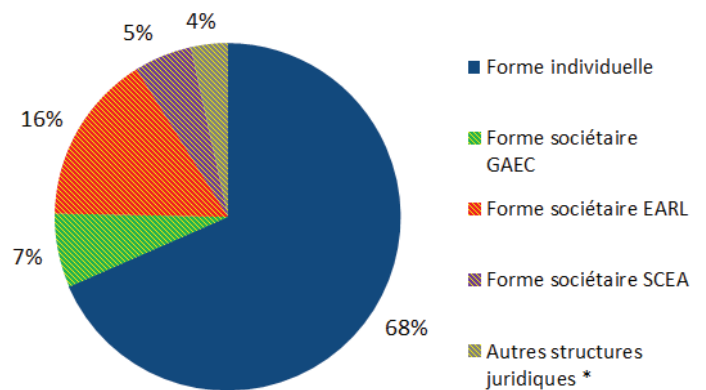
2 Les exploitations dites « professionnelles » selon la définition INOSYS regroupent :
• toutes les exploitations dont la production brute standard (PBS) dépasse 25 000€, c'est-à-dire les moyennes et grandes exploitations au sens du recensement agricole,
• les exploitations dont la PBS est inférieure à 25 000€ et déclarant plus d'1/2 UTA totale, c'est-à-dire les exploitations au sens du Recensement Agricole mais uniquement celles qui nécessitent un mi-temps d'activité.

3 Référentiel développé par les Chambres d'Agriculture qui classe les exploitations en systèmes d'exploitation à partir d'une clé typologique

Surface agricole moyenne par système de production

| | Part du Nb EA | SAU moyenne par EA |
|--|------------------|--------------------------|
| Orientation Végétale | | |
| Spécialisées COP | 35% | 87 |
| Grandes cultures ET cultures spéciales (ail, semences) ou légumes PC | 13% | 84 |
| Grandes cultures Et forêt ou prairie | 6% | 46 |
| Mixtes grandes cultures ET arbo ou viti ou maraîchage | 3% | 40 |
| Spécialisées horticulture / pépinière | 2% | 2 |
| Orientation Polyculture-élevage | | |
| Polyculture-élevage herbivores viande | 12% | 94 |
| Polyculture-élevage avec granivores | 5% | 74 |
| Polyculture-élevage avec élevage laitier | 3% | 92 |
| Orientation Elevage | | |
| Equins ou apiculteurs | 4% | 21 |
| Spécialisées Bovin Viande | 4% | 67 |
| Microélevage * | 3% | 17 |
| Spécialisées Bovin Lait | 2% | 67 |
| Spécialisées Ovin Viande | 2% | 49 |
| Toutes orientations | | 73 |
| * Micro-élevage : exploitation ayant souvent plusieurs petits élevages (moins de 25 brebis laitières, 50 brebis nourrices, 10 vaches allaitantes, 5 vaches laitières, ...) | | |

32 % des exploitations sont des formes sociétaires ; ce pourcentage est de 30 % au niveau du département du Tarn (source : Déclarations PAC 2013, DDT81). Les formes sociétaires étant en moyenne des structures économiques de taille plus importante que les exploitations individuelles.



g) L'élevage

L'élevage est majoritairement concentré sur la partie tarnaise de la zone d'étude. C'est pourquoi l'analyse portera sur les données statistiques des cantons compris dans ce département.

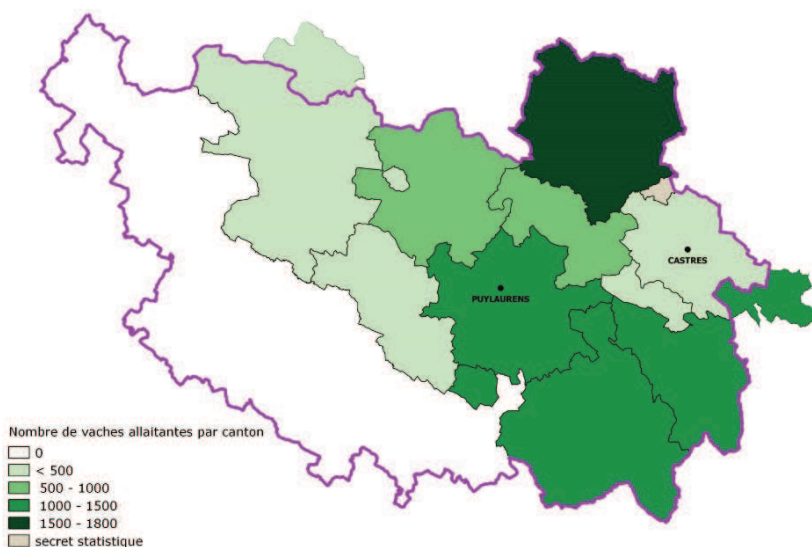
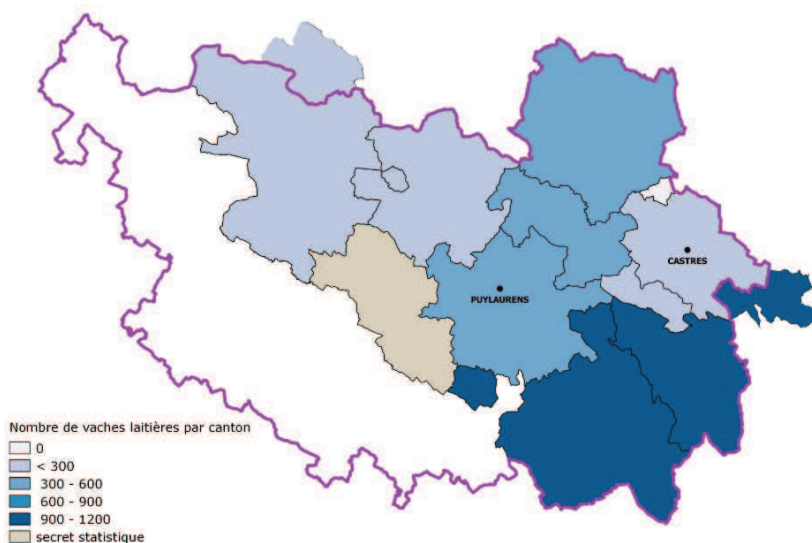


L'élevage de bovins

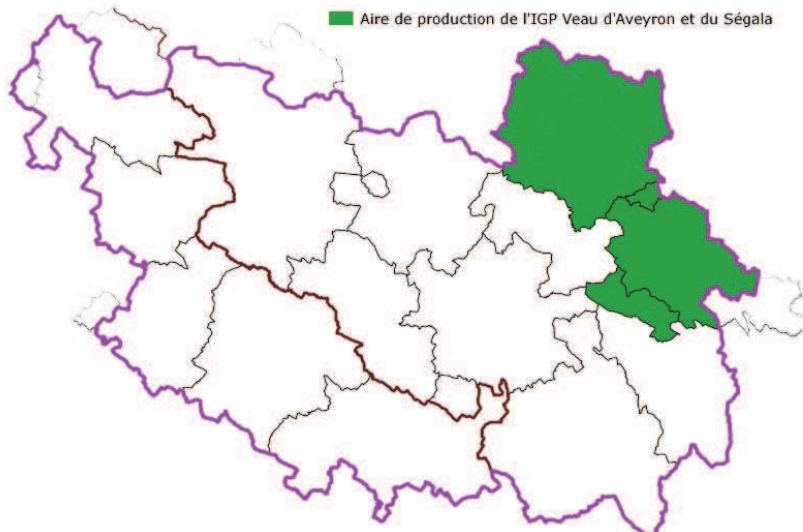
Plus de 11 500 vaches allaitantes et laitières sont dénombrées en 2010 sur la partie tarnaise du territoire.

Les **vaches de races à viande** (vaches allaitantes) sont deux fois plus nombreuses que les vaches laitières. Les vaches allaitantes sont présentes de manière relativement importante sur le territoire. Elles sont très présentes à l'Est, dans la zone de montagne, mais également dans la zone centrale (Lautrec - Puylaurens), témoignant d'une activité de polyculture élevage, avec production de veaux broutards et de veaux sous la mère.

La **production laitière** se situe sur l'ensemble du territoire, avec une densification notable au sud. Les systèmes de production « bovins lait » sur cette partie reposent sur une alimentation animale produite sur place à partir d'herbe et de maïs.



La production bovine au Nord-Est du territoire peut être valorisée au travers du Label Rouge et de l'Indication Géographique Protégée « **Veau d'Aveyron et du Ségala** ».

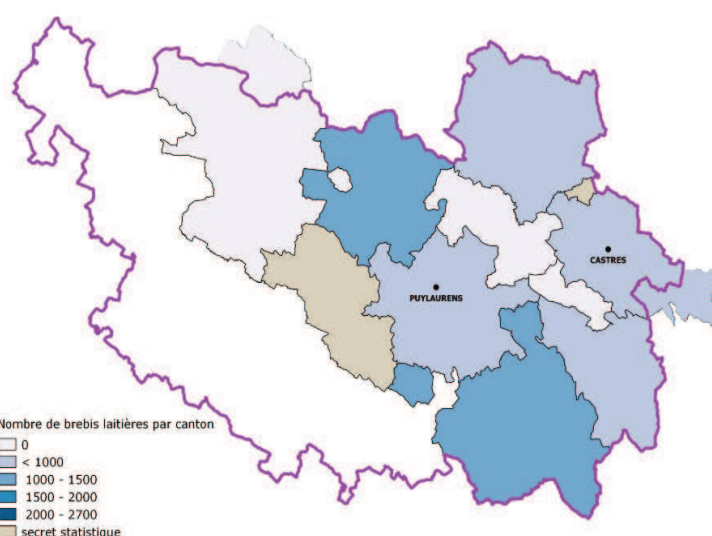
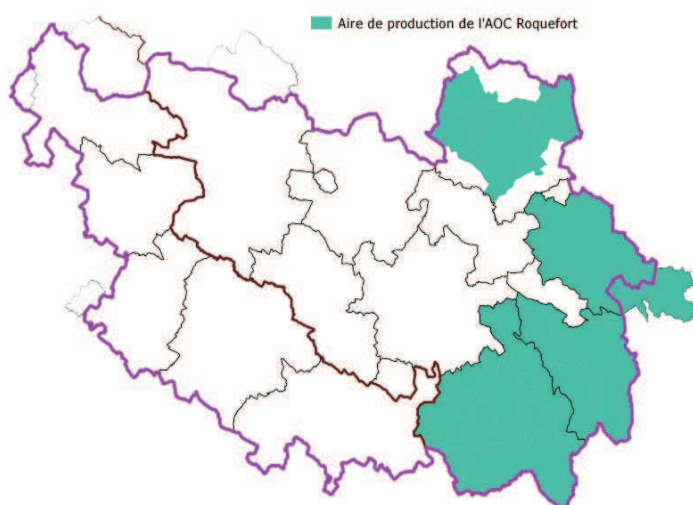
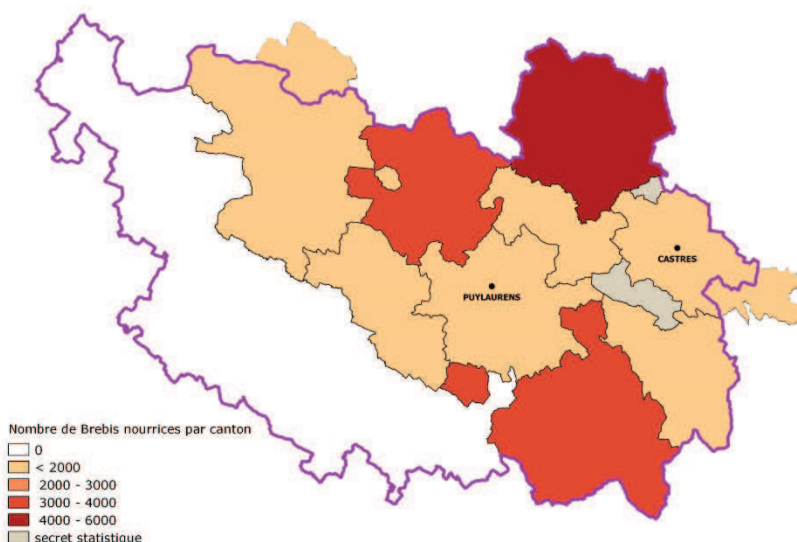


L'élevage d'ovins

La partie tarnaise du territoire compte, en 2010, près de 25 500 brebis laitières et nourrices. Les brebis de race à viande (nourrices) sont quatre fois plus nombreuses que les brebis laitières.

Les **brebis allaitantes** sont présentes dans la quasi-totalité de la partie tarnaise de la zone d'étude, notamment sur Lautrec, Saint-Paul-Cap-de-Joux et Dourgne.

Limitée à quelques élevages, la **production laitière** peut être valorisée sous la forme de fabrication de fromages de Roquefort sous Appellation d'Origine Contrôlée.



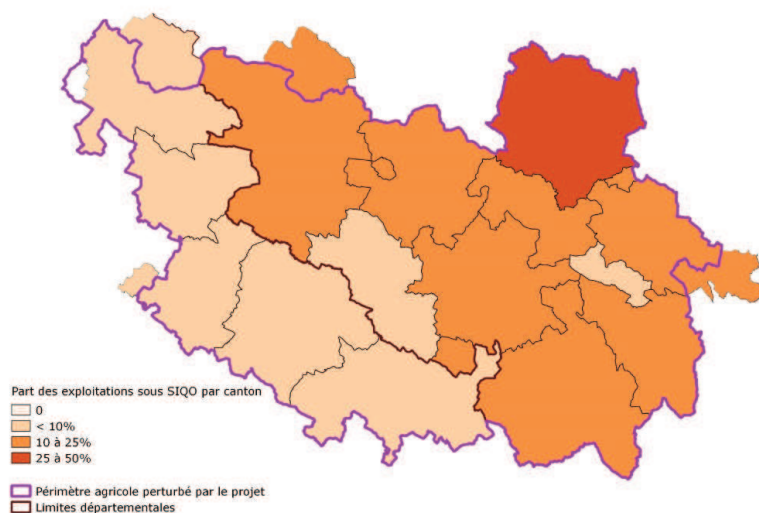
h) Les produits sous signe de qualité

La région Midi-Pyrénées est une des régions ayant le plus de produits sous signe officiel de qualité.

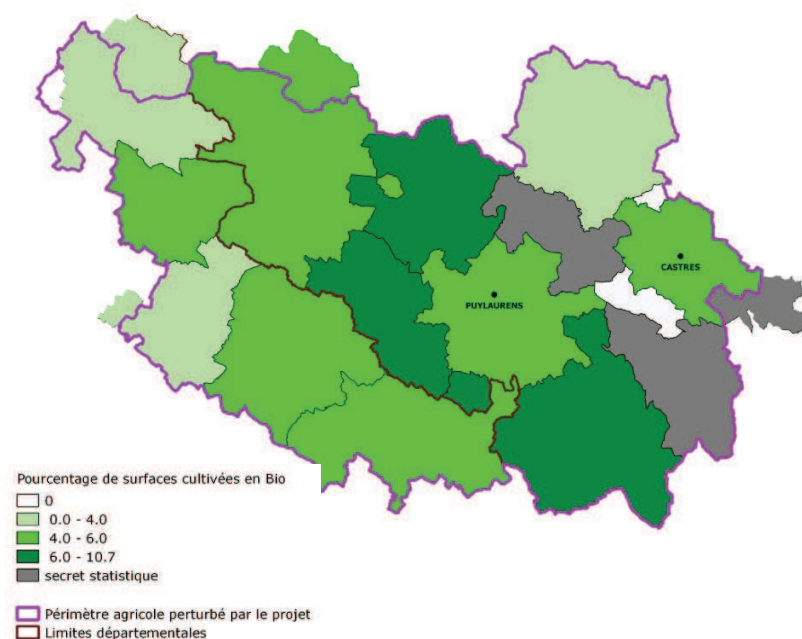
Les principaux **signes officiels de qualité** sont :

- Agriculture Biologique
- AOP Gaillac – IGP Vins de Pays
- AOP Roquefort
- Label Rouge et IGP Ail Rose de Lautrec
- Label Rouge Veau fermier élevé sous la mère
- Label Rouge et IGP Veau d'Aveyron et du Ségala
- Label Rouge et IGP Agneau fermier du Pays d'Oc
- IGP Canards à foie gras du Sud-Ouest

Sur la zone d'étude, la part de SIQO est importante dans la partie tarnaise, là où l'élevage bovin et l'ail sont prédominants.



L'**agriculture biologique** représente 5% de la SAU du territoire en 2015.



i) Approche filière amont-aval

Point méthodo

Avec l'appui d'agriculteurs, des conseillers des Chambres d'Agriculture, des partenaires parmi lesquels la Chambre de Commerce et d'Industrie, la FDCUMA81, le Syndicat de Défense de l'Ail Rose de Lautrec, la coopérative ARTERRIS, ont été identifiées et localisées les principales entreprises de l'amont et de l'aval.

Environ 150 entreprises sont dénombrées sur le périmètre d'étude (recensement non exhaustif).

Parmi elles, on retrouve des **structures** « classiques » **nécessaires à la production agricole** : 9 ASA, 32 CUMA, 16 fournisseurs de matériels agricoles ou alimentation animale ou intrants (engrais, semences, produits phytosanitaires, fuel...).

Associations Syndicales Autorisées d'Irrigation : 9

| Dénomination | Commune |
|-------------------------------|------------------------|
| AF du Bourg Saint Bernard | Bourg Saint Bernard |
| ASA de Blan | Blan |
| ASA de la Salvetat Lauragais | La Salvetat Lauragais |
| ASA de Lagarrigue | Caraman |
| ASA de Maureville | Maureville |
| ASA de Saint Germain des Prés | Saint Germain des Prés |
| ASA de Saint Michel | Cambiac |
| ASA de Sainte Marie | Auriac sur vendinelle |
| ASA du Lauragais Tarnais | Maurens Scopont |

Fournisseurs matériels et intrants (hors coopératives & négoce) : 16

| Dénomination | Commune |
|----------------------------|-----------------------|
| Agri Equipement | Montjoire |
| Agri moderne | Saint Felix Lauragais |
| Agrifutura - Fabre et fils | Verfeil |
| ALVEA | Castres |
| Clinique vétérinaire | Sémalens |
| COOPELSO | Soual |
| DYNEFF | Revel |
| DYNEFF | Sorèze |
| Etablissements LAVAIL | Lavaur |
| Groupe Lavail | Revel |
| HOLMIERE | Castres |
| LACAN | Vielmur sur Agout |
| Motoculture reveloise | Revel |
| T3M | Lavaur |
| T3M | Revel |
| T3M | Vielmur sur Agout |

Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) : 32

| Dénomination | Commune |
|--------------|-------------------------|
| CUMA | Aguts |
| CUMA | Auriac sur vendinelle |
| CUMA | Belcastel |
| CUMA | Belleserre |
| CUMA | Brousse |
| CUMA | Cabanès |
| CUMA | Castres |
| CUMA | Cuq Toulza |
| CUMA | Graguague |
| CUMA | La Salvetat Lauragais |
| CUMA | Labruguière |
| CUMA | Lautrec |
| CUMA | Le Cabanial |
| CUMA | Le Faget |
| CUMA | Magrin |
| CUMA | Marzens |
| CUMA | Montdragon |
| CUMA | Puylaurens |
| CUMA | Puylaurens |
| CUMA | Puylaurens |
| CUMA | Puylaurens |
| CUMA | Revel |
| CUMA | Saint Genest de Contest |
| CUMA | Saint Paul Cap de Joux |
| CUMA | Saint Suplice La Pointe |
| CUMA | Saussens |
| CUMA | Semalens |
| CUMA | Sorèze |
| CUMA | Vénès |
| CUMA | Vielmur sur Agout |
| CUMA | Viviers les montagnes |
| CUMA | Viviers les montagnes |

Sur le secteur, les agriculteurs peuvent déléguer tout ou partie de la conduite des cultures à des **entreprises de travaux agricoles**, soit parce qu'ils ne disposent pas du matériel adéquat, soit parce qu'ils ont une activité salariée difficilement compatible avec le calendrier des travaux dans les champs. Dans certains cas, les propriétaires de foncier ont le statut d'exploitant mais préfèrent recourir à ces prestataires de service.

Ces entreprises de travaux agricoles sont une vingtaine.

Il s'agit souvent d'agriculteurs gérant, en plus de leur activité de production agricole, une entreprise de prestations de services.

| Entreprises de travaux agricoles : 26 | | | |
|--|---------------------------|-------------------------|---------------------------|
| Dénomination | Commune | Dénomination | Commune |
| AGRI MULTI SERVICES | Saint Jean Lherm | JEANTET | Puylaurens |
| Albigot Philippe | Caraman | Molinier Alain | Auriac sur vendinelle |
| BARBASTE | Cuq Toulza | NAVAR | Saint Germain des Prés |
| Batigne Jean-François | Saint Julia | Prestagri | Montastruc la Conseillère |
| BETTON | Puylaurens | Ramin-Paschetta | Bonrepos Riquet |
| Bouyssou Thierry | La Salvétat Lauragais | REGIS | Cambon les lavaur |
| Calmettes Francis et Romain | Le Faget | SARL Puget | Saint Felix Lauragais |
| EARL en Danis | Caraman | SARL Sablayrolles | Saint Felix Lauragais |
| ETA Fourmes Freres (Lionel et Fabrice) | Verfeil | Solutions Agri Services | Bonrepos Riquet |
| Frayssinet Travaux Agricoles | Bazus | Taffarello Florent | Le Cabanial |
| FREDE | Saint Germain des Prés | TREVISIOL | Cuq Toulza |
| Gasc Jean-Paul | Montastruc la Conseillère | Valette Jean-Pierre | Maureville |
| GOS | Puylaurens | VIRVES | Cambon les lavaur |

Une quinzaine de structures **coopératives ou négociants** sont implantées sur près de 40 sites. Compte tenu du large périmètre du territoire et de la production céréalière dominante, certaines entreprises ont plusieurs points de collecte des céréales et des magasins d'approvisionnements (engrais, semences, produits phytosanitaires...).

| Coopératives : 23 | |
|------------------------------|-------------------------|
| Dénomination | Commune |
| ALINEA | Lautrec |
| ARTERRIS | Blan |
| ARTERRIS | Caraman |
| ARTERRIS | Cuq Toulza |
| ARTERRIS | Fréjeville |
| ARTERRIS | Lanta |
| ARTERRIS | Lautrec |
| ARTERRIS | Lavaur |
| ARTERRIS | Lavaur |
| ARTERRIS | Lavaur |
| ARTERRIS | Maurens Scopont |
| ARTERRIS | Montastruc |
| ARTERRIS | Puylaurens |
| ARTERRIS | Roquesérière |
| ARTERRIS | Saint Felix Lauragais |
| ARTERRIS | Saint Sulpice la Pointe |
| ARTERRIS | Teulat |
| ARTERRIS | Verfeil |
| EURALIS | Maurens Scopont |
| EURALIS | Verfeil |
| Le veau fermier du Lauragais | Revel |
| SICA Rouquet | Caraman |
| SICA Rouquet | Saint Felix Lauragais |

| Négociants : 16 | |
|------------------------|-----------------------|
| Dénomination | Commune |
| AGRI 3000 | Lautrec |
| Bosc et Izarn | Blan |
| GALINIER Max | Saïx |
| JPR | Carbes |
| Perret SA | Saint Felix Lauragais |
| PIERRE FABRE AGRONOMIE | Castres |
| RAGT | Belcastel |
| RAGT | Cuq Toulza |
| RAGT | Fiac |
| RAGT | Garrigues |
| RAGT | Puylaurens |
| RAGT | Teulat |
| RAGT | Viviers les lavaur |
| SIRIUS | Cambounet sur Sor |
| Société ESCA | Viviers les lavaur |
| TS AGRI | Le Cabanial |

Les productions céréalières sont, soit transportées « en brut » vers les ports pour être exportées (ex. : le blé dur est exporté via les Ports de Méditerranée « La Nouvelle et Sète » vers l'Italie et le Maghreb), soit envoyées dans diverses entreprises de transformation situées, a priori, en dehors du territoire étudié.

Le territoire comprend **3 pôles de transformation/commercialisation** :

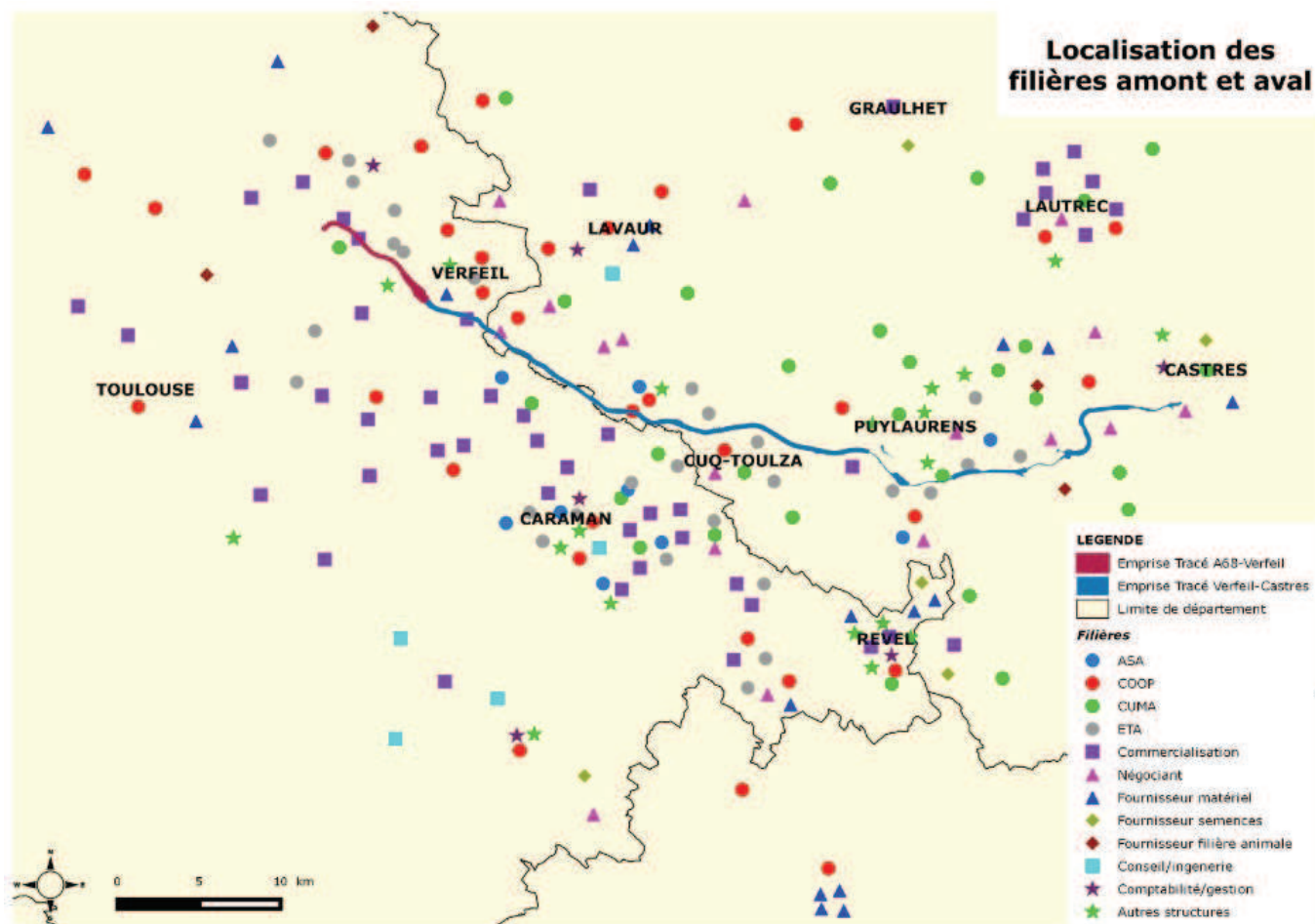
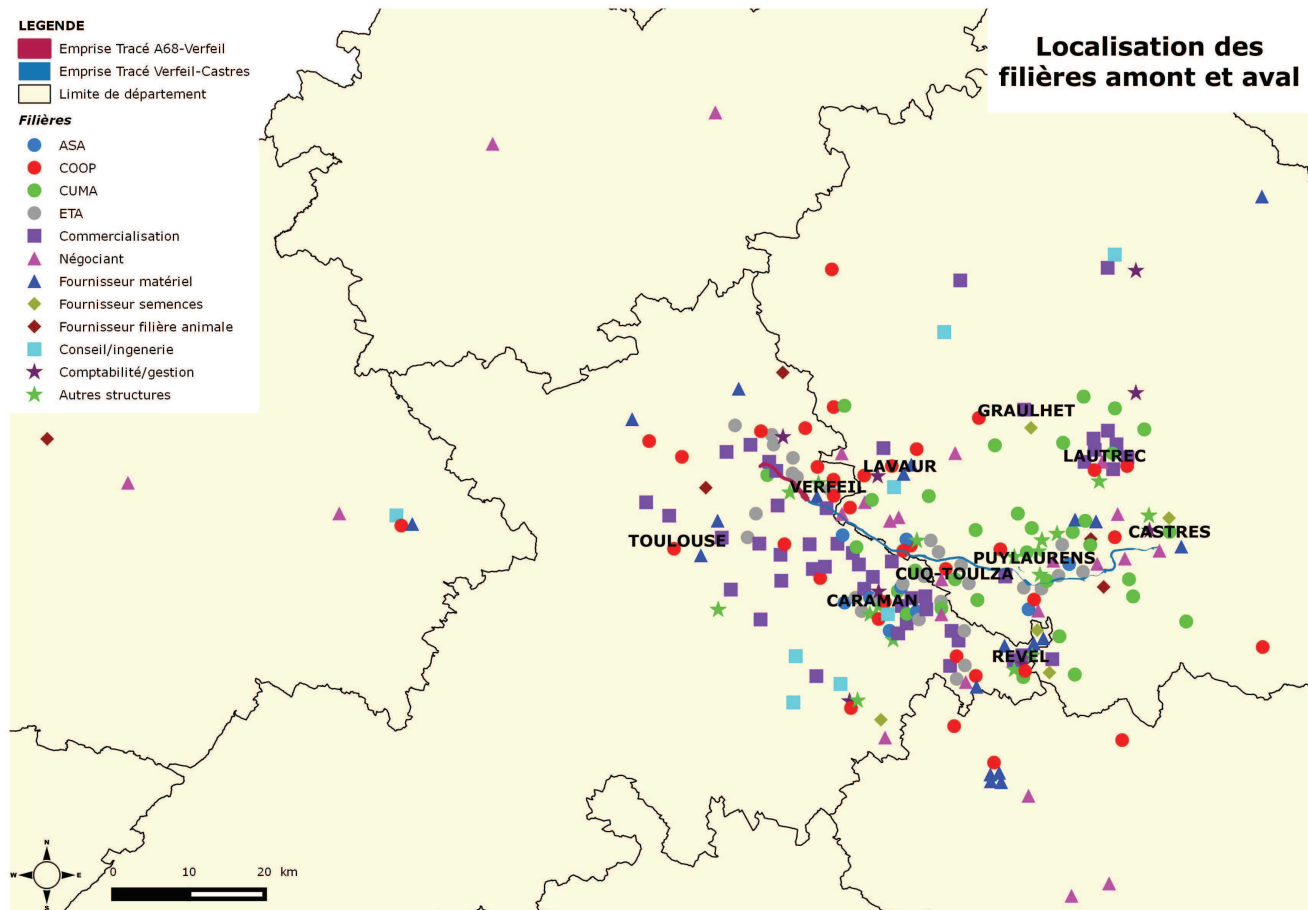
- le pôle « Lautrec » autour de l'Ail : la filière « Ail » étant une spécificité du territoire, le Syndicat de défense de l'Ail Rose (organisme de gestion de la démarche qualité) et plusieurs metteurs en marché sont identifiés ;
- le pôle « Puylaurens/Castres », avec plusieurs outils d'abattage et de transformation des productions animales ;
- Le pôle « Revel » avec plusieurs sociétés dont :
 - Le Revelois : plats cuisinés cassoulet, ... / 10aine de salariés
 - Nutrition&Santé : le groupe a son siège social à Revel et élabore des produits alimentaires axés sur l'alimentation santé (diététique, nutrition minceur/sportive) et l'agriculture biologique (produits bio et alternative végétale). Les usines à Revel comptent 600 salariés.

| Structures de transformation : 10 | |
|-----------------------------------|-----------------|
| Dénomination | Commune |
| Abattoir Bigard | Castres |
| Abattoir de Puylaurens | Puylaurens |
| Abattoir Volailles Ets PORTE | Puylaurens |
| Atelier de découpe Delpy | Puylaurens |
| Atelier de découpe Maurel | Puylaurens |
| Atelier de découpe Salas | Puylaurens |
| Le Revelois | Revel |
| Marzac (fromagerie) | Revel |
| Nutrition & Santé | Revel |
| SICA des Pays de l'Autan | Maurens Scopont |

| Structures de commercialisation (autres que vente à la ferme) : 17 | |
|--|------------|
| Dénomination | Commune |
| Condifrance (ail) | Lautrec |
| EURL Producteur Partenaire (ail) | Lautrec |
| Ferme du lauragais | Puylaurens |
| Ferme du lauragais | Revel |
| Gamme Vert | Garidech |
| Histoire d'éleveurs | Castres |
| Jardin du Midi (ail) | Lautrec |
| Jardins du Tarn (ail) | Lautrec |
| La ruche qui dit oui | Lanta |
| La ruche qui dit oui | Lavalette |
| La ruche qui dit oui | Graguague |
| Le bonheur est dans le pot | Revel |
| Les Aulx du Sud Ouest (ail) | Lautrec |
| Marché plein vent | Lavaur |
| Point Vert d'Euralis | Verfeil |
| Produits du Soleil (ail) | Lautrec |
| Royal Saveurs (ail) | Lautrec |
| SARL MAUREL | Sorèze |

En plus de l'ensemble de ces opérateurs intervenant en amont ou en aval de la production agricole, les agriculteurs font appel à des **structures de services** pour le conseil et l'ingénierie (comptabilité, techniques de production, ...). Certaines sont citées dans le tableau ci-après.

| Structures autres (conseil, ingénierie, ...) : 8 | |
|--|---------------------------|
| Dénomination | Commune |
| Cabinet Alta | Caraman |
| CER France | Revel |
| CER France | Montastruc la Conseillère |
| CER France | Lavaur |
| CER France | Castres |
| Chambre d'Agriculture | Caraman |
| Chambre d'Agriculture | Lavaur |
| Syndicat de Défense de l'Ail Rose de Lautrec | Lautrec |



j) Du champs à l'assiette

Ce paragraphe a pour objectif d'**estimer le potentiel alimentaire issu de l'agriculture** du périmètre d'étude.

Un travail de recherche a permis d'identifier les critères et ratios permettant de passer des quantités de produits agricoles bruts en volumes de produits transformés.

Exemple : Blé tendre → Pain / Blé dur → Pâtes / Tournesol → Huile de Tournesol / Vaches allaitantes → viande bovine...

L'hypothèse ici est que toute la production brute (hormis en blé tendre où une partie est affectée à l'alimentation animale) est transformée dans un seul produit.

Exemple : tout le lait de vache est transformé en beurre

A partir des quantités moyennes consommées en France par habitant, on peut estimer le niveau d'autosuffisance alimentaire du territoire au regard de la production brute agricole et de la population du territoire (un ratio égal ou supérieur à 100% signifie que le territoire est autosuffisant).



1 hectare de **blé tendre** permet de couvrir les besoins alimentaires en **PAIN** pour 50 habitants

=> La production agricole issue du périmètre d'étude (= 148 communes) couvre les besoins alimentaires de **500%** de la population de ce même territoire

1 hectare de **blé dur** permet de couvrir les besoins alimentaires en **PÂTES** pour 450 habitants

=> La production agricole issue du périmètre d'étude (= 148 communes) couvre les besoins alimentaires de **7500%** de la population de ce même territoire

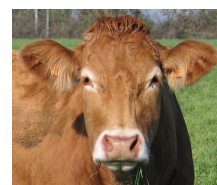


1 hectare de **tournesol** permet de couvrir les besoins alimentaires en **HUILE DE TOURNESOL** pour 80 habitants

=> La production agricole issue du périmètre d'étude (= 148 communes) couvre les besoins alimentaires de **1300%** de la population de ce même territoire

1 **vache allaitante** permet de couvrir les besoins alimentaires en **VIANDE BOVINE** pour 10 habitants

=> La production agricole issue du périmètre d'étude (= 148 communes) couvre les besoins alimentaires de **40%** de la population de ce même territoire



1 **vache laitière** permet de couvrir les besoins alimentaires en **BEURRE** pour 35 habitants

=> La production agricole issue du périmètre d'étude (= 148 communes) couvre les besoins alimentaires de **90%** de la population de ce même territoire

k) Synthèse

Le périmètre concerné par le projet comprend une SAU d'environ 135 000 ha exploités par 2 500 entreprises agricoles dont 1 800 sont considérées comme professionnelles.

Bien que la production traditionnelle céréalière prédomine, toutes les productions sont représentées et les systèmes de production sont diversifiés.

Le **projet autoroutier** impactera :

- les **filières de production**
 - animales : bovins viande (broutards, veau sous la mère, veau), lait de vache, viande d'agneaux (brebis viande et engraissement d'agneaux laitiers), canards / volailles ;
 - végétales : COP (blé tendre, blé dur, tournesol, colza, soja, sorgho, orge...), semences (COP, fourragères, potagères), pois chiche, Ail Rose, lin, plantes à parfum aromatiques

et médicinales, légumes plein champs ;

- les **filières de qualité** : IGP foie gras du Sud Ouest, LR et IGP Ail Rose de Lautrec, LR Agneau fermier, LR veau sous la mère, Agriculture Biologique ;
- les **filières longues et courtes**.

Le tableau ci-après présente le diagnostic Atouts/Faiblesses/Opportunités/Menaces de l'agriculture du périmètre concerné par le projet (= 148 communes) :

| Atouts | Faiblesses |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Une agriculture dynamique, professionnelle • Bonne technicité des producteurs reconnue • Un territoire à potentialités agronomiques moyennes à élevées • Des agriculteurs qui recherchent des solutions pour accroître la valeur ajoutée : cultures spécifiques (semences, légumes de plein champ, PPAM, ...), signes de qualité, transformation et commercialisation, circuits courts... • Accès à l'eau • Existence d'organismes type ASA permettant une meilleure gestion des ressources en eau • Des filières organisées et territorialisées notamment pour les semences, céréales (opérateurs semenciers, nutrition & santé,...), volailles, signe de qualité • Présence d'outils d'abattage et de transformation (Puylaurens, Castres) • Proximité d'un bassin de consommation important (accroissement de population liée à la dynamique de l'agglomération toulousaine) • Présence d'associations agricoles (ACVA, Comités de développement) qui permettent le maintien du lien social • Existence de CUMA permettant aux agriculteurs de mutualiser leurs outils de production | <ul style="list-style-type: none"> • Marché du foncier tendu – accès au foncier difficile – impact sur les installations • Secteur de coteaux aux reliefs accidentés • Des besoins en ressource en eau sur des secteurs actuellement non irrigables • Un environnement (relief, climat, parcellaire...) induisant une productivité/ha plus faible que la moyenne française • Des actifs agricoles vieillissant avec un faible taux d'installation et développement de structures patrimoniales déléguant la conduite des cultures à des entreprises de travaux agricoles • Présence d'habitats en milieu agricole (mitage) sur certains secteurs, complexifiant l'activité agricole (traitements phytosanitaires, plan d'épandage...) • Un secteur moins enclin à l'entraide et à la conduite de projets collectifs |
| Opportunités | Menaces |
| <ul style="list-style-type: none"> • Une dynamique collective autour du "consommer local" chez les particuliers et en cascade dans les établissements de resto collective et chez leurs fournisseurs • Une impulsion du politique vers le "made in france" ou "consommer local" et vers les produits de qualité • Un accroissement de la demande des consommateurs en produits bio, végétarisme,... • De nouvelles opportunités en productions végétales (PPAM, oliviers...) ou d'exploitations plus précoces (évolution climatique) • Un potentiel technique et scientifique à proximité notamment sur l'utilisation de l'imagerie satellite pour l'agriculture de précision (toulouse, agro sud ouest innovation, geosys, etc...) • Une image "lauragais" et "coeur d'Occitanie" à travailler | <ul style="list-style-type: none"> • Evolution climatique (sécheresse) • Une production céréalière majoritaire, dépendante des marchés mondiaux • Appauvrissement des terres avec l'érosion (taille des parcelles, pentes, disparition de l'élevage/prairies, trames bocagères...) • Evolutions successives et à venir de la Politique Agricole Commune (impact financier sur les systèmes grandes cultures et polycultures-élevage) • Consommation de foncier agricole lié à l'agrandissement de la métropole Toulousaine (menace sur la disponibilité du foncier) • Evolutions sociétales et environnementales impactant la compétitivité des exploitations agricoles |

3. Analyse des incidences du projet sur l'économie agricole

Rappel art D 112-1-19 du Code Rural :

« L'étude préalable comprend :

3° L'étude des effets positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole de ce territoire. Elle intègre une évaluation de l'impact sur l'emploi ainsi qu'une évaluation financière globale des impacts, y compris les effets cumulés avec d'autres projets connus".

3.1. Effets positifs du projet sur l'économie agricole du territoire

Le projet va permettre une **amélioration des conditions de transports des marchandises agricoles** (acheminement des approvisionnements et collecte des productions agricoles), gain de temps, fluidité de la circulation, sécurité routière renforcée.

Cela concerne l'ensemble de la sphère agricole : les exploitations elles-mêmes (hors engins agricoles) et les entreprises des filières amont et aval, notamment l'industrie agroalimentaire.

L'amélioration de la desserte du secteur contribuera à développer l'**attractivité du territoire** :

- pour l'implantation d'entreprises en lien direct avec la production agricole, recherche de proximité des exploitations,
- pour l'accueil démographique : l'accroissement de population sur le territoire va générer une hausse des besoins en produits agricoles.

Le projet induira une diminution du trafic sur le réseau secondaire compte tenu du report sur l'autoroute. Cette diminution permettra de faciliter les déplacements en lien avec l'activité agricole.

En terme de communication (signalétique), le projet pourra **promouvoir les productions agricoles** locales et améliorer la desserte pour les activités d'agro-tourisme implantées sur le territoire (accueil à la ferme, ...).

3.2. Effets négatifs du projet sur l'économie agricole du territoire

a) Impacts directs

Les études agricoles réalisées en 2014-2015 par les Chambres d'agriculture de la Haute-Garonne et du Tarn, qui ont permis d'alimenter le volet agricole de l'étude d'impact et le dossier d'enquête publique, ont mis en avant les différents impacts du projet sur l'agriculture.

Le contenu est synthétisé ci-après :

Synthèse des Impacts de l'opération Verfeil à Castres dans le périmètre de l'emprise définitive

| | |
|--|---------------|
| Nombre d'exploitations Agricoles concernées | 102 |
| SAU impactée (surface totale des parcelles) | 1 704 ha |
| Dont SAU dans périmètre d'emprise définitive | 316 ha |
| Surface en production Céréales Oléo-Protéagineux | 260 ha |
| Surface en Prairies | 38 ha |
| Surface en Cultures permanentes (vergers, vignes) | 1 ha |
| Surfaces certifiées "Agriculture Biologique" | 4 ha |
| Surfaces irrigables | 123 ha |
| Surfaces drainées | 147 ha |
| Bâtiment d'activité agricole | 1 |
| Dont Siège d'exploitation agricole | 0 |
| Exploitation agricole dont la viabilité est remise en cause | 17 |

Source : Etude d'impact du projet autoroutier sur l'agriculture janvier 2016 -
Chambres d'agriculture de la Haute-Garonne et du Tarn

Sur l'ensemble du tracé, les analyses démontrent un niveau d'impact élevé voire très élevé selon les secteurs.

Les productions en grandes cultures : Céréales Oléo-Protéagineux représentent près des 3/4 de l'assolement. Ces productions constituent les cultures phares du Lauragais. Le terroir de la vallée du Girou dispose de sols à très forte valeur agronomique permettant des rendements élevés, supérieurs aux moyennes. L'emprise du projet affecte notamment des surfaces en production semencière et des surfaces incluses dans l'aire d'appellation "Ail Rose de Lautrec" (label rouge et IGP).

Le projet vient fragiliser cette filière qui fait face à une crise durable.

Source : Etude d'impact du projet autoroutier sur l'agriculture janvier 2016 -
Chambres d'agriculture de la Haute-Garonne et du Tarn

Les réseaux d'irrigations et de drainage collectifs et individuels constituent des équipements permettant de consolider et renforcer l'outil de travail agricole que constitue le sol. Leur mise en place, leur entretien et leur gestion représentent pour les exploitants des investissements conséquents sur du long terme.

Surfaces irrigables dans l'emprise définitive du projet

| | Surface (en ha) |
|---|--------------------|
| Surface totale perdue (en ha) | 316 |
| dont surface non enquêtée (en ha) | 17 |
| dont surface irrigable (en ha) | 123 |
| - à partir de réseaux collectifs (en ha) | 59 |
| - à partir de réseaux individuels (en ha) | 64 |
| % surface irrigable | 39% |

Surfaces drainées dans l'emprise définitive du projet

| | Surface (en ha) |
|--|--------------------|
| Surface totale perdue (en ha) | 316 |
| dont surface non enquêtée (en ha) | 17 |
| dont surface drainée (en ha) | 147 |
| - avec réseau de drainage (en ha) | 83 |
| % surface drainée | 46% |

Source : Etude d'impact du projet autoroutier sur l'agriculture janvier 2016 -
Chambres d'agriculture de la Haute-Garonne et du Tarn

Plusieurs parcelles incluses dans l'emprise définitive du projet sont soumises à des **engagements contractuels** souscrits pas les exploitants :

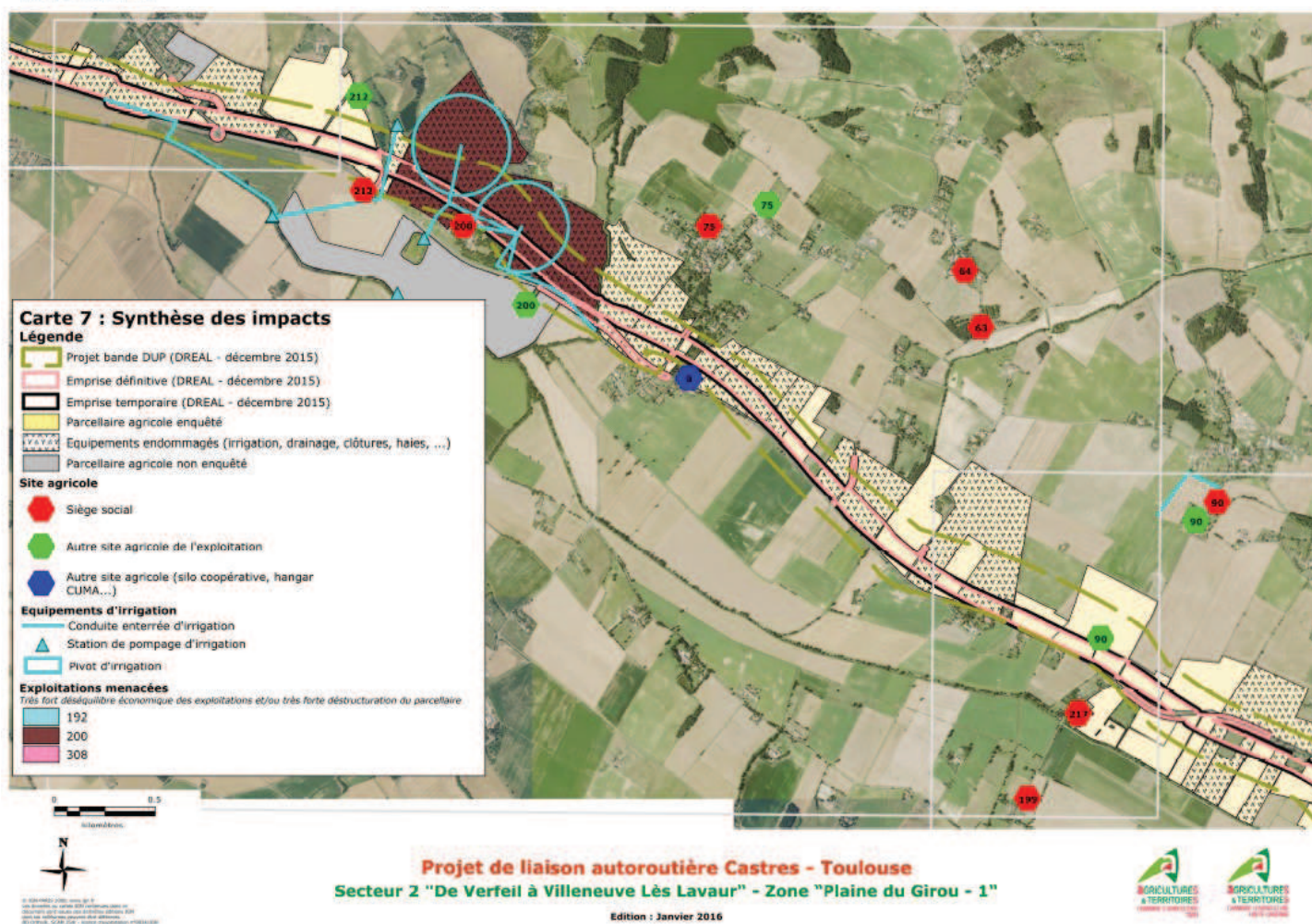
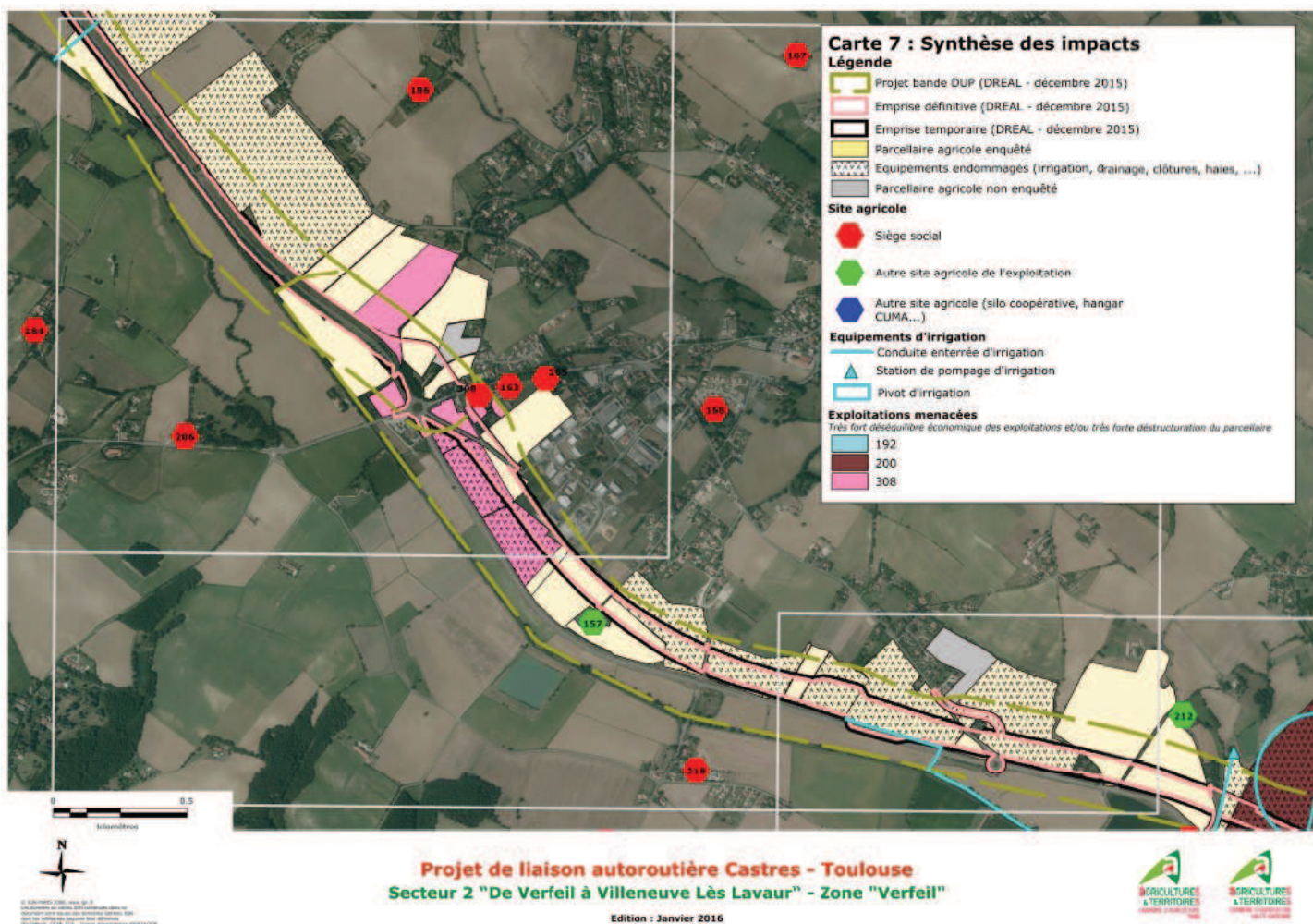
- 4 ha (2 exploitations) sont en production agriculture biologique. Ces exploitations doivent respecter le cahier des charges "Agriculture Biologique" qui définit les pratiques à respecter pour obtenir le label "AB".
- 72 ha sont inclus dans des plans d'épandage d'effluents d'élevage ou boues d'épuration. Le projet va avoir pour conséquence la révision de ces plans d'épandages.

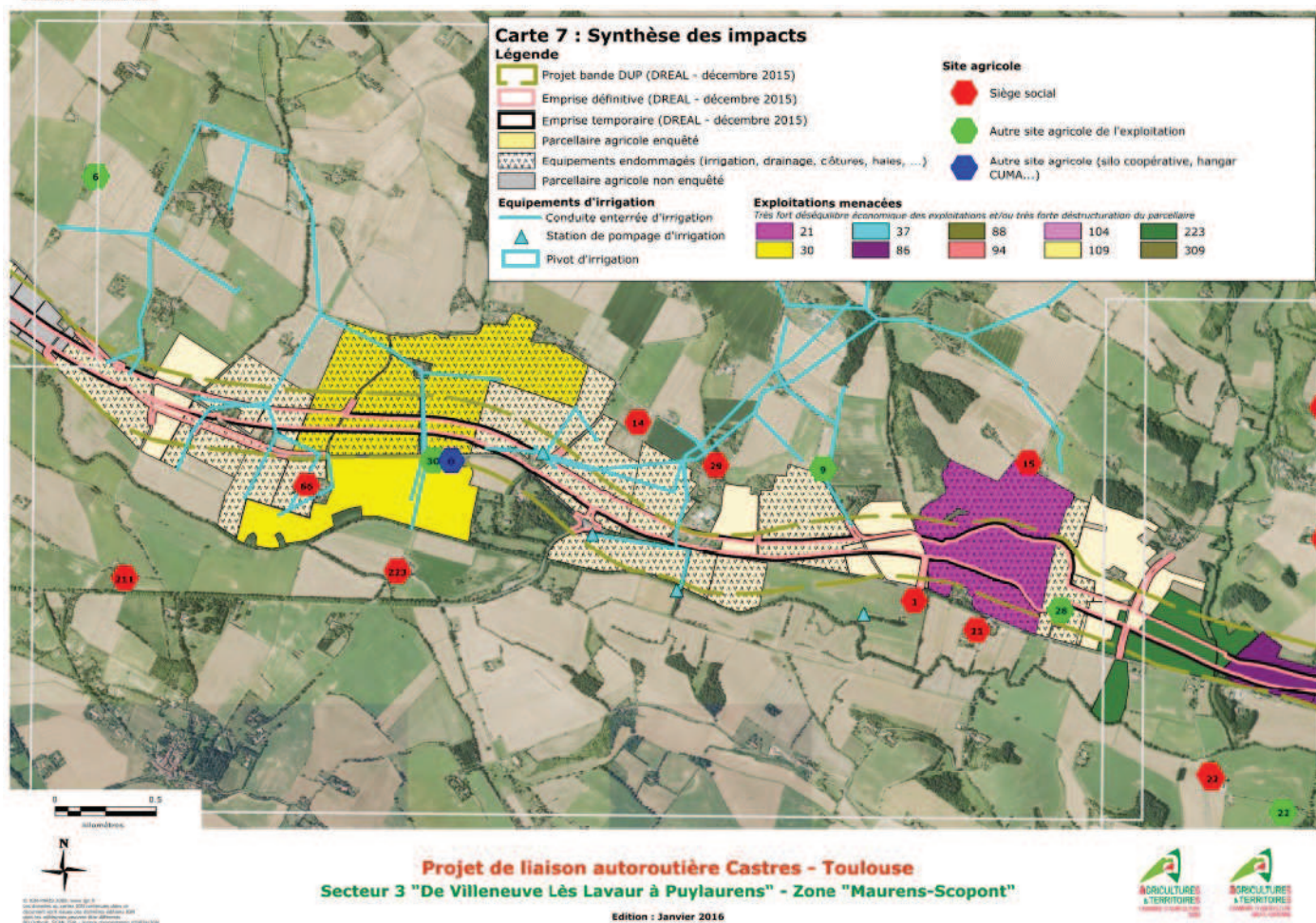
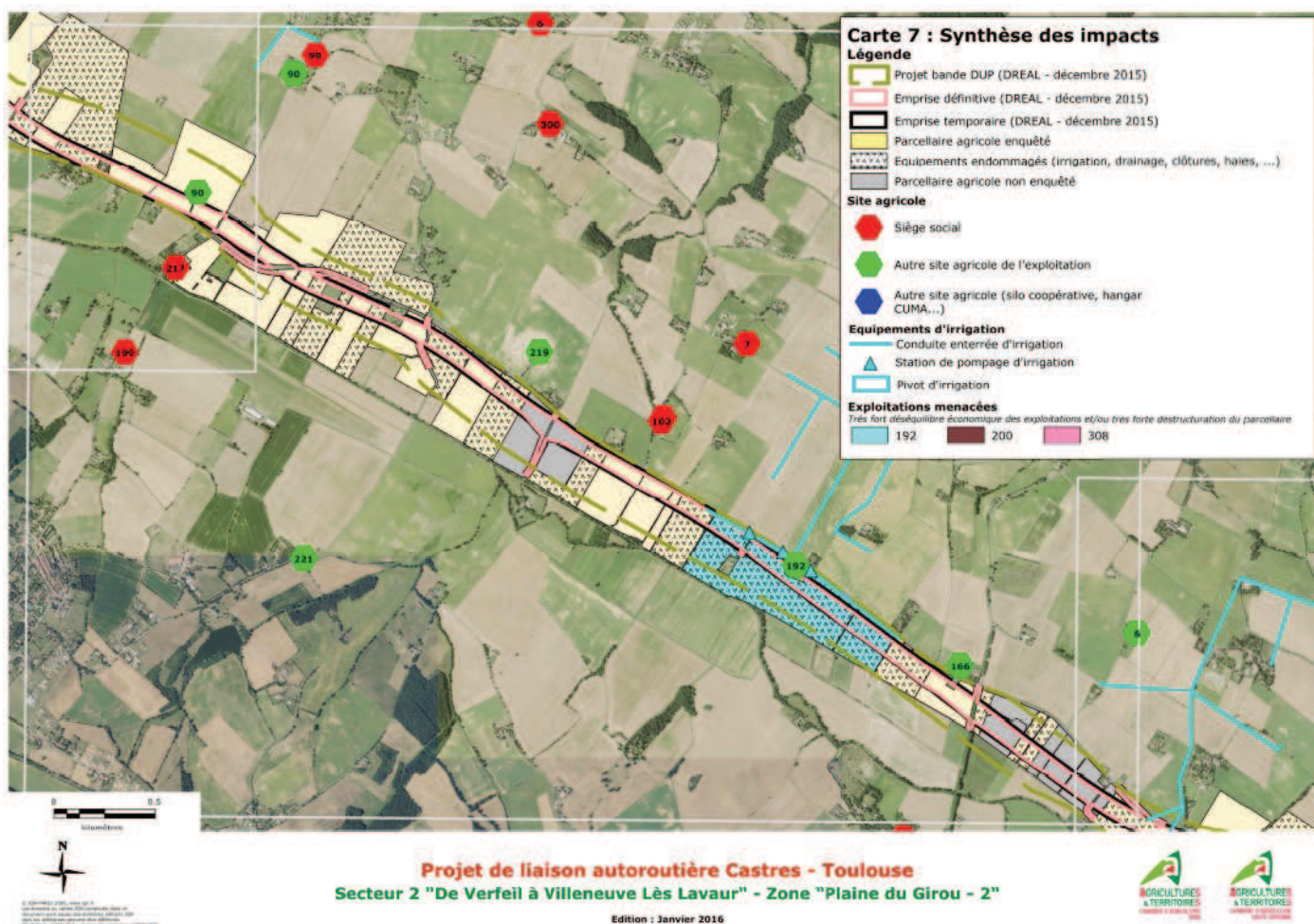
Les études mentionnent la **remise en cause de la viabilité de 16 % (17) des exploitations impactées**. Sur ces 17 exploitations, 9 sont en phase de développement et 8 sont en régime de croisière. Parmi eux, 4 sont "jeunes agriculteurs". Les études signalent la nécessité de relocalisation pour 4 exploitations.

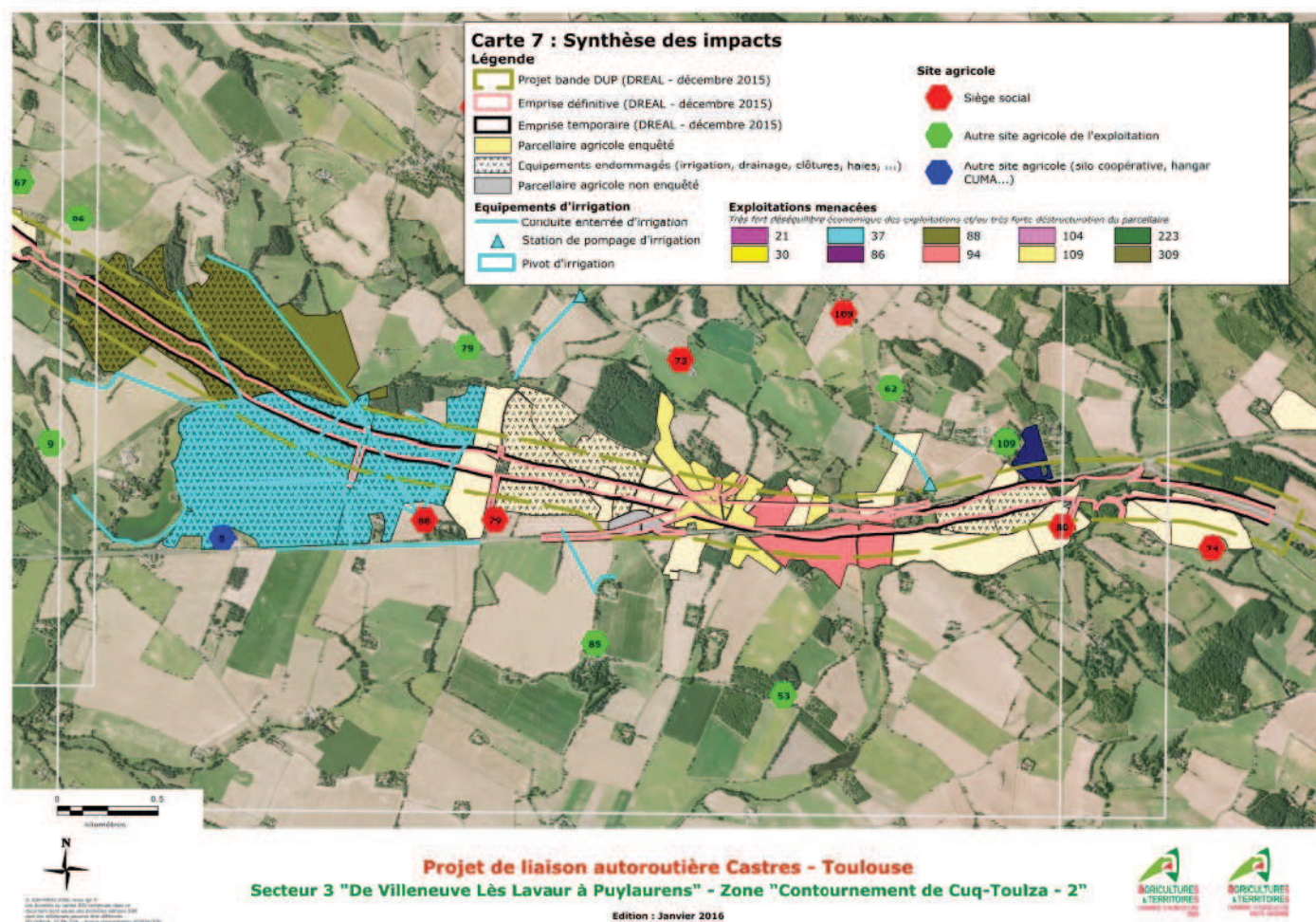
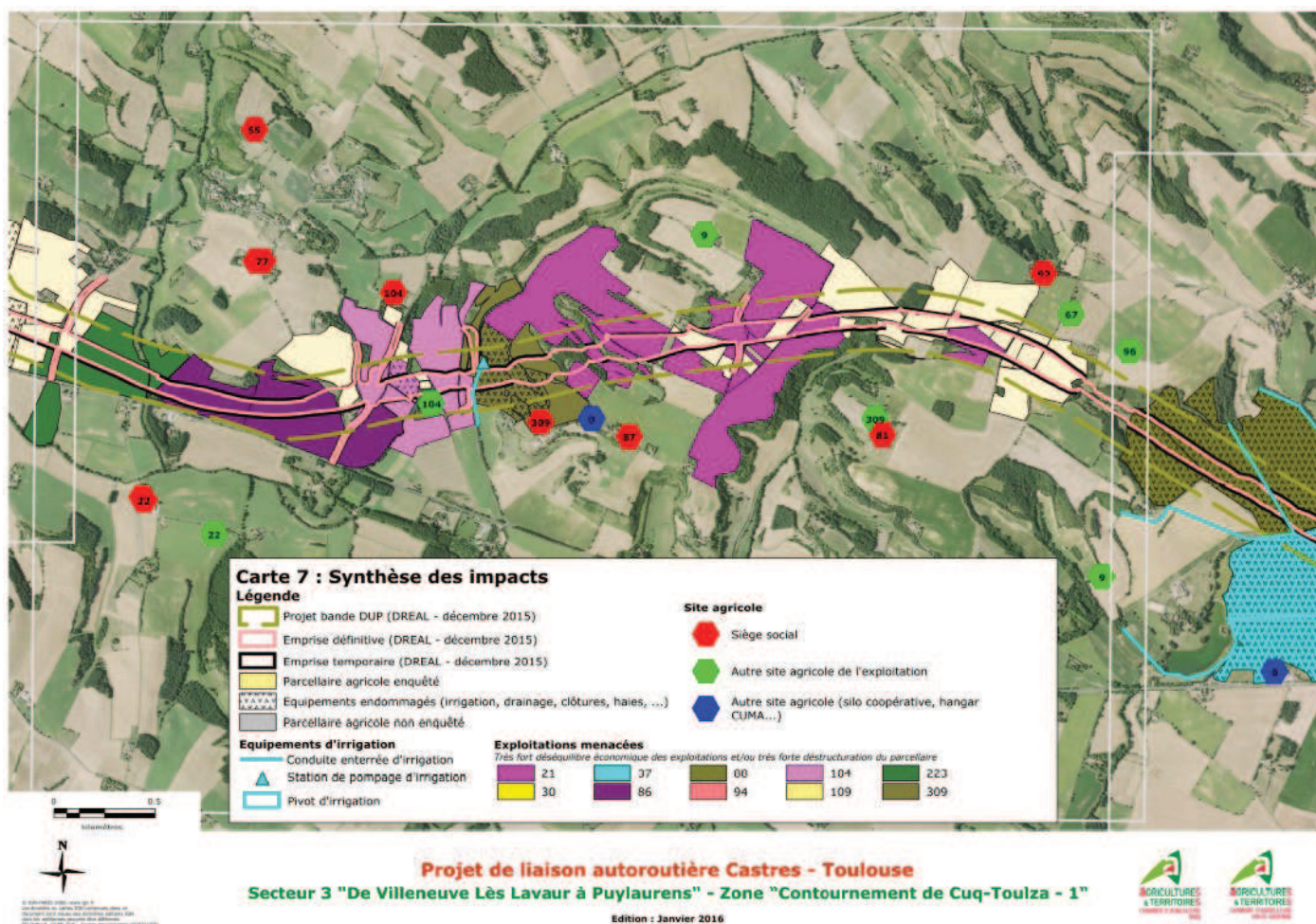
Le **projet perturbe le fonctionnement des exploitations** à plusieurs titres :

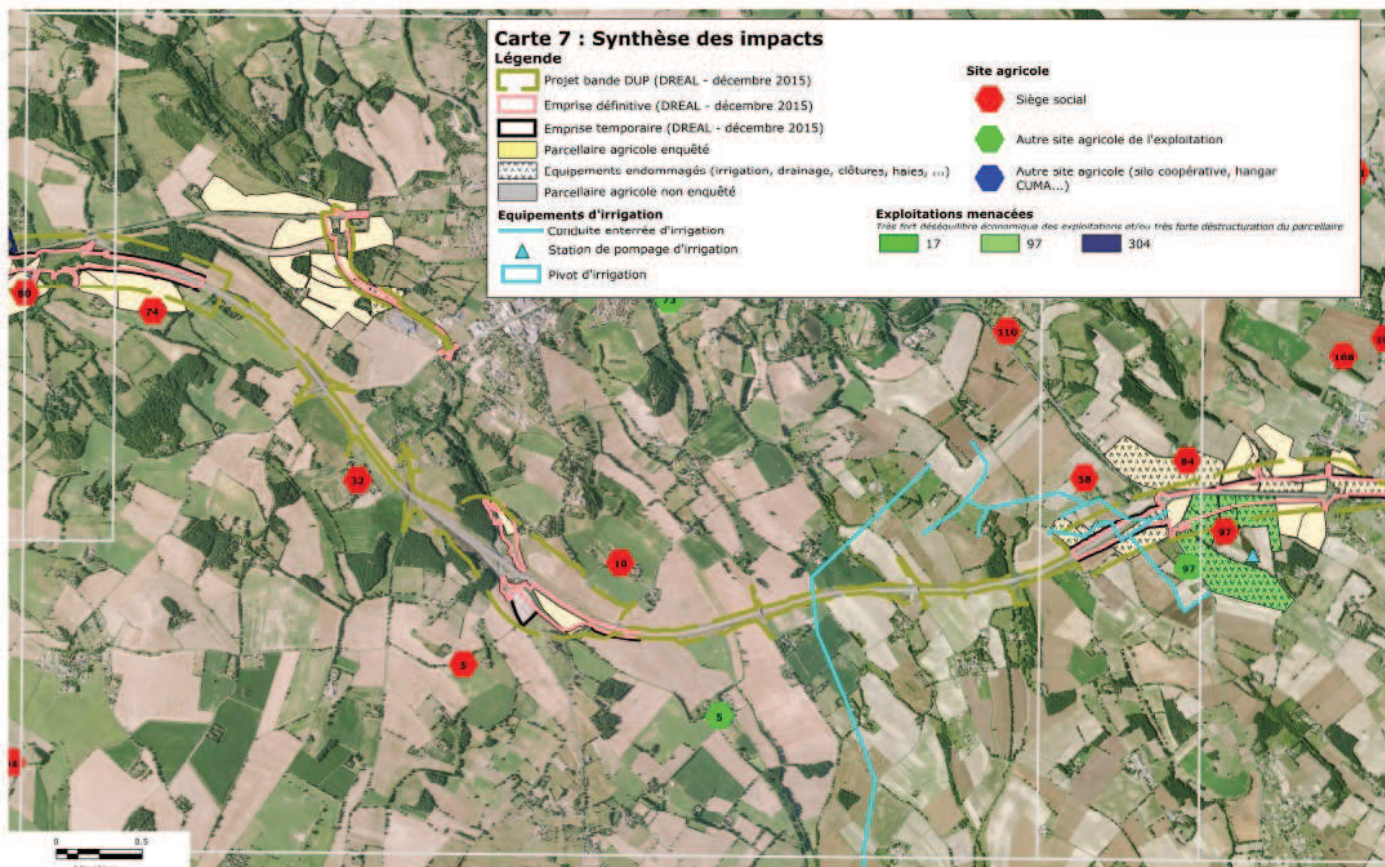
- Avant même sa réalisation et lorsqu'il sera engagé, dans l'attente des résultats de l'aménagement foncier, le projet représente des incertitudes sur le devenir du foncier des exploitations qui perturbe leur fonctionnement et/ou développement (frein aux investissements, ...).
- Les exploitations situées à proximité du projet et disposant de surfaces de part et d'autre de l'ouvrage subiront les conséquences des effets de coupure de la voie : allongement de parcours générant des coûts de fonctionnement supplémentaires (temps de travail, carburants, ...).

Les cartes ci-après, extraites de l'étude d'impact du projet autoroutier sur l'agriculture janvier 2016 - Chambres d'agriculture de la Haute-Garonne et du Tarn, permettent de **visualiser l'ensemble des impacts sur l'agriculture** sur la totalité du linéaire.



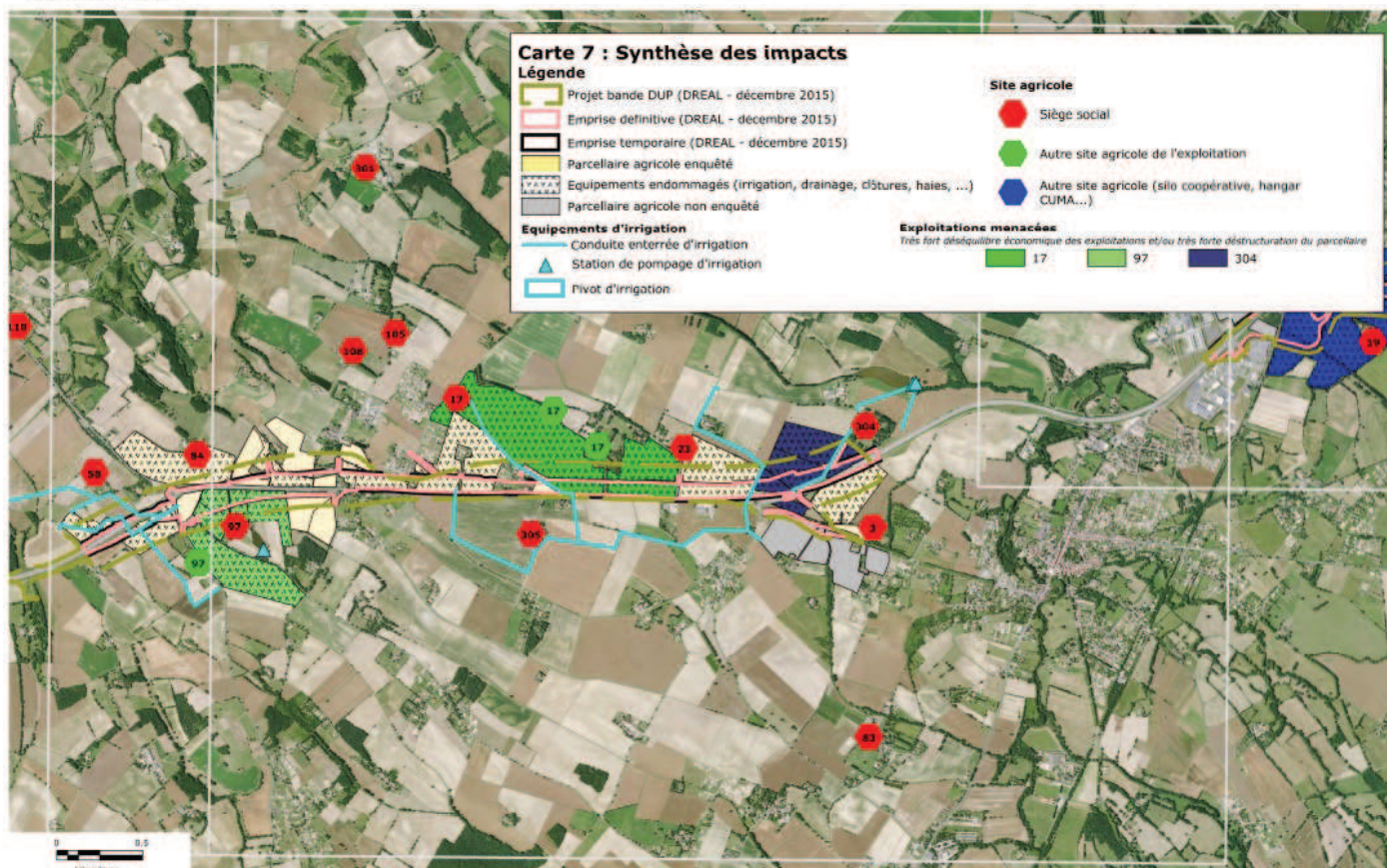






Projet de liaison autoroutière Castres - Toulouse
Secteur 4 "De Puylaurens à Soual" - Zone "Déviation de Puylaurens"

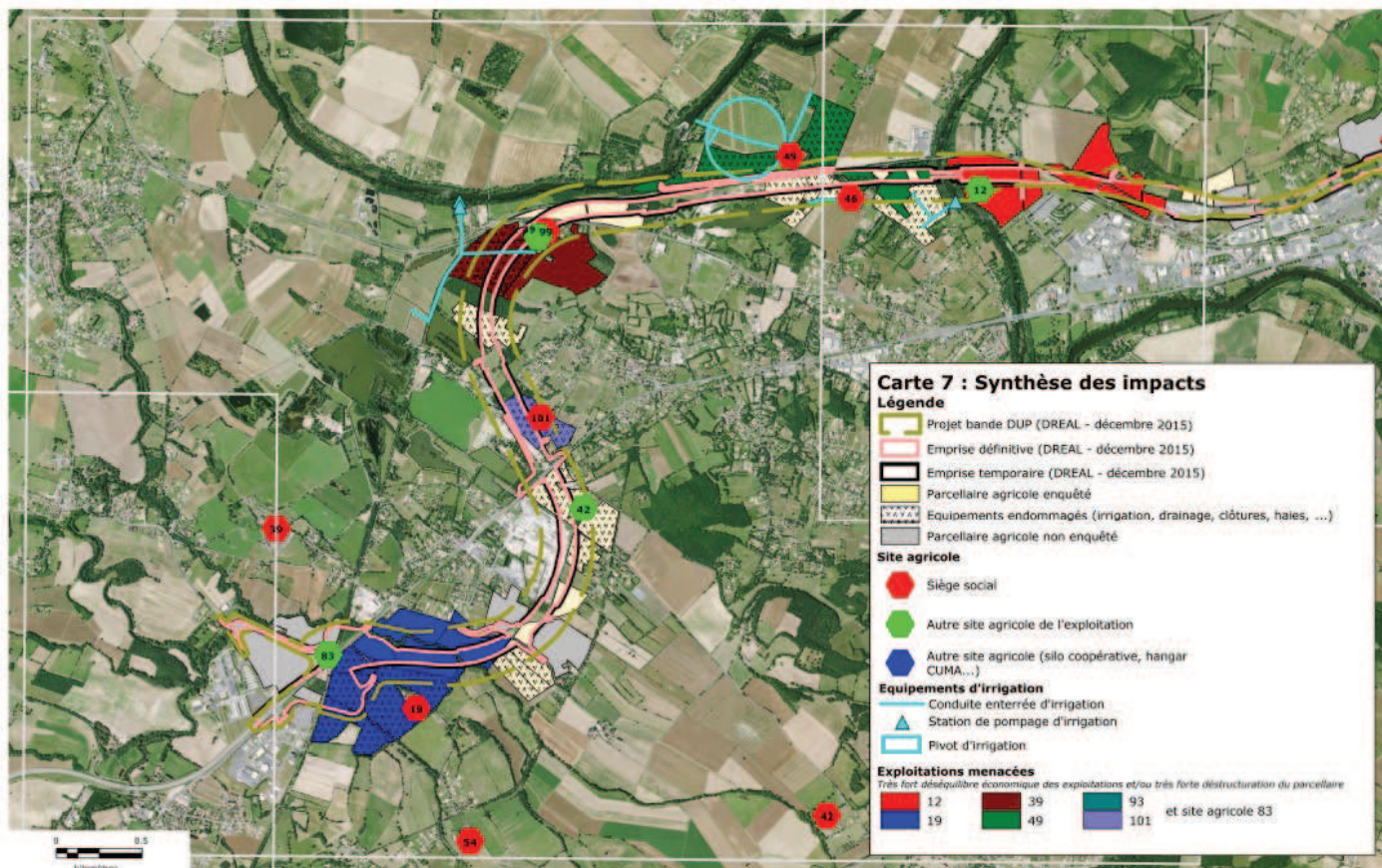
Edition : Janvier 2016



Projet de liaison autoroutière Castres - Toulouse
Secteur 4 "De Puylaurens à Soual" - Zone "Saint Germain des Prés"

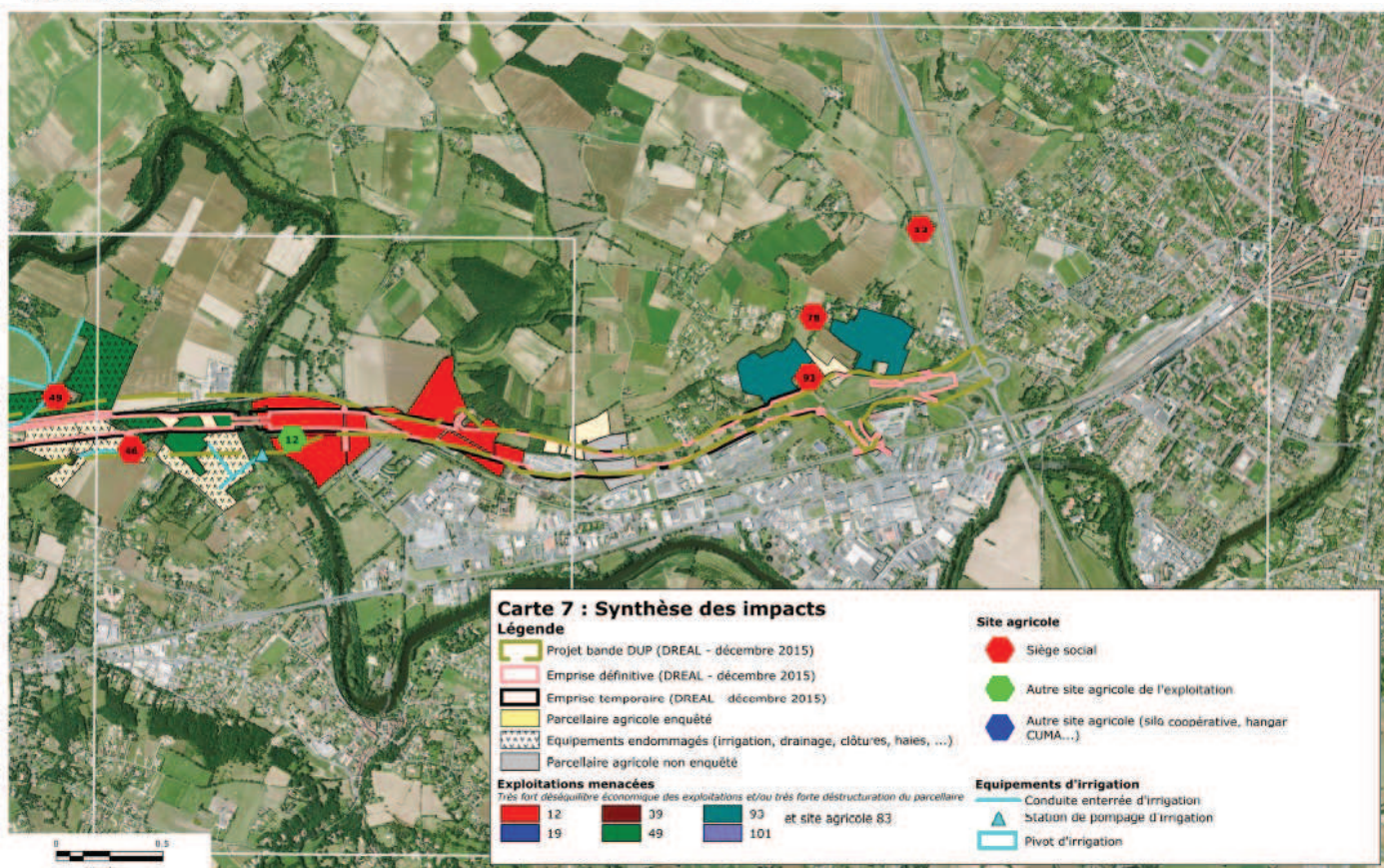
Edition : Janvier 2016





Projet de liaison autoroutière Castres - Toulouse
Secteur 5 "De Soual à Castres" - Zone "Rase campagne"

Edition : Janvier 2016



Projet de liaison autoroutière Castres - Toulouse
Secteur 5 "De Soual à Castres" - Zone "Section urbaine"

Edition : Janvier 2016



b) Impacts indirects

Conséquences sur les filières

La disparition de surfaces agricoles génère un impact sur les activités de la sphère agricole :

- Les **structures d'approvisionnement** (matériel, semences intrants, fournitures diverses): coopératives, organismes semenciers, marchands de matériel et de fournitures agricoles, ...
- Les **structures d'accompagnement et de services** : entreprises de travaux agricoles, conseils techniques, ingénierie, comptabilité, vétérinaire, CUMA, ASA, ...
- Les **structures de stockage, transformation et débouchés de la production** : coopératives, négociants, abattoirs, magasins de vente, ...

Les filières impactées sont celles liées aux systèmes de productions présents dans l'emprise du projet. Le chapitre précédent démontre une diversité des productions, même si les systèmes grandes cultures et polyculture élevage sont majoritaires.

Cf. chapitre 2.2. Dynamique économique agricole du secteur, de la production primaire à la première transformation / commercialisation

Conséquences sur le marché foncier

Le projet impacte 102 exploitations agricoles et va générer la disparition de 316 ha de production agricole.

Les surfaces impactées revêtent un potentiel agronomique bon à très bon, les possibilités d'accès à l'eau pour 40 % des surfaces rajoutent de la valeur au foncier (stabilité et accroissement des rendements, diversification des productions, ...).

Au vu des données relatives à la valeur vénale des terres agricoles, le territoire se situe dans une **fourchette haute de prix à l'hectare**, témoignant d'une **tension réelle du marché foncier** liée à la faible disponibilité et aux potentialités intéressantes de ces terres.

Ce contexte accroît les **inquiétudes** des exploitants quant aux **possibilités de retrouver des surfaces** équivalentes pour maintenir leur activité.

Au cours des phases d'études et de concertation, la profession agricole a sollicité le maître d'ouvrage pour étudier en amont de la mise en œuvre du projet les possibilités de **stockage foncier** via la Safer.

Lors des études agricoles, les exploitants ont manifesté en grande majorité leur souhait de mise en œuvre de l'**aménagement foncier** pour réduire les impacts du projet sur le foncier.

3.3. Evaluation de l'impact sur l'emploi

Point méthodo

L'estimation comprend les emplois directs et indirects à partir du ratio constaté à l'échelle régionale Midi-Pyrénées.

Pour les **emplois directs**, estimation à partir du nombre moyen d'emplois en ETP sur les exploitations production en grandes cultures et en production bovin viande, qui constituent les OTEX dominantes sur le territoire.

=> *source utilisée : données AGRESTE, RICA 2014 : moyenne de SAU grandes cultures Midi-Pyrénées : 98 ha, ETP : 1,5 et SAU bovin viande Midi-Pyrénées : 79.6 ha, ETP : 1,3. Soit ramené à 1 ha : 0.016 ETP.*

Pour les **emplois indirects**, estimation à partir du ratio donné par l'INSEE à l'échelle régionale soit : un emploi direct génère un emploi indirect, soit ratio de 0.016 ETP/ha.

=> *source utilisée : Fichier ESANE de l'INSEE*

La disparition de 316 ha de surface agricole représente une perte d'emplois directs et indirects estimée à **10 ETP** :

- Nombre d'emplois directs estimé : 5 ETP ($0.016 \times 316 = 5,05$ arrondi à 5)
- Nombre d'emplois indirects estimé : 5 ETP ($0.016 \times 316 = 5,05$ arrondi à 5).

3.4. Identification des autres projets connus, potentiellement concernés par la compensation agricole collective

Point méthodo

L'étude d'impact contient une analyse des effets cumulés avec les autres projets connus (pièce E7 du dossier d'étude d'impact), tel que prévu à l'article R.122-5 alinéa 5e du Code de l'Environnement.

Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :

« ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R.214-6 et d'une enquête publique [(dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau)] ;

ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public".

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté au titre des articles R.214-6 à R.214-31 mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage ».

Les **7 projets** mentionnés dans l'étude d'impact n'ont pas tous des conséquences sur les surfaces agricoles ou naturelles. Leur recensement a été fait sur les communes de l'aire d'étude et les communes proches soit un périmètre plus restreint que le territoire concerné défini dans la présente étude. (Cf. annexe 2 extrait de l'étude d'impact : Analyse des effets cumulés avec les autres projets connus)

L'opération d'**élargissement de l'A680** et la **création de l'échangeur de Verfeil** portées par la Société des Autoroutes du Sud de la France, constitue un projet connu qui sera mené de façon concomitante avec l'opération Verfeil Castres. Ce projet a un impact mineur sur des surfaces agricoles (0.1 ha dans l'emprise définitive). Il a fait l'objet d'un aménagement foncier lors de sa réalisation. Ce projet (doublement de l'A680) n'a pas d'incidence en termes d'effets cumulés avec le projet de LACT.

3.5. Evaluation financière globale des impacts sur l'économie agricole

En prélevant définitivement du foncier agricole, le projet réduit la capacité de production de biens agricoles. Cela se répercute tant sur la production agricole que sur les opérateurs de l'amont et de l'aval (moins d'achats auprès des fournisseurs et moins de volumes commercialisés auprès des entreprises de l'aval).

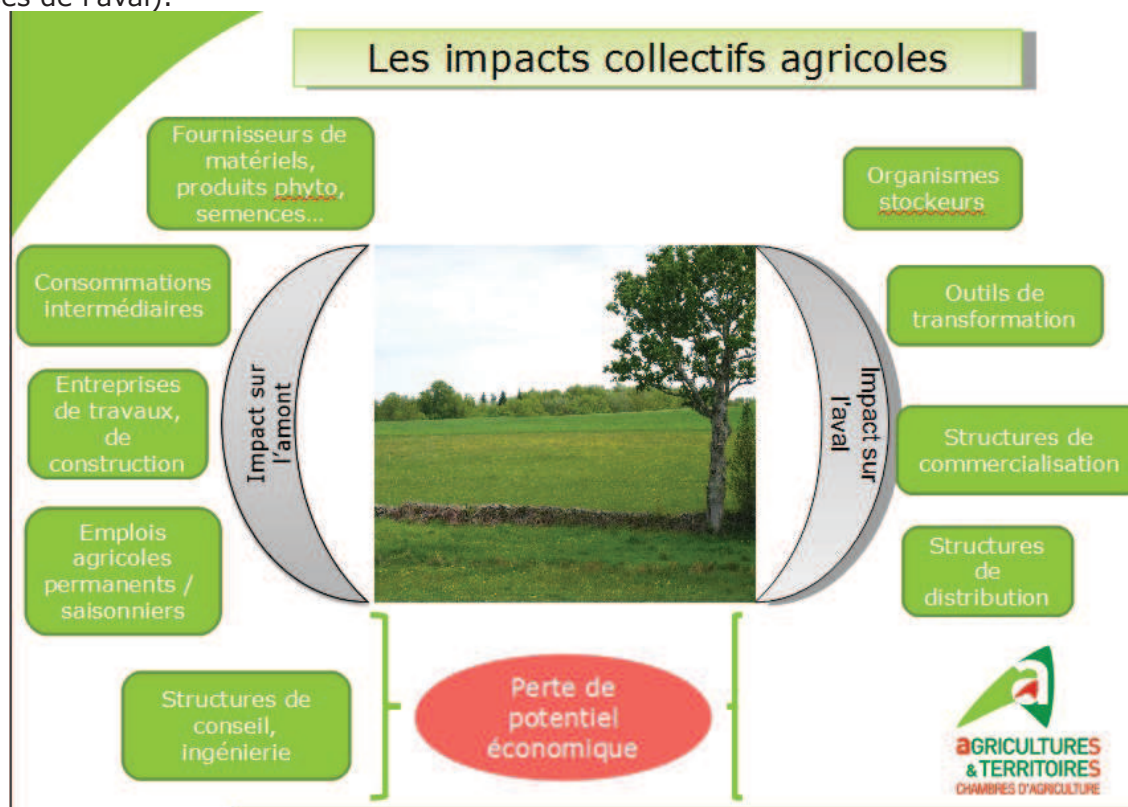
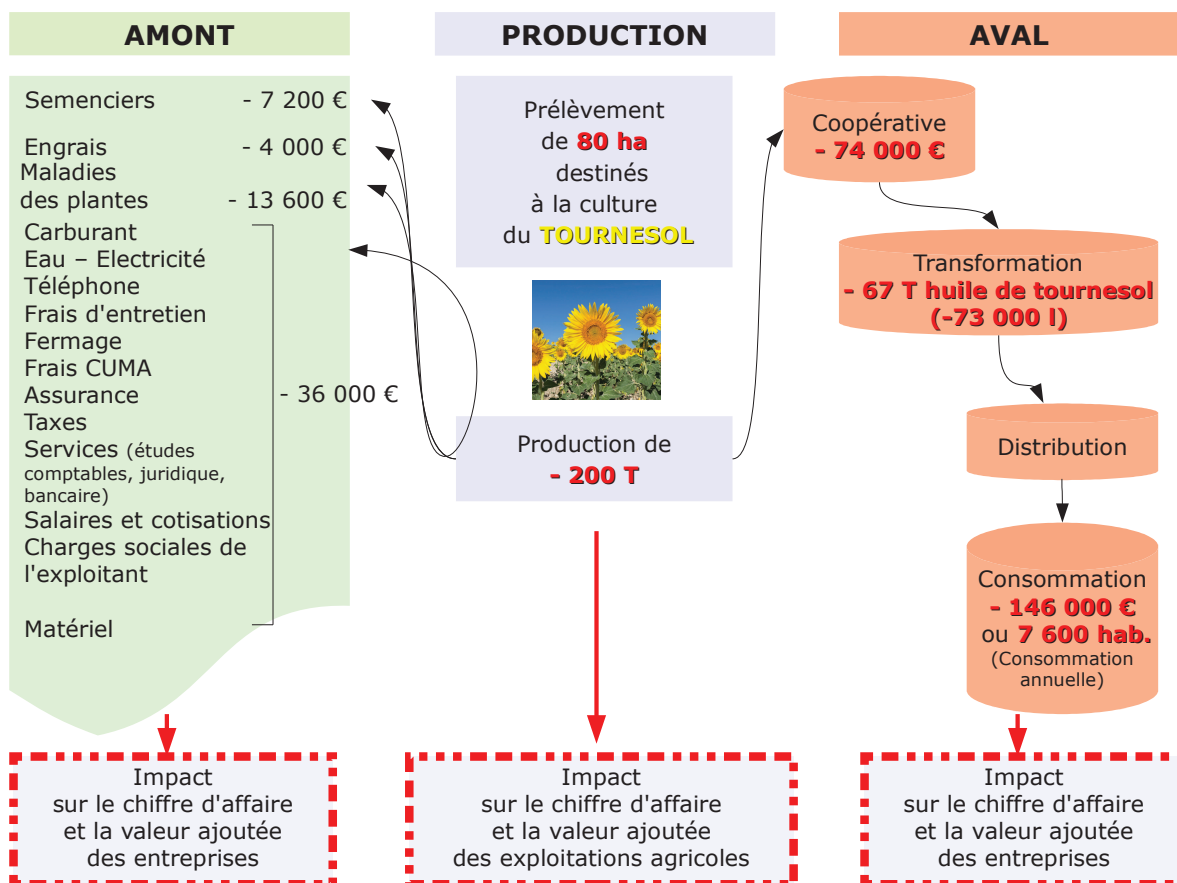


Illustration au travers de la perte de 80 ha (sur les 316 ha) destinés à la culture du tournesol.



Pour mémoire (cf. chapitre 3.2. Effets négatifs du projet sur l'économie agricole du territoire), l'infrastructure induira une **perte de production définitive** qui peut être qualifiée de :

- **réelle** pour les surfaces agricoles situées dans les emprises définitives du projet ; celles-ci sont estimées à 316 ha sur la base du projet soumis à enquête publique en janvier 2017, sachant que cette surface (de 316 ha) sera à actualiser à la suite des études de projet détaillées qui seront menées par le futur concessionnaire et la procédure d'aménagement foncier ;
- **probable** pour les parcelles résiduelles localisées en dehors des emprises définitives mais devenues inexploitable au vu de leur géométrie, pente, taille réduite pour les engins agricoles, le manque d'accès, ... ; ces surfaces supplémentaires sont estimées entre 542 ha et 1 070 ha (sur la base du projet soumis à enquête publique en janvier 2017) portant l'impact total entre 858 ha et 1 386 ha.

Les impacts du projet sur l'environnement n'ayant pas pu être évités ou totalement réduits, des mesures de compensation environnementale seront mises en œuvre. A ce stade de la réalisation de l'étude préalable agricole, ces mesures et leurs conséquences sur l'activité agricole ne sont pas connues. L'analyse de ces **compensations écologiques** sera à réaliser afin de **connaître l'impact sur l'économie agricole**. Cette actualisation pourra être opérée, lorsque le futur concessionnaire aura conduit les études détaillées qui définiront l'emprise définitive du tracé de l'infrastructure et les modalités de mise en œuvre des compensations écologiques.

A titre d'exemple, une mesure prévoyant la réhabilitation d'un habitat naturel peut nécessiter des évolutions de pratiques agricoles engendrant une perte de potentiel économique supplémentaire pour le territoire.

Point méthode

Au moment de la rédaction de la présente étude, plusieurs méthodes de chiffrage de l'impact agricole sont élaborées et en cours de fiabilisation. Nous avons retenu la méthode de chiffrage mise au point par la Chambre d'agriculture des Pays de Loire.

L'évaluation financière de l'impact sur l'économie agricole est réalisée au travers de la mesure de la perte de richesse générée par l'agriculture au niveau de l'activité de l'amont, la production agricole et l'aval.

L'indicateur « Valeur ajoutée » est pertinent pour mesurer la richesse produite puisqu'elle correspond à la différence entre le chiffre d'affaires et les consommations intermédiaires nécessaires à la production.

=> Valeur ajoutée = Valeur finale de la production – Valeur des biens consommés par le processus de production

Le calcul, ramené à l'ha et au m², est réalisé à l'aide d'indicateurs macro-économiques, en suivant plusieurs étapes.

a) Impact « amont et production agricole » annuel

Point méthode

Afin d'appréhender la perte de valeur ajoutée cumulée des secteurs de l'amont et de la production agricole et au vu des indicateurs économiques disponibles, nous retenons un calcul basé sur le produit brut lié à la production agricole.

=> source utilisée : RICA, source issue de la statistique agricole publique

=> données utilisées : moyenne triennale (2012/2013/2014) du produit brut par système d'exploitation, à l'échelle régionale Midi-Pyrénées

L'évaluation économique est basée sur la **perte de production définitive qualifiée de réelle** à savoir les 316 ha inclus dans l'emprise définitive du projet soumis à enquête publique en janvier 2017.

Au vu des caractéristiques et données de structure des exploitations impactées et à partir de la typologie Inosys (Référentiel développé par les Chambres d'Agriculture qui classe les exploitations en systèmes d'exploitation à partir d'une clé typologique), nous avons pu déterminer pour chacune d'entre elles le système d'exploitations Inosys puis RICA correspondant.

| Système d'exploitation RICA | Répartition des surfaces agricoles (emprise définitive) par système - en % | Produit Brut RICA - €/ha | Produit Brut RICA pondéré par ha |
|-----------------------------|--|--------------------------|----------------------------------|
| Arboriculture | 0,004% | 9 950 | 0,35 |
| Bovins Lait | 6,344% | 2 673 | 169,58 |
| Bovins Viande | 10,022% | 1 204 | 120,66 |
| Grandes Cultures | 69,785% | 1 600 | 1 116,57 |
| Hors Sol | 0,021% | 5 501 | 1,18 |
| Ovins Caprins | 4,219% | 1 277 | 53,87 |
| Polyculture-Polyélevage | 9,605% | 1 839 | 176,64 |
| Total | 100% | ////////// | 1 638,85 |

Le produit brut moyen s'élève à **1 639 € par hectare agricole prélevé.**

b) Impact « aval » annuel

Point méthodo

L'INSEE produit chaque année les valeurs ajoutées par branche d'activité et par région.

=> source utilisée : INSEE, Valeurs Ajoutées Régionales par branche (NAF rev2, nomenclature de 17 branches d'activité)

=> données utilisées : moyenne triennale (2012/2013/2014) du ratio suivant, à l'échelle régionale Midi-Pyrénées

Valeur Ajoutée de la branche « Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac »
Valeur Ajoutée de la branche « Agriculture, Sylviculture et Pêche »

Selon les données de Valeur Ajoutée par branche produites par l'INSEE, le coefficient est de 1,29 en Midi-Pyrénées.

L'impact économique pour l'aval est ainsi estimé à 1 639 €/ha x 1,29 = **2 114 € par hectare agricole prélevé.**

c) Evaluation globale annuelle « amont, production, aval »

1 639 € + 2 114 € = **3 753 € par hectare agricole prélevé.**

d) Impact pluriannuel

Point méthodo

La perte annuelle de potentiel économique est ensuite multipliée par un nombre d'années correspondant au temps nécessaire pour reconstituer l'économie agricole.

Il faut compter entre 7 et 15 ans pour que le surplus de production généré par un investissement couvre la valeur initiale de cet investissement dans les entreprises françaises.

Dans le cas présent, on retiendra 10 ans.

3 753 € x 10 ans = 37 530 € par hectare agricole prélevé.

L'évaluation financière globale des impacts du projet autoroutier sur l'économie agricole conduit à retenir le montant de **37 530 € par hectare prélevé.**

4. Mise en œuvre de la séquence ERC par le porteur de projet

Rappel art D 112-1-19 du Code Rural :

« L'étude préalable comprend :

4° Les mesures envisagées et retenues pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet. L'étude établit que ces mesures ont été correctement étudiées. Elle indique, le cas échéant, les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été retenues ou sont jugées insuffisantes. L'étude tient compte des bénéfices, pour l'économie agricole du territoire concerné, qui pourront résulter des procédures d'aménagement foncier».

Les mesures prises pour éviter, réduire ou compenser, visent tout dispositif, action ou organisation, dont l'objectif est de supprimer/éviter, réduire ou compenser un effet négatif du projet sur l'environnement. Les **mesures d'évitement** s'inscrivent dans le cadre de l'étude des différents fuseaux possibles pour le projet avec la recherche du tracé permettant d'éviter au maximum les impacts. Les **mesures de réduction** interviennent dès lors qu'un effet négatif ne peut être évité. Elles visent à atténuer et réduire ces effets négatifs. Les impacts du projet n'ayant pas pu être évités et totalement réduits, des **mesures compensatoires** seront mises en œuvre. Les effets présentés dans la présente étude concernant les emprises définitives du projet (L'étude d'impact agricole réalisée à l'automne 2014 et actualisée en 2015 a analysé l'impact des emprises définitives et temporaires du projet autoroutier sur l'agriculture).

4.1. Mesures d'évitement

Lors des réflexions en vue de l'amélioration de la liaison entre Castres et Toulouse, ont été envisagées, dans le cadre d'une étude multimodale, des **alternatives présentant moins d'impacts** que la réalisation d'une voie nouvelle autoroutière, notamment en terme de consommation foncière :

- Amélioration de la desserte ferroviaire ;
- Aménagement sur place de la RN 126, par un élargissement à 2x2 voies.

Aucune de ces deux solutions n'a été retenue, elles ne permettaient pas de répondre aux objectifs recherchés par le projet.

Le **renforcement de l'offre ferroviaire** n'aurait pas répondu en terme de zone de chalandise (itinéraire de la ligne ferroviaire différent de l'itinéraire routier) et d'acheminement du fret ferroviaire (agglomération de Castres trop à l'écart des grands axes de fret).

La comparaison des avantages et inconvénients des options "**aménagement sur place**" et "tracé neuf", a montré qu'aucune d'entre elles n'était idéale.

En conséquence, la solution de tracé neuf a été retenue comme présentant le compromis le plus adapté au contexte actuel :

- Elle assure une meilleure performance de l'infrastructure (possibilité de vitesse de référence à 130 km/h).
- La création d'un tracé neuf n'exclut pas les possibilités, dans certains secteurs, d'aménagements sur place de la route existante, ni les possibilités de jumelage entre la future autoroute et l'infrastructure existante, afin de limiter, autant que possible, l'impact sur les territoires traversés.
- La réutilisation des déviations de Soual ou de Puylaurens est également assurée avec cette option.

La démarche d'évitement a été engagée dès 2007, préalablement à la doctrine ERC du 6 mars 2012, notamment depuis les premières phases de concertation du projet mais également par la recherche d'un tracé de moindre effet environnemental, tout en restant compatible avec les contraintes techniques et financières.

Les mesures d'évitement ont été mises en place jusqu'à la définition du tracé présenté au dossier d'enquête publique, ainsi que des aménagements de conception (ouvrages de transparence, rétablissements...). Les étapes d'études ont été réalisées en réduisant progressivement l'échelle d'analyse et en recherchant un tracé de moindre impact tout en restant compatible avec les contraintes techniques et financières (grande aire d'étude à des corridors, corridors à des fuseaux, tracé de référence et bande soumise à l'enquête publique).

Lors de la définition des emprises foncières, qui interviendra au stade d'études ultérieures menées par le futur concessionnaire, un soin particulier sera apporté pour ne pas créer de délaisés difficilement exploitables pour l'agriculture.

Les différentes étapes d'étude du projet ont permis au maître d'ouvrage de **choisir un fuseau** dans un premier temps et un **tracé de référence** dans un deuxième temps dont les caractéristiques permettaient de **réduire les impacts négatifs** sur l'environnement, l'agriculture et le cadre de vie. (Le détail des différentes étapes qui ont conduit au choix du tracé est détaillé dans la pièce E4 de l'étude d'impact).

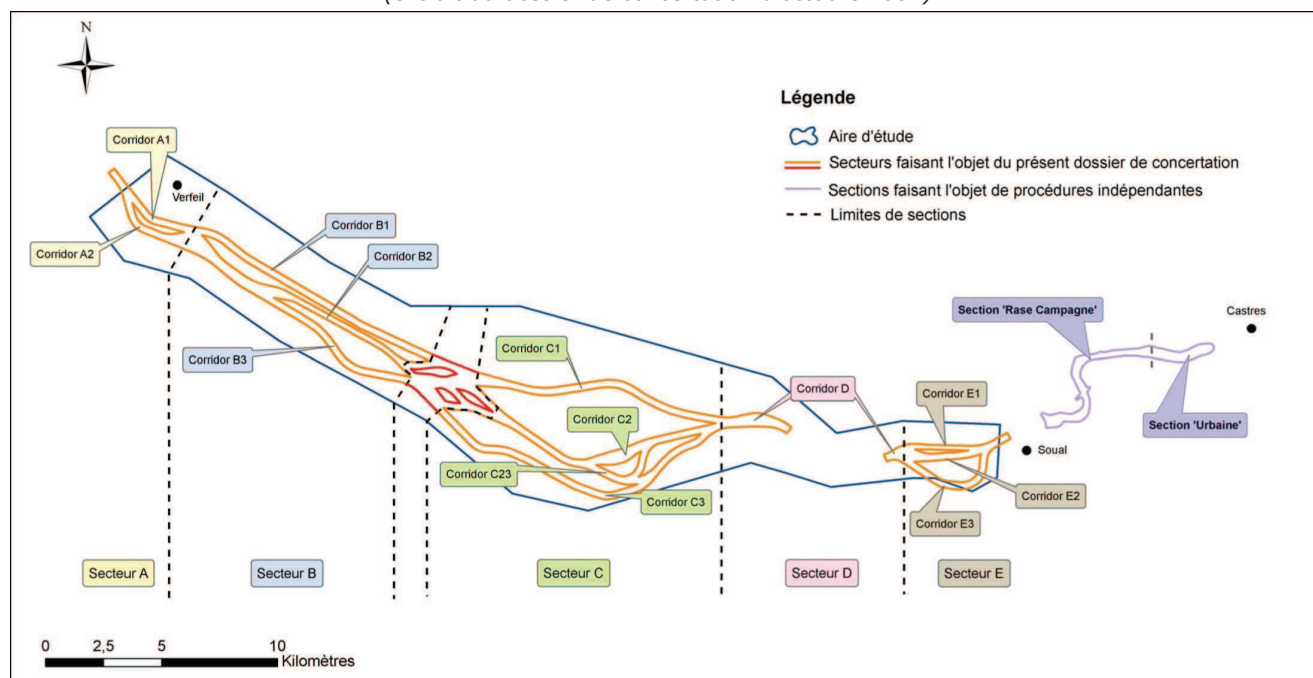
a) Choix des fuseaux

Lors des phases concertation, entre 2007 et 2011, différents corridors ont été présentés dans le but de déterminer le corridor présentant le meilleur compromis.

Chaque corridor a été analysé et comparé du point de vue de leur insertion environnementale (évitement des espaces sensibles comme le bâti, les milieux naturels préservés, les éléments du patrimoine, les intérêts agricoles...) et des contraintes techniques (ouvrages pour ne pas aggraver les inondations, gestion des matériaux, coûts associés...).

Présentation des corridors et des zones de connexion

(extrait du dossier de concertation d'octobre 2007)

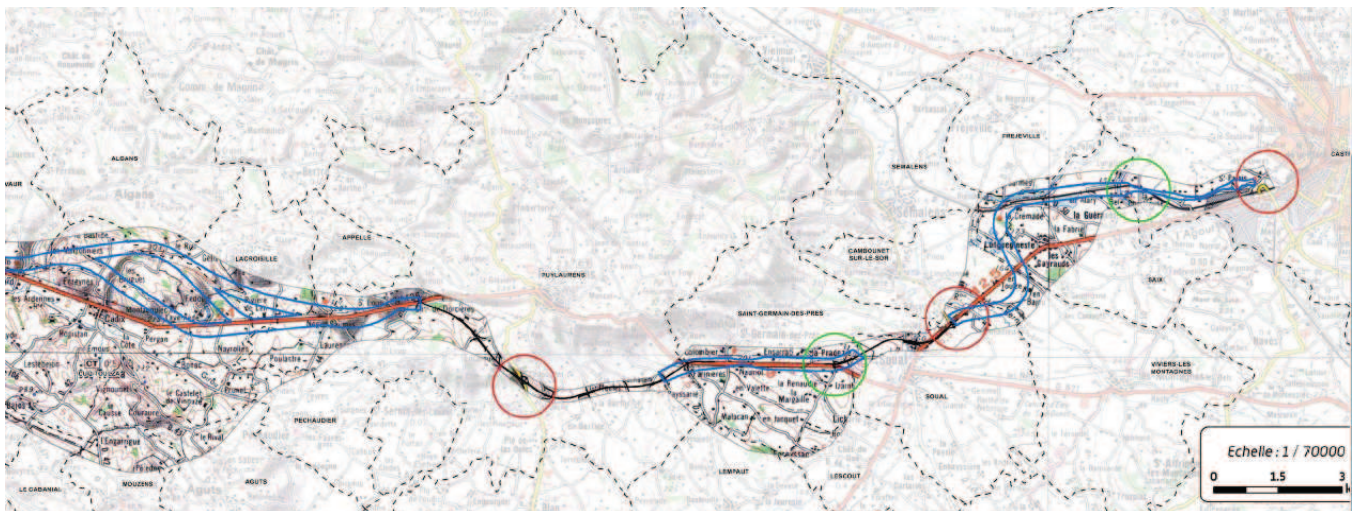
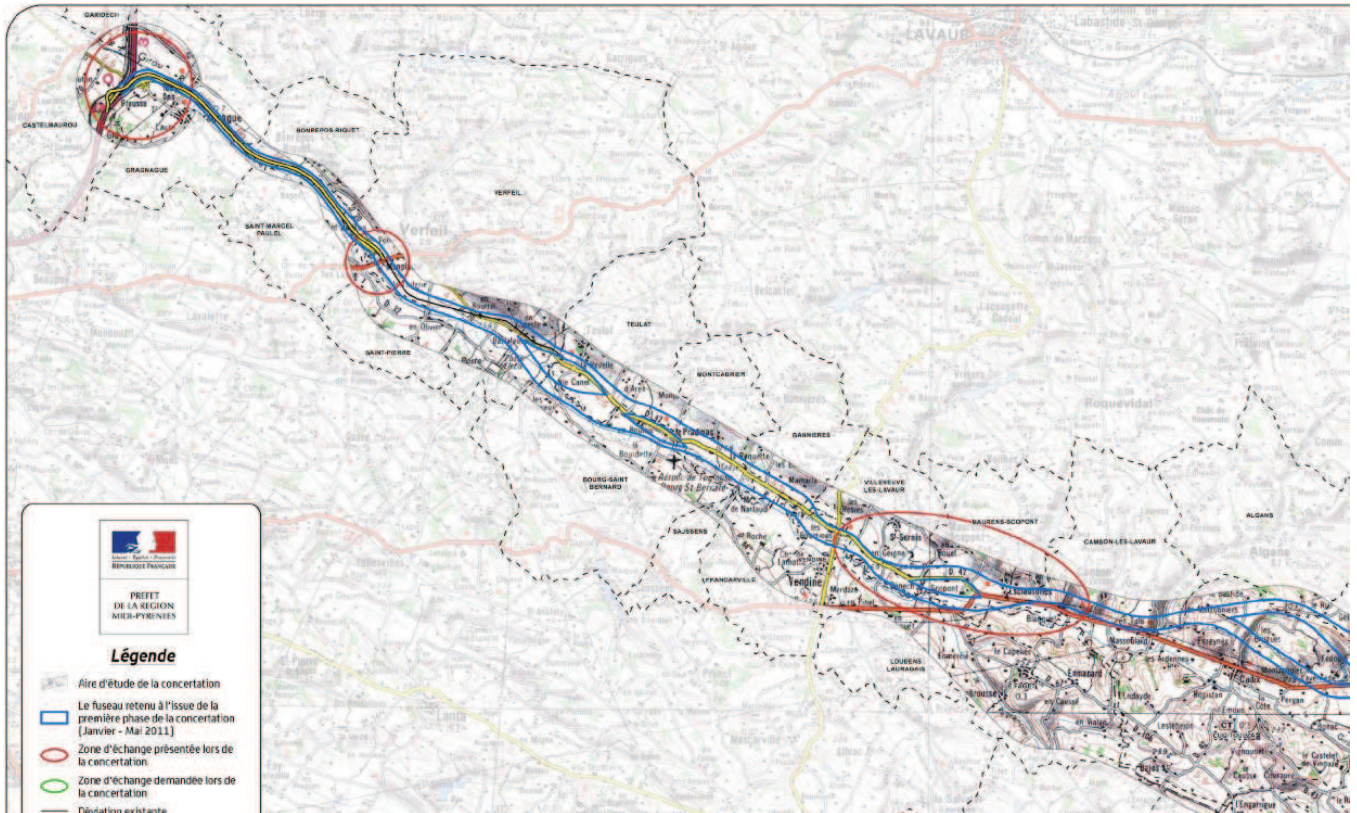


Le fuseau retenu au terme de cette phase de concertation a été entériné après réunion du comité de pilotage le 26 mai 2011, par le préfet de la région Midi-Pyrénées.

Extrait décision du Préfet de Région sur le choix du fuseau d'étude retenu (cf. annexe 3)

"Le fuseau d'études consiste en une bande d'une largeur de 300 m au sein de laquelle seront menées les études détaillées pour la définition d'un tracé de référence et des mesures d'accompagnement de l'infrastructure. Sur certains secteurs, l'absence de consensus à l'issue de la concertation me conduit à retenir un fuseau élargi qui tient compte des contraintes identifiées lors de la concertation"

Fuseau retenu à l'issue de la concertation janvier-mai 2011



Parallèlement à la réalisation des études approfondies au sein du fuseau retenu, une nouvelle phase de concertation s'est engagée en deux temps :

- en novembre et décembre 2011, sur les échangeurs et l'itinéraire de substitution ; à la demande des élus locaux, le préfet a en effet engagé une étude globale sur les points d'échange (nombre et positionnement des échangeurs) et l'itinéraire de substitution ;
- au 1er trimestre 2012, sur les variantes de tracé et les mesures d'insertion.

b) Choix de la bande de DUP et du tracé de référence

Au terme de la concertation sur les tracés et à la suite d'un comité de pilotage, le Préfet de Région a arrêté le 31 juillet 2014 le tracé de référence.

Sur cette base, le maître d'ouvrage a poursuivi les études, permettant de préciser les mesures de réduction et les principes de mesures de compensation pour limiter ou corriger les impacts de l'infrastructure. Le secteur d'implantation de l'aire de repos de Cambon-lès-Lavaur a également fait l'objet de plusieurs variantes.

Les analyses des enjeux du territoire au cours des études préalables au dossier d'enquête publique (études d'Avant-Projet Sommaire, dossier de débat public, dossier de concertation, ateliers du groupe de travail Aménagement du territoire - Agriculture) ont permis d'appréhender de façon de plus en plus détaillée les enjeux relatifs au foncier et à la présence d'exploitation ou de bâtiments agricoles. Le projet s'inscrit ainsi au plus près de la route existante, évitant ainsi de créer des délais trop importants.

La conception du projet permettra également de garantir :

- le rétablissement des réseaux d'irrigation et de drainage, y compris pendant les travaux ;
- le rétablissement des voies communales et des chemins agricoles avec aménagement de passages permettant le cheminement et le transfert des animaux et des engins agricoles ; ainsi, la surface hors emprise perdant la vocation agricole par manque d'accès sera nettement atténuée.

Sur la base du projet soumis à enquête publique, cette surface passerait de 1 386 ha à 858 ha, soit une baisse de 38%.

Ces études détaillées ont conduit ponctuellement à des adaptations du tracé neuf de référence. Ce tracé a alors permis de définir la bande de DUP soumise à enquête publique, d'une largeur de 300 mètres, pouvant être localement réduite à 50-60 mètres en secteurs contraints.

4.2. Mesures de réduction

Le maître d'ouvrage s'est engagé à réduire les effets négatifs directs du projet sur le fonctionnement des exploitations agricoles qui ont été recensés dans les études agricoles. Ces mesures de réductions ont été inscrites dans l'étude d'impact du dossier soumis à enquête publique (pièce E5).



Mesures sur les déplacements des engins agricoles et animaux

Afin de limiter la surface agricole perdue en dehors de l'emprise car devenue inaccessible, il est nécessaire de rétablir les dessertes routières permettant d'accéder aux bâtiments agricoles et/ou aux parcelles résiduelles après coupure par l'autoroute et/ou aux parcelles dont la desserte est coupée par l'infrastructure.

L'analyse des besoins en **rétablissements agricoles** a été conduite dans l'**hypothèse de la non-mise en place d'un aménagement foncier**. Au stade des études (avant aménagement foncier), les aménagements spécifiques ci-après sont prévus :

- 27 rétablissements routiers et agricoles,
- 4 passages mixtes : faune et chemins agricoles carrossables,
- 5 passages mixtes : agricoles et grande faune,
- 1 passage agricole spécifique.

Des voies latérales seront créées au Nord et au Sud de l'autoroute pour assurer la desserte et/ou le désenclavement des parcelles agricoles ou lieux dits habités.

Les rétablissements doivent permettre la circulation des engins agricoles, même les plus importants comme les moissonneuses batteuses, chargement de balles de paille, pulvérisateur...

Dimensionnement :

- largeur : minimum 4 m,
- hauteur (sur toute la largeur du passage inférieur), équivalente à celle réglementée sur autoroute. Ainsi, pour un gabarit de 4,50 m, la hauteur de l'ouvrage doit être au minimum de 4,85 m.

Le projet autoroutier traversant des parcelles pâturées, il est nécessaire de prévoir plusieurs rétablissements permettant aux animaux de circuler de part et d'autre de l'infrastructure.

Sur les **secteurs avec aménagement foncier**, la restructuration du parcellaire permettra de **limiter le nombre de rétablissements agricoles**, eux aussi consommateurs de foncier agricole.

Mesures sur la perte de surfaces drainées et irrigables

Afin de restituer des parcelles ayant les mêmes potentialités agronomiques qu'initialement, l'ensemble des **équipements d'irrigation** endommagés (station de pompage, conduite enterrée, pivot d'irrigation) est à rétablir.

Des mesures seront mises en place pour **garantir le volume d'eau des lacs collinaires** destinés à l'irrigation et dont les bassins versants seront perturbés par le projet. En cas d'impossibilité l'agriculteur sera indemnisé.

L'**accès au réseau d'irrigation, pendant la phase travaux**, devra également être maintenu au maximum par le biais de réseau provisoire si nécessaire.

Les **équipements de drainage** endommagés seront rétablis afin de restituer aux parcelles les mêmes potentialités agronomiques qu'initialement.

Mesures sur la perte de surfaces de production en « Agriculture Biologique »

Le maître d'ouvrage s'est engagé à **attribuer en priorité** aux exploitants concernés des **surfaces équivalentes** ayant fait l'objet de certification conformément à l'article L.123-4 du Code Rural et de la pêche maritime qui prévoit que : « (...) Tout propriétaire de parcelles ayant fait l'objet d'une certification en agriculture biologique conformément aux articles 27 et 28 du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91 ou en cours de conversion depuis au moins un an est prioritaire pour l'attribution nouvelle d'une superficie équivalente de terrains ayant fait l'objet d'une même certification (...) ».

Par ailleurs, en application des articles L.123-4 et D.123-8-2 du Code Rural et de la pêche maritime, il appartient au maître d'ouvrage des opérations d'aménagement foncier agricole et forestier de fixer les conditions de paiement d'une soulte en espèces dont le but est de compenser financièrement les conséquences de l'attribution d'un solde non équilibré de surfaces agricoles certifiées en culture biologique.

Mesures sur la perte de surfaces épandables

Afin de maintenir les surfaces d'épandage aux exploitations soumises au régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), le maître d'ouvrage s'engage à prendre en charge la **révision des plans d'épandage** des exploitations concernées.

Mesures sur les aménagements existants sur les parcelles

Le maître d'ouvrage prévoit :

- Le rétablissement de **clôtures** endommagées : il s'agit d'équiper les parcelles résiduelles de dispositifs de clôture ou de restituer, en cas d'aménagement foncier, des parcelles clôturées.
- Le rétablissement des **points d'eau** endommagés tels que puits et points d'abreuvement pour les animaux.
- La reconstitution des **linéaires de haies** endommagées, en adéquation avec les aménagements paysagers, les mesures prises en faveur du milieu naturel et les contraintes de l'aménagement foncier.

Les différentes étapes d'études et de conception du projet ont permis au maître d'ouvrage d'opérer des choix réduisant l'emprise de l'ouvrage sur les espaces agricoles. Le projet qui en résulte représente une suppression définitive de surface agricole (316 ha sur la base du projet soumis à l'enquête publique). Cette perte conséquente de foncier impacte l'économie agricole et justifie la mise en œuvre de mesures de compensation collective.

4.3. Mesures de compensation individuelle, sous forme d'indemnisations

Comme le prévoit le code rural, le maître d'ouvrage s'engage à établir des **protocoles d'accords d'indemnisations** entre les Chambres d'agriculture du Tarn et de la Haute-Garonne et le maître d'ouvrage, en lien avec France Domaine.

Ces protocoles permettront de définir les conditions d'indemnisations des propriétaires et exploitants touchés par le projet, ils prévoient :

- La **réparation du préjudice patrimonial** pour le propriétaire : l'indemnisation est basée sur la valeur vénale (fixée annuellement par arrêté du Ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la Forêt).
- La **réparation du préjudice professionnel** pour l'exploitant qui comprend le préjudice matériel, certain et actuel : l'indemnité dite d'éviction est basée sur la marge brute de l'exploitation multipliée par un nombre d'année (3 à 5 ans généralement) correspondant à l'évaluation du temps nécessaire pour retrouver du foncier.

4.4. Bénéfices des procédures d'aménagement foncier

L'aménagement foncier agricole et forestier (AFAF), ancien remembrement, est destiné à réduire les conséquences de la réalisation d'un ouvrage public (infrastructure linéaire, barrage, aéroports, ...) sur l'organisation et la structuration des exploitations agricoles ou forestières. Il doit permettre d'améliorer les conditions d'exploitations des propriétés agricoles et forestières.

Cette mesure réduit l'ampleur de certaines mesures compensatoires comme les rétablissements agricoles ou les accès aux parcelles et permet, en restructurant le parcellaire agricole, de maintenir la vocation agricole des surfaces résiduelles et d'améliorer la compétitivité des exploitations.

En mars 2016, la DREAL Occitanie a saisi les Conseils Départementaux du Tarn et de la Haute-Garonne qui sont les structures responsables de l'organisation et la mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier.

Les conseils départementaux conduisent une **étude foncière préalable** visant à éclairer les choix des Commissions Départementales d'Aménagement Foncier (CDAF) pour identifier les communes où l'aménagement foncier doit intervenir et éclairer sur la constitution des commissions. Les CDAF seront réunies à la suite du rendu de l'étude (le 24/11/17 pour le Tarn).

Aucune décision n'étant prise au moment de la réalisation de l'étude préalable (réalisation ou non d'un aménagement foncier, périmètre, avec ou sans inclusion d'emprise, travaux connexes...), il est difficile d'identifier précisément les bénéfices de ce type d'opération pour l'économie agricole.

Dans l'hypothèse de mise en œuvre de cette procédure, il est certain que la surface hors emprise perdant la vocation agricole sera nettement atténuée.

Sur la base du projet soumis à enquête publique, cette surface passerait de 858 ha à 316 ha, soit une baisse de 63%.

5. Proposition de mesures de compensation collective et modalités de mise en œuvre

Rappel art D 112-1-19 du Code Rural :

« L'étude préalable comprend :

5° Le cas échéant, les mesures de compensation collective envisagées pour consolider l'économie agricole du territoire concerné, l'évaluation de leur coût et les modalités de leur mise en œuvre. »

Ces **mesures, distinctes des mesures compensatoires écologiques et des mesures d'indemnisation individuelle** (cf. chapitre 4.3. Mesures de compensation individuelle, sous forme d'indemnisations) établies pour réparer le préjudice individuel subi, prévoient de compenser collectivement la perte de valeur économique générée par l'agriculture sur le territoire en finançant des actions permettant de retrouver, non pas la surface antérieure, mais le potentiel économique agricole.

5.1. Pistes de réflexion

« Comment consolider l'économie agricole du territoire ? », telle a été la question posée au groupe d'agriculteurs locaux, conseillers des Chambres d'Agriculture et partenaires.

Trois axes ont été identifiés :

- Augmenter les volumes produits
- Vendre à un meilleur prix
- Diminuer les charges

A ce jour, des projets collectifs bien avancés répondant à cette thématique n'ont pas été recensés sur le territoire. Néanmoins, les personnes contactées ont relevé des besoins pouvant correspondre à des mesures de compensation collective. Des partenariats avec les collectivités locales (CC Sor Agout, CC Pays d'Agout Lautrécois, CC Tarn Agout, PETR Cocagne...) du territoire sont engagés et portent sur certaines des actions présentées ci-après.

a) Sécuriser l'accès à l'eau

Dans l'optique de sécuriser les volumes produits tant en production céréalière que fourragère, d'accéder à des cultures à plus forte valeur ajoutée (semences, légumes...) ou de maintenir un niveau de charge « acceptable » pour les irrigants, les actions portent sur :

- la création de **projets collectifs de ressource en eau**

A titre d'exemple : plusieurs irrigants sur le bassin versant du Bernazobre, régulièrement en restriction d'irrigation l'été, ont pour projet la création d'un plan d'eau stockant l'eau en période hivernale.

- la **modernisation des structures collectives d'irrigation** existantes telles que les Associations Syndicales Autorisées. Investir dans des équipements plus performants permettra de réaliser des économies d'eau et d'énergie.

A titre d'exemples :

- *l'acquisition de pompes adaptées aux volumes nécessaires aux productions nécessitant de petits débits (maraîchage, cultures ayant recours à l'irrigation en dehors de la saison estivale)*
- *l'ASA du Lauragais Tarnais est alimentée actuellement à partir de 3 pompes situées sur chacun des lacs. Un des projets de l'ASA est de passer de 3 à 2 pompes plus performantes induisant une connexion entre les lacs distants d'environ 5 km.*

b) Développer des productions spécialisées

Les cultures spécialisées recouvrent des cultures comme le maraîchage, les légumes, les semences, ... qui ont un potentiel de plus forte valeur ajoutée. Dans cette partie est incluse la production en agrobiologie.

| Productions | Les besoins exprimés portent sur des investissements collectifs sur : |
|--|--|
| Production de semences | <ul style="list-style-type: none">des équipements spécifiques liés à la production : semoir de précision, pulvérisateur de précision, sonde météo pour faire tourner les modèles maladie et mieux cibler les traitements, andainage pour la récoltedes unités de traitement des graines : pré-triage, décortilage, séchage, stockage, mise au froid |
| Ail | <ul style="list-style-type: none">des bâtiments de stockage en chambre froide, afin d'améliorer la conservation de l'aildes unités de transformation des écarts d'ail (ail non commercialisé car ne correspondant pas au standard : tête d'ail avec bulbes manquants, petit calibre, ...) |
| Légumes de plein champs | <ul style="list-style-type: none">des unités de stockage et de conditionnementplusieurs projets de légumerie (outil de transformation de légumes) apparaissent ; des perspectives de développement de légumes de plein champ sont à envisager chez les céréaliers |
| Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales | <ul style="list-style-type: none">des équipements spécifiques liés à la production : plantation, récolte,des outils de première transformation : séchage, battage, triage |
| Agriculture Biologique | <ul style="list-style-type: none">la constitution de CUMA avec du matériel utilisé spécifiquement en Agriculture Biologiquedes unités de traitement des graines : triage, décortilage, séchage, stockage, mise au froiddes unités de transformation des graines : farine, huile, ensachage lentilles, ... |

c) S'approvisionner localement



Tant en alimentation humaine

La demande des consommateurs en produits locaux et/ou les politiques d'économie circulaire sont des opportunités pour les producteurs souhaitant transformer et commercialiser tout ou partie de sa production. Ces activités sont un moyen de capter davantage de valeur ajoutée sur les exploitations.

Les projets identifiés portent sur :

- la modernisation et l'adaptation des **outils collectifs de transformation** et de **conditionnement** aux besoins du marché
- le développement des **circuits de proximité** : espace de commercialisation, plate-forme logistique, signalétique

A titre d'exemple :

- Vitrine des productions locales et des produits locaux (avec CC Tarn Agout)*
- Magasin de vente de produits locaux (CC Pays d'Agout Lautrécois)*
- Magasin type « drive »*
- Développement de la plate-forme logistique « Produit sur son 31 »*



Qu'en alimentation animale

Des producteurs souhaitent également pouvoir fournir les éleveurs en protéines issues de cultures locales. L'action en cours de réflexion consiste à investir dans des **outils de transformation de légumineuses** (pois, féverole, soja) à destination de l'alimentation animale locale.

d) Améliorer les techniques et moyens de production

Dans le cadre de la recherche de l'amélioration de la valeur ajoutée sur le territoire, une des pistes est, par l'amélioration des techniques et moyens de productions, de pouvoir produire plus ou de réduire les charges.

Les agriculteurs souhaitent bénéficier des **évolutions technologiques** pour adapter leurs pratiques aux préoccupations sociétales et accroître leur compétitivité : conseil technique, outils-logiciels, matériel agricole.

A titre d'exemple :

- *Utilisation de l'agriculture de précision pour piloter la fertilisation (ingénierie, outils de modulation par images satellites, drones, ...)*
- *Projets de stockage collectifs de grains (type CUMA de stockage) ; avec la diversification des cultures céréalières (petit épeautre, lin...) et l'essor de l'agriculture biologique, il est parfois nécessaire de transporter le grain sur de longues distances pour qu'il soit stocké. Ce type de projets permettrait un gain de temps et d'énergie.*
- *Amélioration de la voirie pour que les agriculteurs, mais aussi collecteurs, transformateurs... continuent à avoir un accès aisé aux exploitations et donc que ces dernières maintiennent voire gagnent en compétitivité.*

La restructuration du parcellaire via un **aménagement foncier** est un des moyens pour améliorer les conditions de production. Une telle mesure impliquant des exploitants non impactés directement par les emprises du tracé peut être considéré comme mesure de compensation collective. Ainsi si une procédure AFAP était menée, celle-ci serait considérée à la fois comme mesure de réduction des impacts du projet auprès des agriculteurs directement impactés par le tracé autoroutier (i.e. ayant des parcelles traversées par l'infrastructure) et mesure de compensation collective auprès des autres agriculteurs concernés par l'aménagement.

e) Structurer des projets collectifs

Passer de la piste de réflexion à la concrétisation des projets à caractère collectif nécessite du temps d'un animateur dont la mission sera de **créer des dynamiques de groupes** d'agriculteurs et assurer **l'ingénierie de projets**.

Au titre de la compensation collective, le financement du coût d'un animateur est à prévoir le temps de faire émerger et structurer les projets contribuant à reconstituer de la richesse sur le territoire.

A titre d'exemple :

- *les Chambres d'Agriculture de Haute-Garonne et du Tarn disposent des compétences pour faire émerger des besoins, accompagner les groupes d'agriculteurs dans la réalisation de leurs projets. Des conseillers animateurs de territoire travaillent avec des groupes d'agriculteurs locaux (Comités de développement du Lauragais tarnais, Groupes de Développement Agricole en Haute-Garonne). D'autres conseillers spécialisés (circuits courts, gestion de l'eau, agriculture biologique, énergie, ...) appuient les agriculteurs dans la définition des objectifs communs, la création de structure juridique, les modalités de réalisation du projet collectif.*
La prise en charge financière du temps d'agents de la Chambre d'Agriculture serait un véritable levier pour faciliter l'émergence et accélérer la mise en œuvre de projets collectifs au titre de la compensation collective agricole.

5.2. Fonds de compensation collective

Compte tenu de l'impact du projet sur l'économie agricole, il est proposé de constituer un fonds de compensation destiné à financer les projets collectifs. Le chiffrage de ce fonds est estimé à partir du montant à investir pour régénérer la production agricole.

a) Estimation de l'investissement nécessaire pour la reconstitution du potentiel économique agricole

Point méthodo

=> source utilisée : RICA, source issue de la statistique agricole publique
=> données utilisées : moyenne triennale (2013/2014/2015) du ratio suivant, à l'échelle régionale Midi-Pyrénées
$$\frac{\text{Valeur de la production agricole (produits animaux et végétaux + produit des services (travaux à façon, agrotourisme...))}}{\text{Valeur des Investissements (acquisition - cessions d'immobilisations)}}$$

D'après les données du RICA, en Midi-Pyrénées, investir 1 € dans la production agricole permet de générer 5,32 € de produits agricoles.

Ainsi, pour régénérer l'économie agricole, l'investissement nécessaire sera de :

$37\,530 \text{ €} / 5,32 = \mathbf{7\,054 \text{ € par hectare agricole prélevé, soit } 0,71 \text{ €/m}^2 \text{ agricole prélevé.}}$

b) Montant du fonds

Au moment de la réalisation de la présente étude, la surface agricole définitivement perdue est estimée à 316 ha correspondant aux espaces agricoles situés dans l'emprise définitive du projet soumis à l'enquête publique.

Le montant de l'investissement nécessaire pour reconstituer la valeur représentée par la perte des 316 ha serait de 2 229 201 €. Ce montant constitue un chiffrage provisoire.

Les surfaces définitivement prélevées seront connues, à l'issue des étapes suivantes :

- Etudes sur la mise en place des procédures d'aménagement foncier.
- Etudes de projet détaillées qui seront menées par le futur concessionnaire :
 - qui permettront de fixer le positionnement définitif de la voie et de définir les emprises définitives (des adaptations du tracé sont possibles dans le périmètre de la bande de DUP)
 - qui seront réalisées au titre de la police de l'eau et de la protection des milieux naturels (lien avec les mesures de compensation écologique).

Sur la base des hypothèses ci-dessous, le montant du fonds est estimé autour de 2,3 millions d'euros.

| Calcul du fonds de compensation collective | Hypothèse | Montant de la compensation (€) |
|--|-----------|--|
| Surfaces agricoles prélevées | | |
| Emprises définitives du projet (base enquête publique 2017) | 316 ha | 2 229 201 |
| Traitement des réserves de la commission d'enquête : échangeur dans la région de Maurens Scopont | 9 ha | 63 490 |
| Total | | ~ 2,3 millions d'€ à actualiser à la suite des études de projet et de la procédure d'aménagement foncier |

c) Propositions de modalités de mise en œuvre

Conventionnement tripartite pour gérer le fonds

Il est proposé un conventionnement tripartite entre le futur maître d'ouvrage, l'Etat et les Chambres d'Agriculture (Tarn et Haute-Garonne) afin de gérer ce fonds de compensation collective.

La convention définira :

- **La structure porteuse du fonds**

Le portage du fonds pourrait se faire par le maître d'ouvrage lui même, une Chambre d'Agriculture ou une structure juridique autonome (type association ou Groupement d'Intérêt Public ou Groupement d'Utilisation de Fonds Agricole). Dans ce dernier cas, il sera nécessaire de s'interroger sur l'objet social, l'origine des fonds, la gouvernance, la composition de la structure, la responsabilité des membres, le régime fiscal.

- **Son montant**

L'étude aboutit à un montant de l'ordre de 2,3 millions d'euros qu'il conviendra de réévaluer en fonction des surfaces qui seront réellement prélevées, de l'impact de la compensation écologique et des mesures de réductions qui seront mises en œuvre, notamment l'aménagement foncier.

Des frais de gestion du fonds sont à prévoir à hauteur de ~5% du montant du fonds ; ils seront à prendre en charge par le maître d'ouvrage.

- **La durée de vie du fonds**

Il s'agira de définir ce qu'advindra l'enveloppe non consommée au bout d'une dizaine d'années.

- **Le périmètre d'intervention du fonds**

L'étude agricole préalable a délimité le territoire concerné par le projet regroupant 148 communes. Le projet ayant un impact sur l'économie agricole de ce territoire, celui-ci sera le périmètre prioritaire d'intervention du fonds sans toutefois s'interdire de financer de manière ponctuelle des projets qui présentent un intérêt particulier en dehors de ce périmètre.

- **Les modalités de mise en œuvre**

Création d'un comité de pilotage

La création d'un comité de pilotage associera en plus des signataires de la convention tripartite, des partenaires locaux (structures agricoles, intercommunalités, ...).

Le rôle de ce comité sera de définir :

- le cadre des projets éligibles : actions et candidats éligibles
- les modalités de soutien financier : taux d'aide, plafond
- la méthodologie de dépôt, de sélection des projets et de libération des fonds

Le comité de pilotage assurera le suivi du fonds et des mesures collectives mises en place.



6. Traitement des réserves de la commission d'enquête

Comme précisé à l'article 2.3 de la convention d'étude passée entre la DREAL et les chambres d'agriculture, l'étude doit examiner deux hypothèses alternatives au projet porté à l'enquête publique.


6.1. Aménagement de la traversée de la commune de Verfeil

Des études techniques sont menées pour analyser 3 options à la solution présentée au dossier d'enquête.


Solution présentée au dossier d'enquête



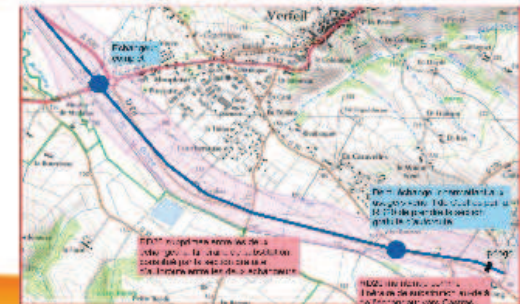
Option 1 : décaler l'échangeur sous maîtrise d'ouvrage ASF et la section courante de l'autoroute



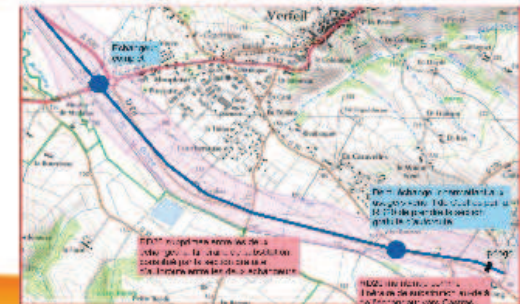
Options 2 et 3 : Intégrer la déviation actuelle RD 20 au tracé de l'autoroute



Option 2 : avec construction d'un itinéraire de substitution en parallèle



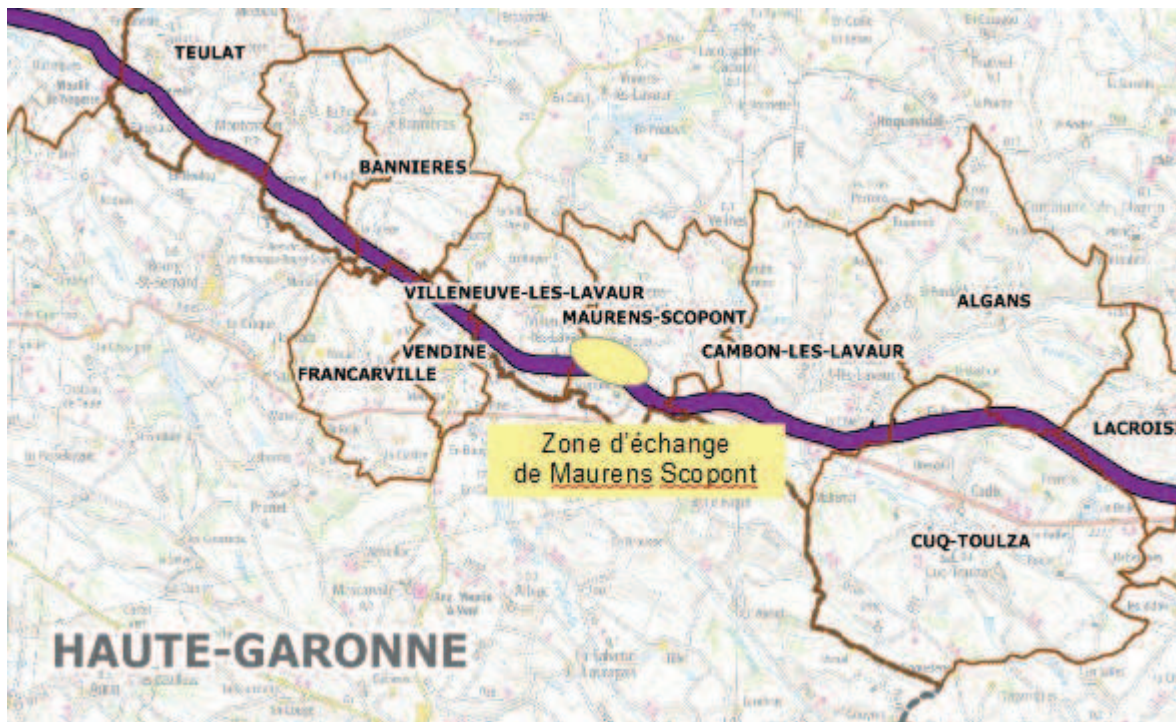
Option 3 : avec construction d'un demi échangeur



Ces études sont toujours en cours. L'incidence sur l'économie agricole n'a pas pu être analysée. Toutefois, si l'option retenue conduisait à réduire l'artificialisation de surfaces agricoles, l'impact positif du projet sur l'agriculture serait accentué.

6.2. Zone d'échange de Maurens Scopont

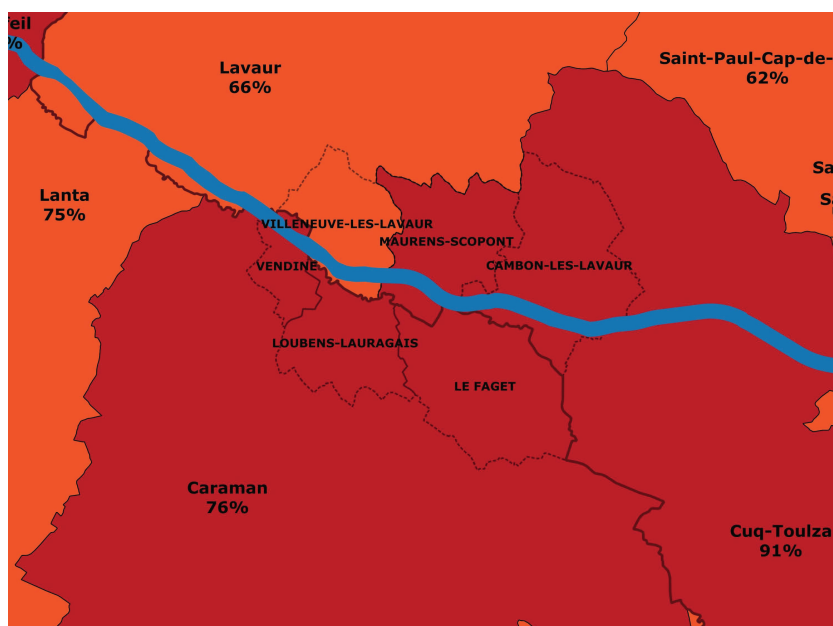
En ce qui concerne l'hypothèse liée à la réserve 2 de la commission d'enquête (échangeur dans la région de Maurens-Scopont, Cambon les Lavaur, Vendine), le prestataire en charge des études visant à traiter les réserves a estimé la consommation foncière supplémentaire liée au diffuseur qui permettrait de lever la réserve 2. Cette surface supplémentaire serait d'environ 11ha.



La carte ci-contre présente le pourcentage de surface agricole par canton. Le taux moyen sur les deux cantons principalement concernés est de 82%.

Au vu des caractéristiques générales du secteur concerné par cet échangeur, on peut considérer que 82% de la superficie sont dédiés à l'activité agricole.

Ainsi, la **surface agricole prélevée** est estimée à $11\text{ha} \times 82\% = 9\text{ ha}$.



Conclusion

L'achèvement de la mise à 2 fois 2 voies de la liaison Castres-Toulouse par mise en concession autoroutière a pour objectif d'améliorer les déplacements et l'attractivité du Sud du Tarn. Ce projet, correspondant à la liaison des 62 km entre la métropole et la sous-préfecture tarnaise, doit permettre un gain de temps estimé à 35 mn et le développement économique du bassin d'emploi Castres-Mazamet.

Fin 2014, les Chambres d'Agriculture du Tarn et de la Haute-Garonne ont analysé l'impact du tracé de référence sur chacune des exploitations concernées par les emprises du projet et proposé des mesures de compensations individuelles. Les données de l'étude ont servi à l'élaboration du volet agricole de l'étude d'impact du dossier d'enquête publique. L'État s'est engagé dans le dossier d'enquête publique a réalisé la présente étude même si le projet n'y est pas réglementairement soumis. Cette étude a pour objet d'identifier l'impact du projet sur l'économie agricole en allant au-delà de l'acte de production, en intégrant les filières amont et aval, et de proposer, si nécessaire, des mesures de compensation collective.

L'analyse conduite dans la cadre de l'étude met en évidence les effets positifs du projet d'autoroute pour l'économie agricole (amélioration des conditions de transport, renforcement de l'attractivité du territoire, levier en termes de communication pour la commercialisation). Néanmoins, en prélevant définitivement du foncier agricole, le projet réduit le potentiel économique agricole du territoire concerné par le projet. La zone où la sphère agricole est impactée par le projet est composée de 148 communes. Elle rayonne autour de Verfeil, Lavaur, Lautrec, Castres, Revel et Caraman.

Au vu de l'impact du projet sur l'économie agricole, il sera nécessaire de mettre en oeuvre des mesures de compensation collective. Ces mesures sont indépendantes de la réparation du préjudice individuel. Le préjudice individuel est réparé par le paiement aux individus impactés d'une indemnité d'expropriation qui comprend la réparation du préjudice patrimonial dû au propriétaire et la réparation du préjudice professionnel dû à l'exploitant. Il est proposé de créer un fonds de compensation destiné à financer des projets collectifs permettant de recréer de la valeur ajoutée sur le territoire autour des axes suivants : la sécurisation de l'accès à l'eau, le développement des productions spécialisées et de filières de proximité, l'amélioration des techniques et moyens de production. Le montant à investir pour régénérer de la production agricole est estimé à 7 000 € par hectare prélevé (soit 0,71 € le m²).

Le chiffrage de l'impact sur l'économie agricole et par conséquent le montant du fonds feront l'objet d'une actualisation sur la base des emprises définitives du tracé et des modalités de mise en oeuvre des mesures de compensation écologique qui seront définis par le futur concessionnaire dans le cadre des études détaillées de projet, et en tenant compte de l'aménagement foncier.

Cette étude permet d'éclairer le maître d'ouvrage sur les éléments à intégrer dans le dossier des engagements de l'Etat dont le contenu a vocation à alimenter le cahier des charges de l'appel d'offre de concession.

Annexes

Annexe 1

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER, EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Décision du 25 juin 2010 consécutive au débat public sur le projet d'achèvement de la mise à 2 x 2 voies de la liaison Castres–Toulouse par mise en concession autoroutière

NOR : *DEV1015591S*

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 121-1 à L. 121-15 et R. 121-1 à R. 121-16 ;

Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

Vu la décision du 4 février 2009 de la Commission nationale du débat public d'organiser un débat public sur le projet d'achèvement de la mise à 2 x 2 voies de la liaison Castres–Toulouse par mise en concession autoroutière ;

Vu le bilan dressé par le président de la Commission nationale du débat public ainsi que le compte rendu établi par la présidente de la commission particulière du débat public, publiés le 26 mars 2010 ;

Considérant :

- que le projet d'achèvement de la mise à 2 x 2 voies de la liaison Castres–Toulouse par mise en concession autoroutière en solution alternative à la mise à 2 x 2 voies progressive a fait l'objet d'un débat public du 21 octobre 2009 au 28 janvier 2010 ; que ce débat a permis l'expression d'une grande pluralité de points de vue ;
- que le débat a confirmé la nécessité de renforcer le niveau de desserte du bassin d'emploi Castres-Mazamet afin d'en conforter le développement, des investissements importants ayant déjà été consentis par les acteurs publics et privés dans ce sens ;
- que le débat a montré que les modernisations de lignes ferroviaires inscrites au plan Rail Midi-Pyrénées ne pourront pleinement répondre aux objectifs recherchés par l'aménagement de la RN 126 ;
- que le débat a fait apparaître que les partisans d'une amélioration du niveau de service de la RN 126 sont largement favorables à l'accélération du projet et sont pour cela favorables au recours à la concession, même si, par ailleurs, des insatisfactions ou des positions divergentes vis-à-vis d'un aménagement à 2 x 2 voies de la RN 126 ou du principe de concession se sont exprimées ;

Que ce débat a mis en évidence :

- la nécessité de prendre en considération les interrogations légitimes des usagers de la RN 126 liées à la tarification de déplacements qui sont, sur cet axe, essentiellement locaux ;
- la nécessité d'assurer la cohérence des politiques publiques en termes de maîtrise des espaces ouverts à l'urbanisation ;
- la nécessité de préserver les activités agricoles, l'économie des territoires traversés étant majoritairement liée à l'agriculture ;
- l'intérêt des milieux naturels et des paysages dans lesquels s'inscrit le projet ;

Que le projet contribue notamment, en cohérence avec la loi du 3 août 2009 susvisée :

- à améliorer les perspectives de développement de l'agglomération de Castres-Mazamet, en assurant son accessibilité par une infrastructure adaptée aux besoins de sa population et à la structure de son économie ;
- à contribuer à la structuration de l'aire métropolitaine toulousaine, qui s'appuie notamment sur le développement de ses villes moyennes en étoile autour de Toulouse, dont Castres-Mazamet,

Décide :

Art. 1^{er}. – Le principe de l'achèvement de la mise à 2 × 2 voies de la liaison entre Castres et Toulouse selon l'itinéraire RN 126 par mise en concession autoroutière est retenu ; les études préalables à la déclaration d'utilité publique seront poursuivies en ce sens.

Art. 2. – Les études préciseront les caractéristiques propres à la concession, et notamment les modalités de tarification de l'usage de la voie (hypothèses tarifaires, types de péage ou localisation des barrières de péage). Ces études intégreront les apports du projet à la cohérence des différentes politiques mises en œuvre localement que ce soit en termes de développement économique ou de maîtrise et de structuration de la croissance de l'aire métropolitaine toulousaine. Ces études seront conduites dans une perspective multimodale, en intégrant notamment les projets de développement du transport ferroviaire.

Art. 3. – Ces études devront aussi permettre de justifier et de préciser les caractéristiques du projet au regard de son intérêt pour les territoires concernés et de ses effets potentiels, et notamment :

- la localisation des échangeurs et diffuseurs, qui devra être cohérente avec les politiques de développement local et de maîtrise de l'urbanisation mises en œuvre sur les territoires concernés ;
- les modalités de traitement des parties du réseau destinées à servir d'itinéraires de substitution, en particulier en termes de sécurité ;
- les modalités de préservation des activités agricoles visant à minimiser les impacts du projet tant en termes de prélèvement que d'effets de coupure et d'effets connexes ;
- les modalités de préservation ou de protection des milieux naturels et des espèces, et notamment les mesures envisagées pour éviter, réduire et, le cas échéant, compenser les atteintes aux continuités écologiques afin d'assurer de manière exemplaire leur prise en compte dans le cadre du projet ;
- les modalités de préservation et de valorisation des paysages ainsi que d'intégration paysagère du projet ;
- les modalités de préservation ou de protection de l'eau et des milieux aquatiques (qualité des eaux, transparence hydraulique...) ;
- les modalités de limitation des nuisances sonores engendrées par l'aménagement afin de respecter les seuils réglementaires ;
- l'évaluation du bilan du projet en termes de gaz à effet de serre.

Art. 4. – Un comité de suivi du projet sera mis en place sous l'égide du préfet de région, associant les services de l'Etat, des représentants des collectivités territoriales concernées, des représentants du milieu économique, y compris les agriculteurs, des représentants syndicaux et des associations, notamment les associations de protection de l'environnement.

Art. 5. – La concertation et l'information du public seront poursuivies sous l'égide d'un garant que le maître d'ouvrage demandera à la Commission nationale du débat public de désigner.

Art. 6. – Le directeur général des infrastructures, des transports et de la mer, le préfet de la région Midi-Pyrénées, les préfets de la Haute-Garonne et du Tarn sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juin 2010.

JEAN-LOUIS BORLOO

Annexe 2

Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique



Autoroute Castres-Toulouse



PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE

Pièce E : Étude d'impact

Chapitre 7 : Analyse des effets cumulés avec les autres projets connus

ASF

ÉTUDE D'IMPACT : SOMMAIRE GÉNÉRAL

Atlas cartographique

Pièce E1 : Résumé non technique

Pièce E2 : Description du projet

Pièce E3 : Analyse de l'état initial

Pièce E4 : Analyse des variantes et choix du tracé

Pièce E5 : Effets et mesures

Pièce E6 : Effets du programme

Pièce E7 : Analyse des effets cumulés avec les autres projets connus

Pièce E8 : Compatibilité avec les documents d'urbanisme, articulation du projet avec les différents plans, schémas et programmes et prise en compte du SRCE

Pièce E9 : Spécificités pour les infrastructures de transport

Pièce E10 : Présentation des méthodes choisies et des difficultés rencontrées

Pièce E11 : Auteurs

SOMMAIRE du chapitre 7 – Effets cumulés

| | | |
|-------------|---|----------|
| VII. | ANALYSE DES EFFETS CUMULÉS AVEC LES AUTRES PROJETS CONNUS | 4 |
| VII.1 | RAPPEL RÉGLEMENTAIRE | 4 |
| VII.2 | LISTE DES PROJETS CONNUS IDENTIFIÉS SUSCEPTIBLES D'ENTRER DANS LE CHAMP RÉGLEMENTAIRE | 5 |
| VII.3 | PRÉSENTATION DES CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES PROJETS ENTRANTS DANS LE CADRE DES PROJETS CONNUS | 6 |

VII. Analyse des effets cumulés avec les autres projets connus

VII.1 Rappel réglementaire

L'article R.122-5 alinéa 5e du Code de l'Environnement relatif au contenu des Études d'impact, précise que l'Étude doit notamment faire une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus.

Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'Étude d'impact :

- « ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R.214-6 et d'une enquête publique [(dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau)] ;
- ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté au titre des articles R.214-6 à R.214-31 mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage ».

Par ailleurs, les projets autorisés ou déclarés d'utilité publique, ainsi que les projets dont la construction a démarré, sortent du champ d'application de l'analyse des effets cumulés. Ce type de projet est pris en compte dans l'analyse de l'état initial de l'environnement et de son évolution prévisible.

VII.2 Liste des projets connus identifiés susceptibles d'entrer dans le champ réglementaire

Les projets les plus proches ayant fait l'objet d'une étude d'impact et d'un avis de l'Autorité environnementale rendu ou d'une enquête publique au titre de la loi sur l'eau sont listés ci-dessous. Cette liste a été réalisée à partir des informations fournies par l'Autorité Environnementale et les sites internet de la DREAL Occitanie (site Internet SIDE) et des préfectures du Tarn et de la Haute-Garonne (sources consultées à la date du 02/02/2016, mises à jour préalablement à l'ouverture de l'enquête publique en septembre-octobre 2016).

La zone considérée pour la recherche des projets connus correspond aux communes directement concernées par le projet (commune de l'aire d'étude) ainsi qu'aux communes qui leur sont limitrophes. Au niveau de la commune de Castres, on s'est limité aux projets situés à l'ouest du centre urbanisé de cette commune. Pour les carrières de granulats, un rayon de 30 km autour du tracé a été prospecté.

La consultation de ces bases de données nous indique les avis rendus de l'AE suivants dans la zone d'investigation :

- La demande d'autorisation d'exploiter les usines hydroélectriques de Saïx (renouvellement) et de Castres Maison Neuve (création) liées au barrage de Saïx sur le cours d'eau de l'Agout. Ce projet est porté par la Société Laval et Lecamus. L'avis de l'autorité environnementale est daté du 14 novembre 2011. Une autorisation a été délivrée le 05 septembre 2013 ;
- L'usine hydroélectrique de Maison-Neuve (Castres) a également fait l'objet d'un arrêté *modificatif* d'autorisation, en date du 13 janvier 2015 ;
- La demande de renouvellement d'autorisation et d'exploitation de la centrale hydroélectrique du Verdet sur l'Agout (commune de Fréjeville), projet porté par la société hydroélectrique du Verdet. L'avis de l'autorité environnementale est datée du 11 février 2014 et une enquête publique s'est déroulée en mai 2014 ;
- La demande d'autorisation d'exploiter une installation de combustion par la Société Pierre Fabre, commune de Soual. Un avis de l'autorité environnementale a été rendu en date du 13 mars 2014 et une enquête publique s'est déroulée en août 2014 ;
- La demande de déclaration d'utilité publique relatif à l'opération ZAC « Trezemes - Tuilerie » sur la commune de Gragnague. Ce projet a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale en date du 29 avril 2014 puis d'une mise à l'enquête du 2 juin au 14 juillet 2014.

Par rapport à cet aménagement, il convient néanmoins de préciser que :

- les travaux sont engagés ainsi que la commercialisation des lots cessibles.
- Le projet de liaison autoroutière n'intercepte pas le périmètre de la ZAC.

En conséquence, cette opération n'est plus à considérer comme un « projet » au sens de l'article R.122-5 alinéa 5.

- Le projet Interc'eau Sud-Ouest Tarnais conduit par l'Institution des eaux de la Montagne Noire (IEMN). Ce projet a pour objectif :
 - D'alimenter en eau potable la régie municipale des Eaux de Graulhet
 - De fournir un complément de ressource au SIAEP de Vielmur Saint Paul et du Sant.

Ce projet prévoit la réalisation (ou le renforcement) de 39109 ml de conduites d'eau potable réparties en 4 tronçons. Est à ce titre concernée la commune de Puylaurens.

Ce projet a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale en date du 7 mai 2015.

La demande d'autorisation d'exploitation d'une unité de traitement des matériaux demandée par la SARL Bieysse Père et Fils dont l'enquête publique s'est déroulée en août 2012. Néanmoins, les travaux de réalisation de cette dernière, rue de l'Industrie à Castres, ont débuté en septembre 2014. Cette opération n'est donc plus à considérer comme un « projet » au sens de l'article R.122-5 alinéa 5.

D'autre part, des prélèvements pluri annuels d'eau à usage agricole dans le sous bassin versant Hers-Mort Girou ont été autorisés par arrêté inter-préfectoral n°22 du 21 juillet 2016 . La demande était portée par le SMEA 31.

Le dossier établi au titre de la Police de l'Eau (article R.214-6) a fait l'objet d'un avis de recevabilité de la part de la DDT de Haute Garonne en date du 6 janvier 2016.

L'autorisation permet des prélèvements à vocation agricole, sur la base des volumes suivants :

Période d'étiage (1^{er} juin au 31 octobre) :

| Périmètre élémentaire | Cours d'eau et nappe connectées (Mm3) | Retenues déconnectées* (Mm3) | Total (Mm3) |
|-----------------------|---------------------------------------|------------------------------|-------------|
| Hers-Mort | 2,9 | 8,4 | 11,3 |
| Girou | 2,9 | 9 | 11,9 |

Période d'étiage (du 1^{er} novembre au 30 mai) :

| Périmètre élémentaire | Cours d'eau et nappe connectées (Mm3) | Retenues déconnectées* (Mm3) | Total (Mm3) |
|-----------------------|---------------------------------------|------------------------------|-------------|
| Hers-Mort | 0,87 | 8,4 | 9,27 |
| Girou | 0,87 | 9 | 9,87 |

*Retenues de Balerme et de Laragou sur le Girou et de la Ganguise sur l'Hers - Mort

De même, au titre de la réglementation sur l'eau, l'institution des eaux de la Montagne Noire (IEMN) est bénéficiaire d'une autorisation pluriannuelle de prélèvement d'eau pour l'irrigation agricole sur le sous-bassin du Sor (arrêté inter-préfectoral du 20 juin 2016).

Période d'étiage (1^{er} juin au 31 octobre) :

| Périmètre élémentaire | Cours d'eau et nappes connectées (Mm3) | Retenues déconnectées (Mm3) | Nappes déconnectées |
|-----------------------|--|-----------------------------|---------------------|
| Sor | 6,15 | 2,5 | - |

Période d'étiage (du 1^{er} novembre au 30 mai) :

| Périmètre élémentaire | Cours d'eau et nappes connectées (Mm3) | Plans d'eau (Mm3) | Nappes déconnectées | Volumes destinés au remplissage des retenues |
|-----------------------|--|-------------------|---------------------|--|
| Sor | 1,15 | - | - | 2,5 |

Il y aurait donc 7 projets connus (ainsi qu'une modification – usine hydroélectrique de Maison-Neuve de Castres) au sens du code de l'environnement, sous réserve de l'état d'avancement de certaines opérations.

VII.3 Présentation des caractéristiques générales des projets entrants dans le cadre des projets connus

Au sein des communes directement concernées par le projet et des communes qui leur sont limitrophes, il existe ainsi six projets connus :

- 3 centrales hydroélectriques sur cours d'eau (Agout), commune de Saïx, Castres - Maison Neuve et Frejeville ;
- une mise en place d'un équipement sur un site industriel pharmaceutique existant (commune de Soual) ;
- la réalisation de travaux de conduite d'eau potable ;
- une demande d'autorisation pour des prélèvements à vocation agricole dans le Girou.

Compte tenu de la nature, de l'importance et de la localisation des projets, les impacts qui leur sont associés ne sont pas considérés comme cumulables de façon significative avec ceux relatifs à un projet routier tel que celui décrit dans le présent dossier.

Il convient néanmoins de rappeler que le projet de liaison autoroutière Castres - Toulouse met en œuvre l'ensemble des dispositions nécessaires à la préservation de la ressource en eau (rétablissement des écoulements naturels, rétablissement des continuités écologiques, traitement préalable des eaux de ruissellement avant rejet au milieu naturel...).

Annexe 3



PRÉFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES

Autoroute Castres - Toulouse

LE PRÉFET DE LA RÉGION MIDI-PYRÉNÉES, PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

À la suite du débat public qui s'est déroulé entre octobre 2009 et janvier 2010, le ministre en charge des transports a décidé le 25 juin 2010 l'achèvement de la mise à 2 x 2 voies de la liaison entre Castres et Toulouse, selon l'itinéraire RN 126 par mise en concession autoroutière.

Une nouvelle étape des études et de la concertation a donc été engagée sous ma responsabilité dans la perspective d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique à l'automne 2012.

La première phase de la concertation a porté sur les fuseaux de passage du projet autoroutier, le positionnement potentiel des échangeurs et les principes du péage. Cette première phase de concertation s'est déroulée de janvier à mai 2011 sous le regard attentif de la garante de la concertation. Un bilan de la concertation, à la fois quantitatif et qualitatif, a été établi et soumis au comité de suivi ; il est mis à disposition du public et de l'ensemble des acteurs sur le site internet du projet (www.autoroute-castres-toulouse.midi-pyrenees.gouv.fr).

À la suite de cette première phase de concertation et du comité de pilotage du 26 mai 2011, je décide des orientations suivantes quant au choix du fuseau d'études, au positionnement des échangeurs, aux principes du péage, aux études complémentaires à mener et à la poursuite de la concertation.

Choix du fuseau d'études

Le fuseau d'études consiste en une bande d'une largeur de 300 m au sein de laquelle seront menées les études détaillées pour la définition d'un tracé de référence et des mesures d'accompagnement de l'infrastructure. Sur certains secteurs, l'absence de consensus à l'issue de la concertation me conduit à retenir un fuseau élargi qui tient compte des contraintes identifiées lors de la concertation (cf. plan joint en annexe).

Secteur 1 : de l'autoroute A68 à Verfeil

Dans ce secteur, le fuseau d'études retenu est centré sur la bretelle autoroutière A 680, qu'il est nécessaire de porter à 2*2 voies : le tracé étant connu, la largeur du fuseau est restreinte à 200 m.

Les études devront notamment préciser la position et le dimensionnement des protections acoustiques et des ouvrages hydrauliques afin de prendre en compte les habitations et la zone inondable du Girou.

Secteur 2 : de Verfeil à Maurens-Scopont

Sur la partie ouest, correspondant au contournement de Verfeil, le fuseau retenu se situe de part et d'autre de la déviation de Verfeil et au nord du Girou.

Trois options de réalisation de l'autoroute seront étudiées dans la suite :

- mettre l'actuelle déviation de Verfeil à 2*2 voies et utiliser l'ancienne route départementale 20 comme itinéraire de substitution ;
- construire une nouvelle déviation de Verfeil en parallèle de l'actuelle déviation de Verfeil mise à 2x2 voies ;
- construire une nouvelle route à 2x2 voies à proximité et en parallèle de l'actuelle déviation de Verfeil.

Sur la partie centrale, correspondant à la plaine du Girou, le fuseau retenu se situe essentiellement entre le Girou et le nord de la RN 126 ; il est élargi pour tenir compte des avis divergents exprimés lors de la concertation et de la nécessité de préciser les études au regard des enjeux identifiés portant notamment sur la préservation de la biodiversité, la prise en compte de la zone inondable pour les options de passage dans la vallée du Girou, le milieu agricole et la présence d'habitations en particulier pour les options au nord de la RN 126.

Le fuseau prend également en compte les contraintes suivantes :

- sur les communes de Verfeil, Teulat et Bourg-Saint-Bernard, une zone englobant le moulin de Nagasse et les hameaux de Nagasse et du Canel est exclue du fuseau ;
- sur les communes de Bourg-Saint-Bernard, Montcabrier, Francarville et Bannières, une zone englobant le pré de la Fadaise et le hameau de Sainte-Germaine est exclue du fuseau ; celui-ci tient également compte des contraintes aéronautiques liées à l'exploitation de l'aérodrome de Bourg-Saint-Bernard qui fixent ainsi les limites sud du fuseau sur Bourg-Saint-Bernard ; enfin les extensions des bourgs de Montcabrier et Bannières conduisent à porter la limite nord du fuseau à environ 200 m au nord de la RN 126 (ex route départementale 42) ;
- sur les communes de Vendine et Villeneuve-lès-Lavaur, le fuseau d'études retenu est compris entre la route nationale 126 (ex route départementale 42) et le Girou et se restreint afin de rejoindre le fuseau de contournement du château de Scopont et de s'éloigner du lit mineur du cours d'eau, tout en tenant compte des enjeux agricoles et humains.

Enfin, à l'extrémité est du secteur, le fuseau d'études retenu est élargi pour tenir compte des options de passage, au nord ou au sud du château de Scopont. Au sein de ce fuseau, le maître d'ouvrage s'interdira cependant de rechercher tout tracé à l'intérieur d'une zone incluant le hameau d'En Bénech et le château du Pastelier à Scopont ; par ailleurs, l'emprise du fuseau au nord de la RN 126 a été réduite afin de s'éloigner du bourg de Maurens Scopont.

Comme dans tous les autres secteurs, mais plus particulièrement sur celui-ci, étant donné les sensibilités fortes identifiées, les différentes solutions techniques étudiées devront veiller à la prise en compte des enjeux humains, agricoles et environnementaux.

Secteur 3 : de Maurens-Scopont à Puylaurens

La concertation a permis d'identifier le rejet unanime des fuseaux sud sur ce secteur.

Sur la commune de Cambon-lès-Lavaur, le fuseau d'études retenu, d'une largeur de 300 m, au nord de la RN 126, est le fuseau dit « pressenti », n'ayant pas suscité d'objection lors de la première phase de concertation.

Pour le contournement du bourg de Cadix, le fuseau d'études retenu se situe au nord de la commune de Cuq-Toulza et au sud des communes d'Algans et de Lacroisille ; le fuseau retenu, très large, permet de poursuivre l'étude d'options de contournement par le nord du bourg de Cadix, plus ou moins éloignées de celui-ci ; deux zones sont exclues du fuseau en raison de la présence du lac de la Vernède et de plusieurs habitations le long de la RN 126. Les études de l'option au plus près du bourg de Cadix devront veiller à la meilleure insertion possible au regard du bourg et des habitations existantes, en particulier en abaissant le profil en long de l'autoroute.

Sur la commune de Puylaurens, le fuseau permet un raccordement à la déviation actuelle du village en longeant au plus près la RN 126.

Dans ce milieu vallonné, les études tiendront particulièrement compte de l'insertion paysagère de l'infrastructure.

Secteur 4 : de Puylaurens à Soual

Le fuseau d'études retenu, d'une largeur de 300 m, doit permettre un aménagement au plus près de la route nationale 126 ; ce fuseau est restreint au droit du hameau de Plaisance et se raccorde au plus vite sur la déviation de Soual. Le traitement des enjeux d'insertion du tracé sera particulièrement soigné.

Secteur 5 : de Soual à Castres

Sur la partie ouest, le fuseau retenu est le fuseau qui avait fait l'objet d'un avis favorable de la commission d'enquête en 2007.

Sur la partie est, le projet s'inscrit dans la bande déclarée d'utilité publique de 2004.

Le traitement des enjeux d'insertion du tracé sera également particulièrement soigné dans ce secteur.

Positionnement des échangeurs

Six zones d'échanges, pouvant accueillir un échangeur, étaient présentées à la concertation. Cette dernière a permis de préciser l'emplacement de certains échangeurs ; des demandes de nouveaux points d'échanges ont également émergé : l'un à l'ouest de la déviation de Soual et l'autre au niveau de la voie communale n°50 (zone d'activité de la Chartreuse et du Mélou) sur la section Castres – Soual.

Compte tenu de ces éléments, une étude globale sur les points d'échanges sera réalisée. Elle traitera des aspects techniques (faisabilité, localisation, etc.), des fonctionnalités (trafic, desserte des territoires, etc.)

et des coûts (coût du point d'échange, impact financier sur l'équilibre de l'opération notamment en fonction des différents scénarios de péage possibles, etc.). Les résultats de cette étude permettront de déterminer les échangeurs à réaliser et préciser leur localisation.

Cependant, sans préjuger des conclusions de cette étude, la première phase de la concertation permet de fixer les orientations qui suivent (cf. localisation schématique sur le plan joint en annexe).

La zone d'échange de Gragnague

Cette zone concerne le réseau concédé aux ASF. Il s'agit d'étudier l'opportunité de compléter la demi-bifurcation autoroutière entre l'autoroute A 68 et la bretelle autoroutière A 680 et le demi-échangeur de Gragnague, étant entendu que les modalités de financement de ces aménagements sont particulières au réseau concédé des ASF et différent de celles pour les aménagements entre Castres et Verfeil.

Compte tenu des fortes demandes, exprimées notamment par les élus locaux, pour compléter ces points d'échange afin d'assurer une desserte optimale du territoire, les études techniques et financières se poursuivront pour éclairer la décision finale.

La zone d'échange de Verfeil

Lors de la concertation, il est apparu que le positionnement privilégié de l'échangeur est situé à proximité de la route départementale n°112 afin de permettre un accès direct par cet axe.

La zone d'échange de Maurens-Scopont / Vendine

La concertation a permis d'évoquer divers positionnements de l'échangeur. Au regard des fonctionnalités de l'infrastructure et afin de desservir au mieux le territoire, un emplacement de l'échangeur au droit de l'intersection de la RN 126 et de la RD 826 semble le plus pertinent. Les études techniques seront cependant affinées sur les différentes localisations possibles dans un périmètre allant de la RD 11 / RD 87 à l'est du carrefour RN 126 / RD 826.

La zone d'échange de Puylaurens

L'échangeur existant sera maintenu. Des études seront menées pour définir les aménagements de cet échangeur au regard des critères d'une concession avec, notamment, l'insertion d'une barrière de péage.

La zone d'échange de Soual

Suite aux réunions avec les élus, il apparaît qu'un échangeur situé à l'est de la déviation de Soual est nécessaire pour assurer la desserte de zones d'activités existantes et la base de loisirs ainsi que permettre une irrigation du territoire sud-castrais.

Par ailleurs, un échangeur à l'ouest de la déviation de Soual, en sus de l'échangeur à l'est de cette dernière, a été demandé : il conviendra d'étudier cette option, en analysant les conséquences sur les trafics, les péages et le coût de l'infrastructure dans le cadre de l'étude globale sur les points d'échanges.

La zone d'échange de Castres

Les études d'un échangeur au niveau de Saint-Palais seront poursuivies ; la demande formulée au cours de la concertation d'un échangeur au niveau de la voie communale n°50 afin de desservir par l'est la zone d'activités de la Chartreuse et du Mélou sera étudiée, là aussi en analysant les conséquences sur les trafics, les péages et le coût de l'infrastructure dans le cadre de l'étude globale sur les points d'échanges.

Les modalités de péage

Les principes des deux types de péage – ouvert ou fermé – ont été soumis à la concertation. Les études détaillées seront menées afin de comparer les modalités de péage (hypothèses tarifaires, types de péage) et préciser l'emplacement potentiel des barrières de péage selon plusieurs scénarios.

Études techniques à mener dans la seconde phase de concertation

La concertation a permis de faire émerger des préoccupations liées aux enjeux humains, agricoles, environnementaux, de dessertes locales, etc. Elle feront l'objet d'une attention particulière.

Les études à venir permettront également une comparaison précise entre les différentes options de tracés possibles, et en particulier leurs coûts, à partir d'approches techniques permettant notamment de décrire les caractéristiques principales des tracés proposés (géométrie générale, remblai / déblai, etc.), d'objectiver les principaux impacts de l'infrastructure, d'estimer les différences de coût des options étudiées ainsi que d'envisager les mesures d'accompagnement permettant de limiter les nuisances de l'aménagement.

Les études techniques routières

Les études géotechniques, géométriques, hydrauliques avec notamment les spécificités liées à la plaine inondable du Girou, etc., seront conduites pour les différentes options de tracés possibles dans le fuseau retenu. Elles permettront d'évaluer les coûts des différentes options de tracé.

L'itinéraire de substitution et les rétablissements

Une étude sera menée en concertation avec les élus locaux afin de définir la consistance de l'itinéraire de substitution et la définition des voies de rétablissement. Elle précisera en outre les modalités de traitement des parties du réseau destinées à servir d'itinéraire de substitution, en particulier en termes de sécurité, conformément à la décision ministérielle du 25 juin 2010.

Une étude sur l'organisation des circulations locales en particulier des camions

Dans les secteurs où les déviations actuelles seront intégrées à l'autoroute, la réalisation du projet autoroutier se traduira par une modification des circulations locales, particulièrement celles des poids lourds, et donc de la desserte locale des entreprises. Une étude sera menée pour évaluer en particulier les reports de trafic de poids lourds sur le réseau secondaire et pour définir des mesures permettant d'optimiser la desserte des principales entreprises.

Le cadre de vie (bruit, air et santé, paysage)

Les études préciseront les conséquences de l'infrastructure sur le cadre de vie et les mesures prises pour en supprimer ou limiter les effets, en respect avec la réglementation en vigueur. Ainsi, les dispositifs anti-bruit et les mesures d'insertion paysagère seront localisés et dimensionnés, notamment lorsque l'infrastructure se rapprochera de zones densément bâties.

La prise en compte de l'activité agricole

Compte tenu des enjeux agricoles sur l'ensemble du territoire traversé par l'infrastructure, une étude sera confiée aux deux chambres d'agriculture afin de déterminer les modalités de préservation des activités agricoles. Elle permettra de définir au mieux les emplacements potentiels des rétablissements agricoles, de caractériser les conditions d'un maintien de l'activité pour les exploitants concernés, voire d'anticiper sur un éventuel aménagement foncier.

La protection des habitats naturels, de la faune et de la flore

À partir d'inventaires écologiques précis, les études caractériseront, en les hiérarchisant, les impacts de des différentes options de tracés sur l'ensemble de la faune et la flore présentes sur le territoire. Notamment, elles spécifieront les atteintes sur les espèces protégées et leurs habitats et sur le site Natura 2000 au niveau du franchissement de l'Agoût. Enfin, les résultats des études écologiques permettront, une fois le tracé de référence retenu, de préciser les mesures d'évitement, de réduction et, le cas échéant, de compensation à mettre en œuvre par le maître d'ouvrage.

La prise en compte de l'intermodalité dans les déplacements

Plusieurs demandes, déjà exprimées lors du débat public, ont été renouvelées quant à la prise en compte de l'intermodalité des déplacements, notamment à l'approche de l'agglomération toulousaine. Les potentialités de nœuds d'échanges seront étudiées : la gare de Gragnague et la station de métro de Balma – Gramont.

Poursuite de la concertation

Une nouvelle phase de la concertation commence maintenant conduisant à la définition du tracé de référence de l'autoroute avant préparation du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique. La concertation s'exerce bien sûr sous le contrôle de la garante de la concertation et le site Internet www.autoroute-castres-toulouse.midi-pyrenees.gouv.fr en reste un vecteur privilégié.

Plusieurs étapes marqueront cette nouvelle phase de concertation.

Mise en place des groupes de travail et ateliers du développement durable

Deux groupes de travail « environnement » et « aménagement du territoire et agriculture » seront constitués d'ici septembre 2011.

Le premier travaillera sur les problématiques écologiques et permettra, avec la participation d'un panel d'experts, de réaliser les inventaires naturalistes les plus complets possibles et de définir au mieux les différentes mesures de prise en compte des enjeux naturels.

Le second se penchera sur les problématiques d'aménagement du territoire et agricoles ; il aura entre autres pour objectif de préparer pour la fin de l'année 2011 des ateliers du développement durable, qui se

tiendront sous la forme d'un séminaire.

Définition de l'itinéraire de substitution et localisation des échangeurs

Cette étape se tiendra à la fin de l'année 2011. Elle portera sur la définition de l'itinéraire de substitution et les principes de positionnement des rétablissements et, à partir de l'étude globale, sur les points d'échanges, le nombre et la localisation des échangeurs.

Choix du tracé de référence

Lors de cette étape, au début de l'année 2012, il s'agira de présenter les hypothèses de tracés ainsi que leur analyse multi critères pour déboucher sur le choix d'un tracé de référence.

Comité de suivi

Le comité de suivi sera réuni aux grandes étapes d'avancement du dossier en fin de d'année 2011 et au premier trimestre 2012.